

d'Lëtzebuerger **Land**

ROOST

Angestellte, Beamte, Anwälte

Es ist vor allem die soziale Zugehörigkeit, welche die politischen Ansichten der Kandidaten bei den Gemeindewahlen prägt

Die Steckdose auf dem Roost

Falls Google eine Serverfarm baut, müsste garantiert sein, dass sie möglichst viel einheimischen grünen Strom nutzt. Einfach würde das nicht

Home play

Pour le LSAP d'Esch-sur-Alzette, les élections communales seront un match à domicile. Mais la ville ouvrière semble avoir honte d'elle même

Photo : Sven Becker

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

#37 64. Jahrgang 15. September 2017



5 453000 174663



3,50€

Pourquoi la ville d’Esch-sur-Alzette ne s’est-elle pas gentrifiée ?

Les grandes espérances

Bernard Thomas

Sinistrose En janvier 2015, Trixi Weis apparaissait sur « Art Box », une série de *home-stories* sur les artistes luxembourgeois diffusée par *RTL-Télé*. Devant son appartement situé au centre d’Esch-sur-Alzette (qu’elle nomme « Trash-sur-Alzette »), l’artiste gesticule : « Je vis là, au-dessus d’un café, dont le patron a été retrouvé mort dans la cave. À côté du Diva, il y a une épicerie dont un homme a battu à mort sa femme avec une barre. » Et de continuer : « Il y a deux jours, il y a eu une fusillade ici chez le coiffeur... Quelqu’un a été tué. L’année dernière, j’avais un clochard devant la porte pendant six mois. Mais bon, il était très propre : il pliait toujours soigneusement ses cartons. » Suivaient des zooms de caméras sur les rues et les passants, sur fond de riffs de guitare sombres. Les spectateurs frissonnaient devant leur poste de télé. Le narratif de Trixi Weis collait bien à une certaine idée dominante que se fait le Luxembourg sur la ville d’Esch.

Pour Jean Goedert, ancien architecte-directeur de la ville d’Esch, « il faudrait être fier de sa ville et de son histoire, mais souvent les gens ont perdu ce lien : ils ne sont plus fiers d’Esch. Les gens des beaux quartiers ne ressentent plus le centre-ville comme leur quartier. Alors ils restent dans leur maison et dans leur jardin. » Cette crise d’identification, on la retrouve dans de nombreuses villes paupérisées du Luxembourg où les anciens identifiants (catholiques ou syndicaux) ont sauté. Certaines villes tentent de se redéfinir en détournant leur image négative. Ainsi la commune d’Ettelbruck a-t-elle organisé le week-end dernier un « Street Fest Ettelbrooklyn », une réappropriation qui rappelle celle du terme (initialement péjoratif) de « Minettsdapp » apparu à la fin du XIX^e siècle pour désigner les ouvriers de la mine et des hauts-fourneaux. Pour Esch, l’actuelle image décadente et défaitiste a été conditionnée par le long adieu à l’industrie sidérurgique. Elle exprime une forme de syndrome de stress post-traumatique. Au milieu des années 1980, la ville était ruinée ; pire, elle se dépeuplait, le nombre d’habitants tombant en-dessous du seuil des 25 000 personnes.

Dans une table-ronde organisée par *RTL-Radio* samedi dernier, les modérateurs évoquaient une « ville

La ville ouvrière d’Esch-sur-Alzette aurait-elle honte d’elle-même ?

sinistree ». L’opposition de droite reprenait ce discours sans le problématiser. Le retraité et candidat de l’ADR, Louis Cimolino, s’indignait : « Zu Lalleng ass et net propper ». L’avocat et tête de liste du DP, Pim Knaff, plaidait pour « une nouvelle image de marque ». (Face au *Land*, il dit craindre qu’Esch « ne se transforme en Thionville »). Georges Mischo, candidat pour le CSV et prof de sport, s’indigne de ce que les communes de Differdange et de Dudelange se targuent d’être les communes « les plus chouettes et les plus cool ». Ce serait à Esch de réclamer ce rôle : « Nous étions la ‘Minett-Metropol’, nous devons maintenant devenir la capitale des start-ups ».

La nouvelle Bonnevoie « Il y a huit ans, expliquait Trixi Weis dans l’épisode d’*Art Box*, il y a eu toute une vague d’artistes venus de la Ville à Esch. Ils aimaient bien, parce que c’était un peu sale, un peu plus international, un peu plus comme une vraie *Groussstad* et un peu moins *kleng-karéiert* que la Ville de Luxembourg ». Or, Esch serait aujourd’hui devenue « plus triste », « plus dégradée ». Il y aurait

« 130 cafés à Esch, mais pas un seul café alternatif et cool. » En fait, l’artiste décrivait une tentative de gentrification qui avait échoué.

Jusqu’ici, la ville d’Esch n’a été touchée que marginalement par ce phénomène. Ce qui, en soi, est surprenant. Car c’est probablement la ville la plus dense et la plus urbaine du Luxembourg. On y trouve des allées ombragées et des places publiques qui fonctionnent. Son parc immobilier est d’une étonnante qualité architecturale sans être hors prix : des « villas d’ingénieurs » art-déco aux pittoresques maisonsnettes ouvrières. En plus, Esch est entourée de paysages reconquis par la nature. Et, surtout, elle héberge sur son territoire le campus de l’unique université publique du pays. (Et, enfin, la ville donne une caution d’« authenticité » aux jeunes alternatifs issus des classes moyennes.)

Mais, si les prix immobiliers ont augmenté à Esch, ils l’ont fait moins rapidement que dans le reste du pays. D’après l’Observatoire de l’habitat, entre 2007 et 2016 les prix pour les appartements existants ont progressé de 36,7 pour cent au niveau national, mais seulement de 25 pour cent à Esch. (En moyenne, un appartement s’y vend à 4 069 euros le mètre carré, contre plus de 6 638 euros dans la capitale.) Alors pourquoi la ville d’Esch-sur-Alzette n’est-elle pas (encore) devenue la nouvelle Bonnevoie ?

« Processus ségrégatif » En 2013, le Ceps/Instead (entretiens renommé en Liser) avait jeté un pavé dans la mare en publiant une étude intitulée « La cohésion territoriale au Luxembourg : quels enjeux ? ». Les chercheurs y identifiaient un « processus ségrégatif » : « Le principal constat, écrivaient-ils, est celui d’une tendance relative des centres urbains (à l’exception de la capitale) qui peinent à attirer les ménages socio-économiquement favorisés ». Le rapport constatait une « tendance des personnes vivant au Luxembourg à ‘fuir’ les communes urbaines (7 528 habitants ont ainsi quitté Luxembourg-Ville et 1 241 ont quitté Esch-sur-Alzette entre 2005 et 2011) pour s’installer dans les communes périurbaines ou à dominante rurale (+391 habitants à Weiler-la-Tour, +426 habitants à Betzdorf sur la même période). »

À part la capitale, les centres urbains luxembourgeois n’auraient donc pas profité des années de boom. Le Liser parle d’un « processus de différenciation socio-spatiale ». Concrètement, de Wiltz à Esch en passant par Ettelbruck, les villes se sont paupérisées : Esch compte ainsi 13,2 pour cent de chômeurs, soit le double de la moyenne nationale. Au même moment, elles ont été abandonnées par la classe moyenne et la bourgeoisie qui se sont réfugiées dans les cités des couronnes périurbaines.

Si les villes n’ont pas fini par se dépeupler, c’est uniquement grâce à la venue d’immigrés et d’expats. Ces nouveaux arrivants ont fait passer la population d’Esch-sur-Alzette de 28 746 habitants à 34 500 sur les derniers dix ans. D’après le Statec, la part d’étrangers (venant en grande majorité du Portugal) dans la commune d’Esch est passée de 35 à 52 pour cent entre 1991 et 2011. Cet accueil de populations migrantes et ouvrières (22,5 pour cent des Eschois travaillent dans l’industrie manufacturière) fait partie du DNA de la ville. Ainsi, entre 1890 et 1910, sa population était passée 6 855 à 16 461 habitants.

Ovnis Ce qui distingue Esch de la capitale, c’est que les populations les plus pauvres continuent à vivre au centre-ville, autour de la place du Brill. Il s’agit d’une place populaire qui, aux premiers rayons de soleil, se met à vivre : les enfants sortent jouer et les terrasses se remplissent. L’ancienne maire Lydia Mutsch (LSAP) avait toujours été anxieuse de communiquer une image moderne de sa commune. Le point d’apothéose de ces efforts de « rebranding » était le projet dessiné par André Heller pour la place du Brill. D’un parfait kitch postmoderniste – des masques dorés crachant de l’eau –, cette ébauche sera retirée en 2007 suite à une mobilisation lancée par le collectif de théâtre Independent Little Lies. La semaine dernière, l’hebdomadaire *Wöxx* retraçait l’historique de l’initiative citoyenne et s’interrogeait : « En faisant construire une place valant entre trente et quarante millions d’euros, Lydia Mutsch envisageait-elle une flambée des prix des loyers, avec pour conséquence que les habitants les moins riches devraient plier bagage ? »

Sur la place du Brill, telle qu’elle a entretemps été réaménagée, on continue de reconnaître une volonté, maladroitement exécutée, d’attirer les classes moyennes. Deux boîtes blanches et lumineuses, qui semblent tout droit sorties de l’imaginaire d’Apple, ont été inaugurés il y a deux ans. Elles hébergent un restaurant sushi (le plus souvent vide) et un espresso-bar franchisé (qui a déjà dû changer de gérant). Au plein milieu du quartier populaire, ces cubes apparaissent comme des ovnis. Pour un loyer modique, la commune a donné un des deux locaux – ainsi que le café du Théâtre municipal – en location à 1Com, un groupe qui compte onze établissements et règne en maître sur les rives de Clausen (Ikki, le Sud, la Rock Box, le Zulu Blanc et la Brauerei).

L’ouverture il y a quelques mois du Escher Café a marqué l’apparition tardive du premier café *hipster* dans la deuxième ville du pays. Situé à l’angle de la rue Karl Marx et de la rue du Clair-Chêne, dans un quartier tranquille bordé d’arbres, c’est une copie conforme de la Bouneweger Stuff : mêmes murs usés, mêmes bancs et chaises d’écoliers, mêmes ampoules à filament dénudées. Une esthétique déclinée *ad nauseam* dans les cafés et restaurants qui ont ouvert ces dernières années dans la capitale : Konrad, Beim Renert, Max & Moritz, Buvette, Rawdish, Snooze, Beet... Les studios au-dessus du café sont loués à des jeunes créatifs travaillant notamment dans l’animation à Differdange.

« Gentrification froide » Dans une étude présentée en juin à la société de développement publique-privée Agora, le Liser identifiait « trois dynamiques territoriales » pour la commune d’Esch. Celle-ci attirerait trois types de populations jeunes : les ouvriers peu qualifiés, les ménages à la recherche d’un logement abordable ainsi que les chercheurs et étudiants.

Ces trois univers plus ou moins parallèles pourraient bientôt entrer en collusion sur le marché immobilier. Passé de la LSE au Liser, Antoine Paccoud a travaillé sur la question de la gentrification en Angleterre, une recherche qu’il veut appliquer à Esch en constituant une base de données d’actes notariés (il vient de soumettre un dossier de financement au FNR). « Pour moi, dit-il, les ingrédients sont réunis pour qu’un processus de gentrification se mette en œuvre à Esch. » Celui-ci, pense Paccoud, pourrait se dérouler de manière beaucoup plus fulgurante qu’on ne pourrait le penser : « Ce que j’ai trouvé en Angleterre, c’est que le processus de gentrification par le marché locatif a réussi à faire des percées dans des quartiers qui n’avaient jamais été gentrifiés auparavant. Dans la gentrification classique, les gens achètent dans un quartier pour y vivre. Ce n’est que petit à petit que les magasins s’adaptent et qu’il y a un déplacement des populations plus pauvres. Dans la gentrification par location, par contre, il y a un *turn-over* très élevé. Et à chaque fois qu’un locataire part, le bailleur peut augmenter le loyer. C’est donc un processus beaucoup plus rapide ».

Antoine Paccoud parle d’une gentrification « froide », « sans visage » : « Les locataires changent tout le temps et la personne responsable – donc l’investisseur locatif – n’est jamais là, il n’est pas visible. C’est donc un processus plus impersonnel, plus détaché. Pour un investisseur locatif, il est beaucoup plus simple de ne pas se soucier des changements dans un quartier alors qu’un gentrificateur normal peut avoir un peu mauvaise conscience et mettre en œuvre des activités associatives. » La gentrification ne peut-elle pas être vue de manière positive, comme mixité sociale ? Antoine Paccoud estime qu’elle « se fait aux dépens de quelqu’un » et le terme ne fait que rappeler « qu’il y a une injustice sociale. »

Certains choisissent Esch pour son côté populaire et sans chichi, d’autres le font par dépit, faute de moyens pour s’établir dans la capitale. Mais, en achetant un bien immobilier, tous lient leur avenir à celui de la ville. Or la question de la scolarité des enfants pourrait faire hésiter une partie de la classe moyenne. Les écoles du fondamental eschoises orientent plus d’enfants vers le modulaire (21 pour cent) que vers le classique (19 pour cent). Quant aux crèches et aux maison-relais, la ville a accumulé un réel retard (elle en construira quatre nouveaux dans les prochaines années) qui se traduit par des longues listes d’attente.



La place du Brill



Gallérie du collège échevinal : Henri Hinterscheid (LSAP) parlant à un journaliste ; Martin Kox (Déi Gréng) suivi par Dan Codello (LSAP) ; la maire Vera Spautz (LSAP)

Dans les méandres de la politique locale eschoise

Match à domicile

Bernard Thomas

Pour Vera Spautz (LSAP), promue maire de la ville d'Esch-sur-Alzette après la nomination de Lydia Mutsch (LSAP) comme ministre de la Santé en décembre 2013, les communales auront valeur de test de popularité. Mais elles détermineront aussi sa capacité à s'imposer face à un collège échevinal souvent désaccordé. Avec le président de l'OGBL, André Roeltgen, et le ministre de l'Intérieur, Dan Kersch (LSAP), elle est issue de la génération du Escher Jugendhaus de la fin des années 1970. Une clique de jeunes apprentis et élèves rassemblés autour de la revendication d'un centre autogéré et qui se situaient politiquement quelque part entre le KPL et le LSAP. L'ancienne syndicaliste et députée continue d'incarner – presque à elle seule – le courant des « socialistes de gauche » qui paraissait anachronique mais qui, après les demi-succès de Jeremy Corbyn en Angleterre et de Bernie Sanders aux États-Unis, a fait un retour sur la scène politique internationale.

Le LSAP (9 mandats, 38,5 pour cent en 2011) devrait pouvoir défendre son hégémonie sur Esch-la-Rouge. « Sie sinn hei doheim », dit, résigné, le conseiller communal du DP, Pim Knaff. Le LSAP eschois reste enraciné dans une tradition syndicale et un radicalisme régional. Or, les disputes entre camarades sont fréquentes. En décembre 2013, à l'issue d'un combat interne, Dan Codello avait ainsi réussi à arracher le poste d'échevin à Taina Bofferding, bien que celle-ci avait reçu plus de voix aux communales de 2011. La force du LSAP est donc relative ; elle doit beaucoup à la faiblesse de ses concurrents.

Déi Gréng (2 mandats, 12,5 pour cent) se présentent sans les stars politiques Felix Braz et Muck Huss. Leur échevin actuel, Martin Kox, donne l'impression d'un homme prudent, peu à l'aise dans ses interventions orales. Face à trois échevins et une maire socialistes, le chirurgien à la retraite se retrouve dans une position inconfortable. Alors que les relations entre Lydia Mutsch et Felix Braz, puis entre Vera Spautz et Muck Huss étaient relativement chaleureuses, un certain froid semble depuis s'être installé. Ce samedi, lorsque *RTL-Radio* demandait à la maire si elle comptait poursuivre la coalition avec les Verts, celle-ci répondait sèchement : « Cela dépend de ce que l'électeur décide pour Déi Gréng ».

Manuel Huss, qui avait repris le siège laissé vacant par son père, Muck, démissionnera après neuf mois. L'avocat Luc Majerus lui aura succédé. En janvier 2015, dans son dis-

La force du LSAP à Esch est relative ; elle doit beaucoup à la faiblesse de ses concurrents

cours d'inauguration, Majerus s'était présenté comme « ein Freund des Baumes und alle Freunde der Bäume sind meine Freunde ». Le procès verbal de la séance a consigné ce sermon surréaliste : « Sodann fordert et viel mehr Respekt für jede Hecke, jeden Baum und auch jeden Raben ». Et de poursuivre : « Herr Majerus teilt jedoch nicht alle sogenannten 'grünen' Ideen, y lit-on. So fährt er gerne Auto und ist auch nicht kategorisch gegen Atomkraft. » Martin Kox était livide. Il est le fils d'Elisabeth Kox-Risch (CSV), figure de proue de la lutte contre la centrale atomique à Remerschen. « Dat war eng onméiglech Ausso, juge-t-il aujourd'hui. Et de souligner qu'après la séance, il aurait « sévèrement lavé la tête » à son collègue vert.

Déi Lénk (2 sièges ; 10,9 pour cent) viennent de diluer leur principe anti-cumul pour rendre possible une coalition avec le LSAP à Esch. Ce changement des statuts, entériné en mars 2017, est taillé sur mesure pour permettre au député Marc Baum de devenir échevin. Celui-ci évoque le « potentiel d'une politique progressiste, de transformation ». Politiquement et personnellement, Marc Baum et Vera Spautz sont proches et les critiques du conseiller de Déi Lénk visent d'avantage le bilan de Lydia Mutsch (« du bling-bling libéral dans une ville ouvrière »).

Le CSV (4 mandats, 19,2 pour cent) se présente avec une liste faible. Pourtant, sur les dernières décennies, la section eschoise avait fourni des poids lourds comme Viviane Reding, Michel Wolter et François Biltgen au parti. Georges Mischo, la tête de liste actuelle, reste un parfait inconnu au niveau national. Mais, à Esch, son nom de famille est connu. En 1999, son père, Josy Mischo, avait fait sauter l'espoir du CSV d'enfin briser l'hégémonie socialiste. Pour la première fois depuis 1920, les chrétiens-sociaux avaient

alors dépassé les socialistes en nombre de voix. Mais, furieux de ne pas avoir été retenu pour un poste d'échevin – auquel il estimait que son bon score lui donnait droit –, Josy Mischo claquait la porte et se déclarait indépendant. Ady Jung, alors chef de file du CSV, fit ensuite une révélation étonnante : durant des années, il avait versé une rente mensuelle de 5 000 francs luxembourgeois à son camarade de parti afin que celui-ci lui laisse libre champ. Le CSV ne réussissant pas à constituer une majorité, de nouvelles élections furent organisées à l'issue de laquelle le LSAP, les Verts et Déi Lénk formèrent une coalition.

Le DP reste insignifiant à Esch où les libéraux n'avaient réussi à récolter que 7,5 pour cent des voix (1 mandat) aux dernières communales. Autrefois le repaire de la notabilité locale, la liste DP ne se distingue plus que marginalement de celles des concurrents de par sa composition sociale. Fait remarquable, surtout par rapport au voisin lorrain, la droite populiste n'a jusqu'ici pas réussi sa percée. Aux dernières élections, avec un Aly Jaerling qui avait fait bande à part, l'ADR n'avait recueilli que 3,85 pour cent des suffrages, moins que le KPL (5,25 pour cent, 1 mandat).

Une coalition noire-verte-bleue serait-elle une option ? L'été dernier, des rumeurs disaient qu'elle se préparait dans les coulisses. « Martin Kox nous avait demandé un moment si on pouvait se l'imaginer. Or personne n'a pris d'initiative », dit Georges Mischo. Martin Kox dément cette version des faits. Il n'aurait jamais approché le CSV, ce serait plutôt le CSV qui l'aurait approché, lui. Mais, ajoute-t-il immédiatement, il n'y aurait jamais eu de réunion. Arithmétiquement, une coalition sans LSAP paraît peu probable. Car il faudrait que le LSAP perde trois sièges ce qui, malgré leurs baisses dans les sondages nationaux, équivaldrait à un tremblement de terre. « Le problème, c'est que pour le LSAP une coalition est toujours un moyen pour remettre à sa place *[stutzen]* un autre parti », estime Pim Knaff, tête de liste du DP.

Les deux scénarios les plus réalistes pointent vers une coalition rouge-rouge ou rouge-noire. Si la première variante correspond aux sensibilités politiques de la maire, la seconde constituerait une assurance pour l'après 2018 et le probable retour du CSV aux manettes du pouvoir.

Great expectations Les édiles pensaient avoir trouvé la panacée : l'établissement de l'Université du Luxembourg allait résoudre les problèmes de leur ville. Jean Goedert, l'ancien architecte-directeur de la commune, se souvient que « les attentes étaient énormes : les gens s'attendaient à ce qu'Esch soit submergée par des étudiants et des chercheurs qui viendraient s'établir dans le quartier *multi-kulti* du Brill ». Ces grandes espérances ont entretemps été tempérées. Ce qui paraît clair aujourd'hui, c'est que le changement démographique, s'il arrivera un jour, prendra du temps. Il y a quelques semaines, Goedert a ainsi organisé une visite guidée en vélo à travers la ville d'Esch avec une partie des employés du Fonds Belval ; « 90 pour cent d'entre eux n'y avaient jamais été ». Les liens entre l'Uni.lu et la commune restent donc distants. En 2013, Esch-sur-Alzette avait financé une chaire en « entrepreneuriat social et management social », mais Massimo Bricocoli, le professeur recruté, finissait par regagner Milan après peu de temps.

Si, entretemps, quelque 400 chambres sont loués à des étudiants dans la commune, leur présence se fait peu sentir dans le centre d'Esch. Goedert voit

« Les gens s'attendaient à ce qu'Esch soit submergée par des étudiants et des chercheurs qui viendraient s'établir dans le quartier multi-kulti du Brill »

dans cette absence l'effet d'une population étudiante largement luxembourgeoise (à 45 pour cent, selon l'Uni.lu) qui resterait enfermée dans un « esprit de lycée », rentrant après les cours chez leurs parents. C'est peut-être un peu court : car un campus sans

librairies, bistros alternatifs ou cinémas d'art et essai n'invite guère à y passer la journée. Belval est un amalgame aseptisé de monuments dédiés au capitalisme industriel et de bureaux réservés au capitalisme financier, de cubes célébrant la culture de masse (Rockhal, Kinopolis) et d'un *shopping mall* tournant au ralenti, de restaurants de burgers et d'un imposant bâtiment universitaire, le tout bordé d'un parking. À ceci s'ajoute une gestion des locaux universitaires par le Fonds Belval qui – par souci d'efficacité – entrave le développement d'une vie étudiante autonome.

L'éloignement géographique du site en fait une exclave qui se développe contre, plutôt qu'avec Esch. Aucun corridor ne relie la nouvelle ville à la vieille ville, Arcelor-Mittal s'opposant à un passage traversant ses installations industrielles. (La commune réfléchit actuellement à ériger une voie sur piliers réservée aux piétons et cyclistes.) Mais Belval est également une exclave politique, la commune ayant été largement écartée de la planification du site.

Une nouvelle ère ? Ce mercredi dans les locaux de l'Agora, trois ministres, deux maires et un membre du CA d'Arcelor-Mittal se félicitaient mu-

tuellement pour leur « collaboration exemplaire » dans le dossier des friches de Schiffflange (lire aussi page 8). Le ministre de l'Intérieur (et proche de Vera Spautz) Dan Kerch (LSAP) rappelait « l'impression des communes d'avoir été ignorées » dans le dossier Belval. Puis de se poser en garant des prérogatives et des droits communaux. Quant à Vera Spautz, elle a insisté que les communes seraient dorénavant des « partenaires égaux ».

La conférence de presse à laquelle étaient présentés les résultats des premiers « diagnostics préliminaires » issus de l'étude de faisabilité venait à point nommé pour les maires socialistes de Schiffflange et d'Esch-sur-Alzette. À quelques semaines des élections communales, elle leur permettait de se profiler en politiciens volontaristes et visionnaires. Bizarrement, le fait que la reconversion du site de Esch-Schiffflange soit le résultat d'une cession d'activité (officialisée en mai 2016) d'un des derniers lieux de production d'Arcelor-Mittal au Grand-Duché ne fut évoqué qu'en passant lors de la conférence de presse. « Avant, nos pères et grands-pères y travaillaient, mais nous ne pouvions jamais entrer sur ces sites. Maintenant, ils s'ouvrent », disait Vera Spautz.

À terme, les 62 hectares de la friche changeront le visage d'Esch, la transformant en « ville ouverte », comme l'a dit Vera Spautz. À l'étroit entre le Galgenbierg et le latifundiaire industriel Arcelor-Mittal, la réserve foncière de la commune est aujourd'hui quasi-épuisée. Et, à l'opposé de Belval, les friches d'Arbed-Schiffflange se situent en plein centre d'Esch-sur-Alzette. Le projet n'en est encore qu'à ses débuts, et les éléments concrets restent à définir. « Schiffflange ne doit pas entrer en concurrence avec la Ville de Luxembourg ou avec Belval », expliquait pourtant Frank Vansteenkiste, le président de la société de développement Agora. Qui promettait ne pas y ériger « encore un *shopping-mall* » ou de « gigantesques surfaces de bureau ». Dans son « Rapport de synthèse des diagnostics », Agora note qu'il faut « renforcer la diversité des emplois locaux, parallèlement au développement de Belval, orienté principalement vers des emplois à forte intensité de connaissance ». Pour cette deuxième ville nouvelle dans le Sud, les responsables politiques promettent donc de ne pas reproduire les fautes commises au Kirchberg, puis à Belval, puis sur le Ban de Gasperich...

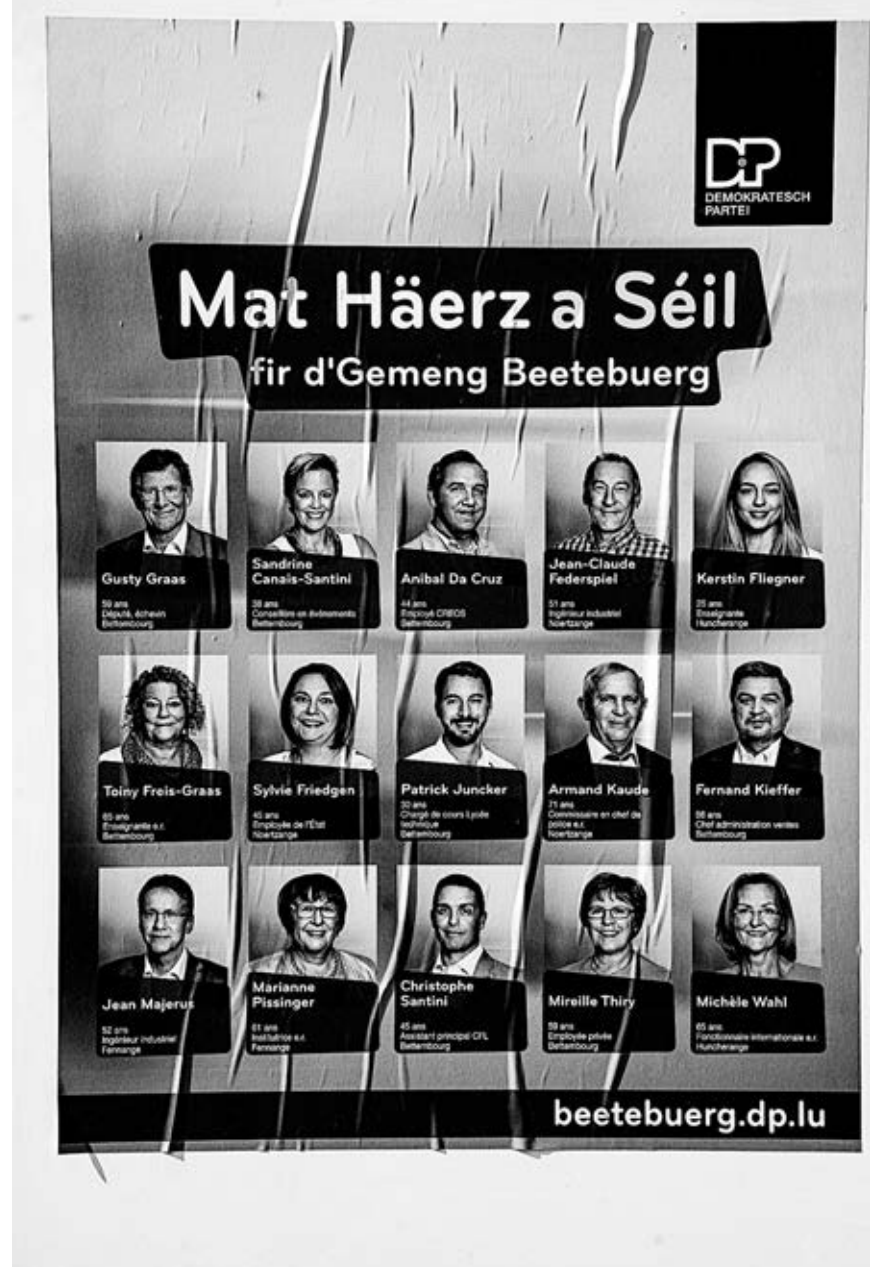


STRUCTURING PRIVATE EQUITY AND REAL ESTATE INVESTMENTS FOR SOME OF THE WORLD'S LARGEST FIRMS.

www.atoz.lu

ATOZ

TAX ADVISERS
LUXEMBOURG



Die soziale Zugehörigkeit prägt die politischen Ansichten der Kandidaten

Angestellte, Beamte, Anwälte

Romain Hilgert

Trotz aller Beteuerungen von Politikern, stets nur das Wohl der Allgemeinheit und der Nation im Auge zu haben, vertreten Gewählte zuerst die Interessen ihrer eigenen gesellschaftlichen Gruppe, sei es bewusst als Lobbyisten oder beinahe unbewusst, weil ihr politisches Verhalten von ihrer Erziehung, ihrem Bekanntenkreis und ihrem Einkommen geprägt ist. Wenn in einem Gemeinderat über sozialen Wohnungsbau diskutiert wird, verhält sich ein Geschäftsmann, der seine Einkünfte in Immobilien investiert, anders als ein zur Miete wohnender Arbeiter. Ein Landwirt, für den die Natur ein Produktionsmittel ist, entscheidet anders in Fragen des Umweltschutzes als ein Studienrat, dem sie zur Erbauung und Erholung dient. Das Urteil, ob eine Taxenerhöhung um zehn Euro zumutbar ist, wird von der eigenen Kaufkraft beeinflusst.

Die soziale Zusammensetzung des Parlaments und auch vieler Gemeinderäte spiegelt die Zusammensetzung der Bevölkerung nur verzerrt wider. Weil ganze Gesellschaftsklassen aus der politischen Diskussion und der öffentlichen Darstellung verschwinden, wurde sicherheitshalber vor zwei Wahlgängen die Wahlsoziologie aus den vom Parlament in Auftrag gegebenen Wahlanalysen gestrichen, wird sich monomanisch auf das Geschlecht und die Staatsbürgerschaft der Politiker konzentriert.

Im Vergleich zu den Kammerwahlen wirken die Gemeindewahlen nächsten Monat beinahe sozial repräsentativ und demokratisch. Weil insbesondere Gemeinden, wo nach dem Mehrheitswahlrecht abgestimmt wird, kleiner und übersichtlicher sind und Kandidaten sich nicht in einer Partei hocharbeiten müssen, um auf eine Liste zu kommen. Aber auch, weil sich sechs Mal so viele Leute, rund 3 600 gegenüber 540 bei den Legislativwahlen, für die 1 133 Mandate in 105 Gemeinderäten bewerben.

Die größte Berufsgruppe unter der Wohnbevölkerung wie auch unter den Kandidaten am 8. Oktober sind die Angestellten der Privatwirtschaft. Rund 500 aktive und pensionierte Angestellte, Privatbeamte aus Banken, Versicherungen und anderen Unternehmen, kandidieren. Hinzu kommen 47 Buchhalter und Finanzberater, 30 Volkswirte und Ökonomen, 40 Sekretärinnen, elf Journalisten und weitere Angestellte.

Die Angestellten verfolgen keine einheitlichen Interessen. Die Berufsgruppe reicht von Mindestlohnbeziehern, die sich, trotz Einheitsstatue, bemühen, nicht in die Arbeiterklasse abzurutschen, über ein breites Kleinbürgertum bis hin zu Spezialisten der Finanzindustrie mit sehr hohen Einkommen. Entsprechend unterschiedlich sind auch ihre politischen Ansichten und Prioritäten, was sie als gesellschaftliche Gruppen sprachlos macht.

Ein Geschäftsmann, der seine Einkünfte in Immobilien investiert, sieht kommunalen Wohnungsbau anders als ein mietender Arbeiter. Für einen Landwirt ist die Natur ein Produktionsmittel, einem Studienrat dient sie zur Erbauung und Erholung

Teilweise in der Privatwirtschaft, teilweise im öffentlichen Dienst arbeiten 98 Ingenieure, 29 Informatiker, 72 Techniker und andere Kandidaten, deren Berufswahl nicht selten auf eine positivistische Gesinnung zurückzuführen ist, die oft auch ihre politischen Ansichten prägt.

Die Beamten und öffentlichen Angestellten, die beim Staat, bei Gemeinden und europäischen Institutionen arbeiten, aber auch neun Polizisten und sechs Zöllner, sind die zweitgrößte Berufsgruppe unter den Kandidaten. Weitgehend zu den Beamten zählt auch die drittgrößte Berufsgruppe, die von 257 Lehrern in den Grundschulen und im Sekundarunterricht gestellt wird. 142 Kandidaten sind Erzieher, Sozialpädagogen, Sozialarbeiter, 83 Krankenpfleger, deren Statute dem öffentlichen Dienst verwandt sind. Ähnliche Arbeitsbedingungen haben auch rund 100 Eisenbahner, die für Gemeinderatsposten kandidieren, 27 Beschäftigte der Post, vier Feuerwehrleute....

Obwohl der Anteil der Beamten an der Gesamtbevölkerung mit einem Viertel geringer ist als derjenige der Angestellten, stellen sie zusammen mit den Lehrern mehr Kandidaten. Das erklärt sich dadurch, dass das Beamtenstatut wie die Wahlberechtigung größtenteils an die Staatsbürgerschaft gebunden ist. Im öffentlichen Dienst ist es auch einfacher, politischen Urlaub zu beanspruchen, und viele Beamte haben durch ihren Beruf ein größeres Staatsbewusstsein, das sich, neben einem ausgeprägten Standesbewusstsein, auch in ihren politischen Ansichten niederschlagen kann.

Obwohl die selbstständigen Kandidaten nur eine kleine Minderheit im Vergleich zu den Angestellten und Beamten stellen, sind sie politisch einflussreich. Zu ihnen gehören 87 Anwälte und Juristen, und der Beruf des Rechtsanwalts ist seit fast zwei Jahrhunderten die beste Voraussetzung für eine politische Laufbahn: Seit 1848 waren drei Viertel aller Premierminister Anwälte. Zu rund 100 Kandidaten, die sich allgemein als Selbstständige bezeichnen, kommen 60 Geschäftsleute, Gastwirte, Immobilienmakler, aber auch 40 Handwerker, Konditoren, Metzger, 19 Architekten... Ein Dutzend Apotheker kandidieren, die lange zu den Notabeln der Landstädtchen gehörten wie die Notare, von denen drei Gemeinderäte werden wollen.

Auch wenn ihre Berufsorganisation als berüchtigte Lobbyistin gilt, hat die politische Rolle, die Ärzte in der Politik spielen, abgenommen. Vielleicht auch, weil politische Ämter schwer in ihre Terminpläne passen. 39 Hausärzte, Zahnärzte, Chirurgen und Tierärzte, 22 Psychologen, Physiotherapeuten und Vertreter verwandter Berufe kandidieren nächsten Monat.

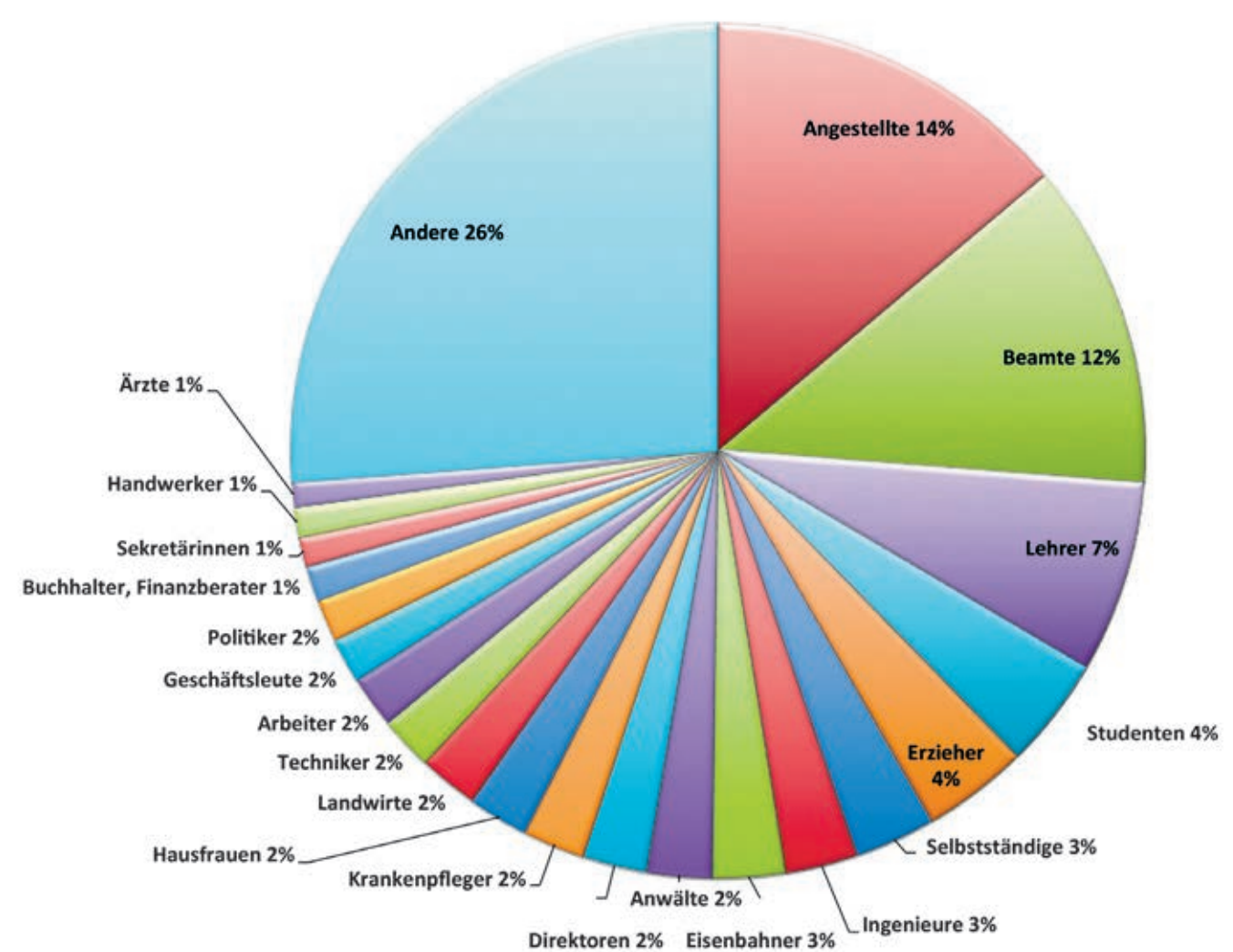
Selbstständige sind Inhaber von Kleinunternehmen und vertreten somit oft individualistische und liberale Ansichten, die von Leistungs- und Konkurrenzdenken, Steuer- und Staatsfeindlichkeit beeinflusst sind. Ähnliche Vorstellungen dürften die 87 Unternehmer, Direktoren, Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Firmeninhaber haben, die Gemeindepolitik machen wollen.

Der politische Einfluss der Landwirte und Winzer ist auch heute noch größer als das eine Prozent vermuten lässt, das sie an der erwerbstätigen Bevölkerung darstellen – was auch mit der historischen Einteilung der Wahlbezirke zu tun hat. Bei den Kammerwahlen 2013 kandidierten sieben Landwirte, bei den Gemeindewahlen 2017 kandidierten 81 Landwirte und Winzer vor allem in ländlichen Majorzgemeinden. Ihr Stand vertritt oft konservative bis rechtsliberale Ansichten.

Ein Jahrhundert nachdem erstmals ein Arbeiter ins Parlament gewählt worden war, haben die letzten als Gewerkschaftsfunktionäre das Parlament wieder verlassen, obwohl Arbeiter fast ein

Fünftel der Wohnbevölkerung und damit der Wahlberechtigten ausmachen. Nächsten Monat kandidieren 70 Arbeiter der Privatwirtschaft, von Staat und Gemeinden, darunter auch fünf Putzfrauen und drei Kellnerinnen. Hinzu kommen 17 Berufsfahrer sowie 17 Verkäufer, Kassiererinnen, fünf Hausmeister. Zu den Kammerwahlen 2013 hatten vier Arbeiter und ein pensionierter Arbeiter kandidiert.

Unabhängig von der sozialen Herkunft und ihrem ursprünglichen Beruf stellen 584 Rentner die größte Einzelgruppe von Kandidaten. Sie machen 13 Prozent der Bevölkerung, aber nur zehn Prozent der Kandidaten aus. Ihnen wird in der Regel ein konservatives Sicherheitsbedürfnis nachgesagt, ebenso wie den Hausfrauen, als die sich 81 Kandidatinnen bezeichnen. Zu den nicht Erwerbstätigen gehört auch eine große Kandidatengruppe von 150 Studentinnen und Studenten, die öfters liberal bis links und umweltbewusst eingestellt sind. Unter den rund 5 600 Kandidaten ist kein einziger Arbeitsloser. Dafür sind 52 Kandidaten Berufspolitiker, vor allem Abgeordnete und Parteifunktionäre.



Die Berufe der rund 3 600 aktiven und pensionierten Kandidaten bei den Gemeindewahlen am 8. Oktober

Selbst wenn am 8. Oktober massiv Frauen gewählt werden, gleichermaßen präsent sind sie bei den Gemeindewahlen nicht

Frauen ins Rathaus

Ines Kurschat

Wer sich selbst auf Stöckelschuh und Handtasche reduziert, darf sich nicht wundern, wenn der Kampf um gleiche Rechte für Frauen und Männer in Tippierschritten vorangeht, hätten die Riot Grrrls in den 1990-er sicher gelästert. Zu den Markenzeichen der US-Punkrockerinnen gehörten, neben brachial-feministischen Songs über *female empowerment* und dem Kampf gegen Patriarchat, Dr-Martins-Stiefel und *Give-a-fuck*-Attitüde.

Wir sind aber nicht in Amerika, und auch nicht in den 1990-ern. Sondern 2017 in Luxemburg, wo anlässlich der Gemeindewahlen am 8. Oktober ein sozialistisch geführtes Chancengleichheitsministerium *Votez-égalité*-Kampagnen mit Models im Damenkostüm, mit Kussmund oder Moustache (nicht zu verwechseln mit dem *Pornstache*) sowie bourgeois-biederer Handtaschen finanziert, um Frauen für die (Lokal-)Politik zu gewinnen.

Dass das gelungen ist und sich die Zielgruppe angesprochen fühlt, ist nicht nur angesichts der harschen Kritik, die von FeministInnen gegen die Stereotypen erhoben wurden, zu bezweifeln: Laut vorläufigen Berechnungen des nationalen Frauenrats CNFL hat sich der Anteil an Kandidatinnen bei diesen Gemeindewahlen nur leicht, nämlich von 33,2 im Jahr 2011 auf nunmehr 35,5 Prozent erhöht. Vorläufig, weil bis Redaktionsschluss nicht alle Listen der kleineren Majorzgemeinden ausgewertet waren.

Anlass für selbstgefälliges Schulterklappen oder Lob ist das nicht. „Wir würden natürlich am liebsten paritätische Verhältnisse sehen“, sagt Monique Stein vom CNFL. Der Frauenrat untersucht regelmäßig die Gemeinde- und Landeswahlen auf Geschlechterungleichheit und hat festgestellt, dass der Frauenanteil auf den Kandidatenlisten zwar erfreulicherweise von Mal zu Mal zunimmt, allerdings immer langsamer: Von 2005 auf 2011 stieg er um etwas mehr als drei Prozent, bei diesen Wahlen dürfte er bei rund zwei Prozent liegen.

Immerhin: Die umstrittene *Eng-Posch-voller-Iddien*-Kampagne der LSAP hat der Partei offenbar nicht geschadet. Auf der Pressekonferenz am Dienstag verwies Generalsekretär Yves Cruchten stolz auf einen siebenprozentigen Zuwachs auf 39 Prozent gegenüber 2011 in den Proporzgemeinden (zählt man die Kandidaten der Majorzgemeinden hinzu, verringert sich der Anteil wieder). Damit schrammen die Sozialisten knapp am selbstgesetzten Ziel von 40 Prozent vorbei. Die Parteien sind gesetzlich verpflichtet, bei künftigen Parlamentswahlen 40 Prozent Kandidatinnen aufzustellen; auf Gemeindeebene gibt es nur eine freiwillige Selbstverpflichtung.

So geht es mit der politischen Partizipation und Repräsentation der Frauen weiterhin nur mühsam voran. Der Ablauf von Partei-Pressekonferenzen legt die strukturellen Stolperfallen schonungslos offen: An der Spitze der Parteihierarchie stehen in der Regel Männer, die ihresgleichen fördern, die oft als erste das Wort ergreifen, während Frauen am Katzentisch Platz nehmen. So geschehen bei der LSAP am Montag, wo sogar die Jusos zwei Burschen vor die Mikros schickten. Kleiner Trost: Die Sozialisten können sich rühmen, eine der frauenfreundlichsten Listen im Land zu haben. In Hesperingen startet LSAP-Spitzenkandidatin Rita Velazquez-Lunghi mit einem Team von elf Frauen und vier Männern ins Rennen. „Da hat der Zufall regiert“, sagt Velazquez-Lunghi aufrecht. Sie und ihre Mitstreiterinnen hätten sich bemüht, mehr Männer für die Wählenden zu gewinnen und gezielt beide Geschlechter angesprochen. Gemeldet haben sich vor allem Frauen, was auch daran liegen mag, dass Velazquez-Lunghi einige Kandidatinnen aus ihrer Mitarbeit in Gemeindegemeinschaften kennt.

Etwas Überzeugungsarbeit habe sie schon leisten müssen: „Die erste Reaktion von Frauen ist oft: ‚Ich habe keine Zeit‘ oder ‚Ich verstehe nichts von



An der Spitze der Parteienhierarchie stehen in der Regel Männer, die ihresgleichen fördern, das Wort ergreifen

Der Frauenanteil bei den Kandidaten wächst von Wahl zu Wahl, aber immer langsamer. Nach der Wahl dezimiert sich die Zahl an Frauen erfahrungsgemäß noch weiter

Politik“, sagt Velazquez, die Frauen mehr Mut wünscht, ihren Platz einzufordern. Sie selbst kam zur Politik durch eine engagierte Frau: Die damalige, inzwischen pensionierte Hesperinger Bürgermeisterin und CSV-Abgeordnete Marie-Thérèse Gantenbein war es, die Velazquez angesprochen hatte und ihr die Lokalpolitik schmackhaft machte. Rita Velazquez sagte zu, allerdings bei den Sozialisten. Ihre Liste kann sich nicht nur in Sachen Frauenbeteiligung sehen lassen, auch der Anteil der Wahlluxemburger ohne luxemburgischen Pass ist beachtlich. „Das entspricht der Realität in unserer Gemeinde“, betont Velazquez.

Frauen-Power zeigen auch Déi Lénk, etwa in Düdelingen: Dort kandidieren 14 Frauen und acht Männer, darunter mehrere Politik-Neulinge. Für Spitzenkandidatin Carole Thoma liegt das „klar an den Inhalten“, die besonders junge Menschen ansprechen: Wohnungspolitik und Bürgerbeteiligung. Außer den Studentinnen sind die anderen Kandidatinnen eher über 50 Jahre alt, kein untypisches Phänomen: Frauen gehen auch deshalb seltener in die Politik, weil sie oft Beruf und Familie unter einen Hut bekommen müssen. Ohne familiäre Verpflichtungen ist es einfacher, sich politisch einzubringen – für Frauen. Denn während Kinder-Auszeiten bei ihnen als selbstverständlich gelten, sorgen Baby-Pausen bei Politikern wie dem deutschen SPD-Chef Sigmar Gabriel für hysterisch-alberne Schlagzeilen à la: „Er ist dann mal weg“ oder „Lieber wickeln statt twittern“.

Die Linken und Déi Gréng mussten sich schon bei den vergangenen Wahlen in punkto Frauenanteil nicht verstecken, wegen einer Rekrutierungspolitik, die von Anfang an auf paritätische Listen setzt. Die CSV hatte eine 30-Prozent-Frauenquote zwar als erste Partei festgeschrieben, allerdings für die Parlamentswahlen. Von den 600 christlich-sozialen Kandidaten, die sich in den insgesamt 105 Gemeinden zur Wahl stellen, sind 227 weiblich. Das sind 38 Prozent. Bei den Li-

beralen, energische Quotengegner, sind von 573 Kandidaten 35 Prozent Frauen, vier Prozent mehr als 2011, wie sich DP-Parteipräsidentin Corinne Cahen vergangene Woche freute.

Bei den Gemeindewahlen 2011 waren die großen Parteien in punkto Frauenförderung sogar von der ADR eingeholt worden. Dieser Trend dürfte sich dieses Jahr umkehren, zumal der ADR eine Kandidatin abhandeln kam: Christiane Kies, Buchautorin und gelistet in der Hauptstadt, wo die ADR mit paritätischer Doppelspitze antritt, kündigte ihren Austritt aus der Partei an und kandidiert nun als „Parteilose“, nachdem sie im Internet durch rassistische Aussagen aufgefallen war. Das ist auch eine Form vom Gleichstellung: So gesehen, belegen Marine Le Pen vom Front national, Alice Weidel von der Alternative für Deutschland und jetzt Christiane Kies, dass Frauen in punkto braunem Hass oder Islamophobie den Männern in nichts nachstehen. In Luxemburg sind extreme rechte Positionen geschichtsbedingt (noch) verpönt, wie der Rausschmiss von Joé Thein aus der Petinger ADR-Sektion im Frühjahr zeigt, beweist. Allerdings macht der Aufwind der Populisten nicht von der Grenze Halt: Christlich-soziale Politiker buhlen mit islamfeindlichen *Tweets* um Aufmerksamkeit; die Anonymität im Netz trägt dazu bei, dass Frauen und Männer ziemlich gleichberechtigt ausländerfeindliches Gedankengut äußern.

Negativbeispiele in punkto Frauenbeteiligung in der Gemeindepolitik gibt es auch dieses Mal: Wie man(n) es nicht machen soll, zeigen die Majorzgemeinden Nommern und Erpeldingen, in denen nur männliche Kandidaten zu Wahl stehen. Vom *Land* kontaktiert, erklärt Fränk Kuffer, parlamentarischer Mitarbeiter der CSV und einer von elf Kandidaten in Erpeldingen: „Ich bin der erste, der das gern anders hätte. Es hat sich aber keine gemeldet.“ Man habe gezielt Frauen angesprochen, die Männer auf der Liste treffe „keine Schuld“. Fragt sich, inwiefern die Tatsache, dass außer dreier Neuzugänge fast die gesamte Herren-Riege, die bereits 2011 angetreten war, erneut kandidiert, dazu beigetragen hat, dass Frauen sich nicht angesprochen fühlten: Als einzige Frau unter lauter Männern ist vielleicht nicht jederfraus Sache.

Gruppenbilder mit (einer) Dame könnten es nach dem 8. Oktober öfters geben, denn dann dezimiert sich erfahrungsgemäß der Frauenanteil wieder. Obwohl Gemeinden wie Luxemburg-Stadt mit Colette Flesch und Lydia Polfer (beide DP) oder Esch-Alzette mit Lydia Mutsch und Vera Spautz (LSAP) an der Spitze starke Frauen-Vorbilder hatten und haben und jüngere Frauen nachrücken, siehe die Monnericher Bürgermeisterin Christine Schweich (LSAP), gilt weiterhin: Frauen werden seltener gewählt als Männer, da



helfen die Appelle von Frauenorganisationen, Geschlechtskameradinnen zu wählen, wenig. Das liegt zu einem an der geringeren Auswahl an Kandidatinnen, zum anderen aber auch daran, dass Frauen wie Männer Rollenklischees verinnerlicht haben und Männer insbesondere bei „harten Themen“, wie Finanzen oder Verkehr, meist als kompetenter eingeschätzt werden – und sie diese Ressorts öfters wählen und seltener zögern, Führungsrollen zu übernehmen. Ohne dass sie zwangsläufig dafür geeigneter sind.

Wie tief Klischees sitzen und wie unbedacht sie immer wieder neu bestätigt werden, demonstriert ausgerechnet das Informationsmaterial, das die neue Zentrale für politische Bildung anlässlich der Gemeindewahlen verschickt hat: Während es die Beteiligung von Ausländern thematisiert, kommen Frauen darin nur am Rande vor. Im in Zusammenarbeit mit dem Kannerbureau Woltz

erstellten Aufklärungsfilm *Wat ass ee Biergermeeschter?* weiß die Erzählerin: „In jeder Gemeinde gibt es einen Bürgermeister“, im Film gespielt von einem Jungen mit Schlips und Hut. Und was macht der Bürgermeister? Er weicht Spielplätze ein, schüttelt Omis die Hand und muss, weil er keine Zeit zum Kochen hat, im Restaurant essen, wo ihm die weibliche Servicekraft Spaghetti bringt. Zum Glück gibt's zum Ausgleich das gratis beim Chancengleichheitsministerium erhältliche Pixi-Buch *Mama ist Bürgermeisterin*.

„Burn down the walls that say you can't“, schrieb Kathleen Hanna von Bikini Kill im Riot-grrrl-Manifest wütend. Das war 1991. Heute haben Frauen und feministische Statements es längst in den musikalischen Mainstream geschafft. „Rock's not dead. It's ruled by women“, schrieb die *New York Times* kürzlich. In der Politik steht der Durchbruch von Frauen allerdings noch aus.



Leitartikel

Betriebsblind

Ines Kurschat

Visionär und weitsichtig oder utopisch und unverbesserlich? Darüber streiten Kommentatoren nach EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Junckers Rede zur Lage der Europäischen Union am Mittwoch in Straßburg. Während er hierzulande und von seinen Landsleuten im EU-Parlament für seine optimistische Sichtweise überwiegend Beifall erhielt, wird sie im Ausland skeptischer gesehen. In Deutschland sorgte Junckers Aufruf, alle berechtigten EU-Länder mögen in den Euroraum eintreten, für hektisches Luftschnappen. Ja, das Wirtschaftswachstum im Euroraum liegt bei 2,2 Prozent, es gibt mehr Menschen in Arbeit, es wurden Finanzinstrumente eingeführt, um Banken besser zu kontrollieren. Aber die Euroschuldenkrise ist knapp überstanden und dann soll die Währungsunion auf Länder wie Ungarn oder Rumänien ausgedehnt werden? Der deutsche Finanzminister Wolfgang Schäuble, eiserner Verfechter einer kontraproduktiven Austeritätspolitik, trat sogleich auf die Bremse.

Dabei erinnerte Juncker mit seiner Forderung eigentlich nur an das, was in den EU-Verträgen steht. Und mehr als appellieren kann der Kommissionspräsident eh nicht. Zudem hat er, der sich selbst gern als Mittler zwischen Paris und Berlin sieht, sich im selben Atemzug von der Idee des französischen Staatspräsidenten Emmanuel

Macron, ein eigenes Parlament für die Euro-Länder mitsamt Budget vorzusehen, (zumindest vorerst) distanziert, sich aber andererseits für einen Wirtschafts- und Finanzminister ausgesprochen. Dieser soll gleichzeitig Vorsitzender der Eurogruppe sein, allerdings nicht als neu zu schaffendes Amt, wie es Macron will und die deutsche Kanzlerin Angela Merkel es ablehnt, sondern als erweiterte Kompetenz der EU-Kommission. Ein Kompromiss, um die widerstreitenden Positionen der beiden EU-Elefanten einander anzunähern, wie er nur einem Luxemburger einfällt.

Den EU-Bürgerinnen und -Bürger dürfte, wenn sie zugehört haben, von Junckers einstündiger auf Deutsch und Französisch gehaltener Grundsatzrede vor allem die Ankündigung einer forcierten Vertiefung der EU in Erinnerung bleiben. Der Präsident fordert dies mit Meinungsumfragen in Rücken, die allgemein eine positivere Haltung zur EU attestieren. Dabei ist die Stimmung keineswegs so eindeutig, sondern instabil und divergent wie die Währungspolitiken der unterschiedlichen EU-Länder: Auch wenn es breite Bevölkerungskreise gibt, die das europäische Projekt nach wie vor unterstützen; das Brexit-Votum im Vereinten Königreich, aber auch die Präsidentschaftswahlen in Frankreich haben gezeigt, wie leicht sich Ressentiments,

Fake news und populistischer Nationalismus zu einem wuchtigen Nein gegen „die Bürokraten in Brüssel“ zusammenrühren lassen. Derzeit müssen vor allem Flüchtlinge aus Kriegsregionen als Sündenböcke herhalten für Arbeiter, Angestellte und Bessergestellte, die fürchten, ihren Wohlstand teilen zu müssen oder ganz zu verlieren.

Dass Juncker so viel vom Euro, von Bankenunion, Handel und offenen Binnenmarkt gesprochen hat, stärkt das Argument der Kritiker, die EU sei in erster Linie ein Wirtschaftsraum. Juncker erinnerte zwar, in seiner typischen, persönlichen Art an die gemeinsame europäische Geschichte und hat besonders in Richtung Osteuropa Werte wie Solidarität (auch, aber nicht nur in der Flüchtlingsfrage) und Gleichberechtigung beschworen. Der Sohn eines Stahlarbeiters aus dem roten Süden hat die Forderung der Gewerkschaften aufgegriffen, endlich ernsthaft Schritte in Richtung einer Europäischen Union einheitlicher Sozialstandards zu unternehmen, und eine Finanztransaktionssteuer öffentlich befürwortet. Es wäre jedoch nicht das erste Mal, dass die Brüsseler Kommission die Gunst der Stunde sehr viel positiver einschätzt als sie es in Wirklichkeit ist, sodann mit Aktionismus den Bogen überspannt und dafür später eins hinter die Ohren bekommt.

Wenn am heutigen Morgen das neue Schuljahr beginnt, heißt der „Technique“ Enseignement secondaire général, und in den nunmehr von 15 Regionaldirektoren geleiteten Grundschulen sind Religions- und Moralunterricht nun ebenfalls zu *Vie et société* zusammengelegt. 49 151 Grundschüler und 36 380 Sekundarschüler treten heute an, zu denen noch 11 168 Schüler von internationalen, grenzüberschreitenden und Privatschulen sowie 1 543 Schüler mit besonderen Bedürfnissen kommen. Unterrichtet werden sie von 5 859 Grundschul- und 4 381 Sekundarschullehrern, wobei das OGBL-Syndikat SEW am Mittwoch über Personalmangel, Überstunden und Studienabbrüche klagte. rh.

Sven Becker

blog

Personalien

Personalien

Umwelt

Politik

Gesellschaft

Gesellschaft

Serge Wilmes,



CSV-Spitzenkandidat in der Hauptstadt, bekommt von dem Tagger Yvlo Stick vorgeworfen, eine seiner Kaligrafien für ein Wahlplakat missbraucht zu haben. Der Abgeordnete posierte vor einer mit einem Graffiti bedeckten Wand des alten Schlachthofs, um auf jugendlich zu machen und sich so von der DP-Bürgermeisterin zu unterscheiden. rh.

Laurence Depienne,

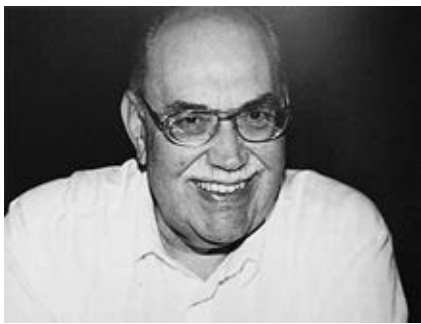
Apothekerin, will zusammen mit ihrer Partei den Rambroucher CSV-Bürgermeister Toni Rodesch verklagen, weil dieser sie von der Kandidatenliste der LSAP strich. Nach Ansicht des Bürgermeisters hat die belgische Staatsangehörige ihren Hauptwohnsitz nicht, wie behauptet, in Arsdorf. rh.

Christiane Kies,

katholische Kinderbuchautorin, die 2011 für déi Lénk kandidiert hatte, ist nunmehr als „Parteilose“ auf der hauptstädtischen ADR-Liste. Sie hatte auf *Facebook* Muslime als „Terroristen“ und „Kinder Luzifers“ beschimpft, nach Angaben der ADR ist es aber zu spät, um die Kandidatenliste noch zu ändern. rh.

René Hübsch,

ehemaliger DP-Abgeordneter, gehört zu den viel zu seltenen Politikern, die ihre Memoiren veröffentlichen. *Omnia casu fiunt. Den Zoufall huet matgespillt. Biographesch-Histoires 1937-2015* heißt das gerade bei Op der Lay erschienene Buch. Auf über 300 Seiten und für 29,90 Euro erzählt der heute 80-jährige Handwerkersohn aus Ettelbrück von seiner Kindheit im Krieg, seinen Studien in Paris, seinem Militärdienst, seiner Laufbahn als Lehrer im Diekircher Lyzeum und im Erziehungsministerium. Ein Lokalpolitiker überredete ihn Ende der Sechzigerjahre, in der DP aktiv zu werden, deren linksliberale Positionen in den Siebzigerjahren ihm allerdings wenig behagten. Nach dem Ende der DP/LSAP-Koalition wurde er zehn Jahre lang Abgeordneter und Mitglied des Nato-Parlaments. In seinen Anekdotenreichen, in einem gutmütigen Plauderton vorgetragenen Erinnerungen aus dieser Zeit erscheint er als der treue Parteisoldat von der Hinterbank (Foto aus dem besprochenen Band). rh.



Mehr Sonnenstrom bitte!



Während 2004 die damalige Regierung entsetzt feststellte, dass Luxemburg „Solarweltmeister“ in der Leistung von Fotovoltaikanlagen pro Kopf der Bevölkerung geworden war, ist die heutige stolz darauf, dass das Land nun Platz fünf belegt. Die Preise der Solarmodule sind derart gesunken, dass Sorgen, staatliche Förderungen könnten aus dem Ruder laufen, kaum noch bestehen. Wirtschafts- und Umweltministerium machen deshalb nicht nur gemeinsam eine Kampagne für die Fotovoltaik. Auf einer Pressekonferenz am Mittwoch erklärte Wirtschaftsstaatssekretärin Francine Closener (LSAP) auch, bis Jahresende werde ein System von „Ausschreibungen“ für Solarprojekte geschaffen, an dem auch Firmen sich beteiligen und einen garantierten Einspeisepreis für ihren Strom erhalten könnten. pf

Maulkorbgesetz

Ab Sonntag senden *Radio 100,7* und *RTL Télé Lëtzebuerg* auf Antrag der Regierung Debatten zu den Gemeindevahlen. Eingeladen sind die Grünen, LSAP, CSV, DP, ADR und die Linke, von denen nur die CSV in allen Proporzgemeinden vollständige Kandidatenlisten hinterlegte. Ausgeschlossen sind damit nach recht willkürlichen Kriterien die KPL und die Piratenpartei. Die Kommunisten fühlten sich in einer Erklärung an das in den Dreißigerjahren gegen sie geplante Maulkorbgesetz erinnert. rh.

Invalidenverband

Am Sonntag werden es 100 Jahre, dass der Luxemburger Rentner- und Invalidenverband gegründet wurde, um einen sozialstaatlichen Schutz für die zahlreichen Opfer der Arbeitsunfälle in den Bergwerken und Eisenhütten sowie für ihre Witwen und Waisen zu erkämpfen. Im Laufe der Jahrzehnte wurde er in den Arbeiterstädten des Südens zu einer Art linker Amiperas, die später an der Gründung des Aktionskomitees für 5/6-Renten, heute ADR, beteiligt war. Während einer von viel Mandolinmusik begleiteten Feier im Differdinger *Al Stadhaus* soll der langen Tradition gedacht und eine Broschüre über die lange Geschichte des Invalidenverbands vorgestellt werden. rh.

Datenschützer sind gefragt

Über mangelnde Arbeit können sich Luxemburgs oberste Datenschützer wahrlich nicht beklagen: Sie haben vergangenes Jahr an 198 informativen Sitzungen teilgenommen sowie 430 schriftliche Beratungsanfragen bearbeitet. Das geht aus dem Tätigkeitsbericht 2016 hervor, den CNPD-Leiterin Tina Larsen am Donnerstag vorstellte. Vergangenes Jahr gingen bei der CNPD 1 003 Anmeldungen seitens von Unternehmen sowie 1 449 Anträge auf Betriebsgenehmigung ein, beispielsweise für die Einrichtung von Videoüberwachungssystemen oder das Anlegen sensibler digitaler Datenbanken. 185 Bürgerinnen und Bürger wandten sich zudem hilfesuchend an die Datenschützer, weil sie eine Verletzung ihrer Persönlichkeitsrechte befürchteten, davon führten 77 Beschwerden zu konkreten Kontrollen durch die CNPD. Immer mehr Beschwerden kommen aus dem Ausland, da Luxemburg Sitz vieler multinationaler Unternehmen ist, die Daten von Personen aus ganz Europa speichern und verarbeiten. Diese Zahl dürfte weiter steigen, da laut EU-Datenschutz-Grundverordnung, die Ende Mai 2017 im Kraft treten soll, die CNPD künftig auch für diese Fälle zuständig ist (*d'Land* vom 18.8.17). ik

Künftig radeln



Hat die Stadt Luxemburg ein Zukunftskonzept für ihre Radwege? Ein *Land*-Artikel hatte das am 21.7.2017 bestritten, unter anderem, weil der eigens dem neuen Stater Generalbebauungsplan gewidmeten Webseite <http://pag.vdl.lu> ein *Plan du futur réseau cyclable* zu entnehmen ist, der sogar Radwege, die längst bestehen, nicht enthält. Mobilitätsschöffin Sam Tanson (Grüne) widersprach dem am 8.9.2017 und schrieb in einer Gegendarstellung, unter www.vdl.lu/se-deplacer/velo-ou-pied/pistes-et-emplacements-pour-velos sei ein aktualisierter Zukunftsplan zu finden. Tatsächlich aber stand dort nur eine Karte der aktuellen Radwege. Hauptstadtsprecherin Patricia Kariger erklärte dazu, „aus uns unerklärlichen Gründen“ sei der aktualisierte Plan von der Webseite „verschwunden“, nun aber wieder hochgeladen worden. Und da steht er nun auch. pf

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans le *Land* du 1^{er} septembre : le nombre de contrats aidés en France était de 459 000 et non pas de 45 000.

France

De quoi la « réforme » est-elle le nom ?



Grande mobilisation lors de la première journée de manifestations contre « la libéralisation macronienne »

Emmanuel Defouloy, Paris

La France est-elle un pays réformable ? En cette rentrée où le nouveau président assure à la fois que « les Françaises et les Français détestent les réformes » mais qu'il ne cédera pas sur celle du code du travail, cette interrogation lancinante refait surface. Certains y voient la question piège par excellence, le cache-sexe de la régression sociale. D'autres estiment que, même si la France a longtemps résisté, elle doit maintenant s'adapter à l'ère libérale, comme ses voisins l'ont déjà fait.

Pour ses promoteurs, les réformes consistent surtout à affronter la concurrence née de la mondialisation, en gagnant en compétitivité. Cela exige des « sacrifices », et il est vrai que la France en a moins endurés depuis 2008 que certains de ses partenaires européens. Par exemple, les fonctionnaires français n'ont pas connu de réductions nettes de salaires comme en Espagne ou au Portugal, sans même évoquer la Grèce... Pour autant, est-il judicieux pour l'Europe dans son ensemble de niveler par le bas ? Sans craindre l'incohérence, Emmanuel Macron ne vient-il pas de déclarer que la directive sur le travail détaché est « une trahison de l'esprit européen », car « favoriser les pays qui font la promotion du moindre droit social » risque d'« éroder la confiance dans le projet européen » ? Or, de l'avis général, sa loi travail va moins protéger contre les licenciements.

Néanmoins, force est de constater que la pression mise sur la France vient surtout de la comparaison avec l'Allemagne qui, via les lois Hartz-Schroeder des années 2000, aurait posé les bases de ses succès actuels. Ce serait donc au tour de l'Hexagone. Mais l'argument laisse sceptique pour deux types de raison. D'une part, pour le journaliste Guillaume Duval comme pour l'économiste en chef du Centre for European Reform de Londres, Christian Odendahl, les effets supposés des lois Hartz relèvent du « mythe »¹. La baisse des allocations chômage et des

Emmanuel Macron discours sur l'importance du couple franco-allemand, mais rapproche en fait son pays du monde anglo-saxon

retraites, le développement du temps partiel et des « mini-jobs » ont surtout aggravé la pauvreté... alors que la faible fécondité contribue au bas chômage des jeunes, que les logements abordables limitent les revendications salariales et que la spécialisation de l'industrie dans les machines-outils et les voitures correspond idéalement à la forte demande des pays émergents. Odendahl l'écrit noir sur blanc : « the Hartz reforms were not a major reason for German wage restraint or export successes ».

Le fond de la loi travail livre l'autre raison, mise en avant par ceux qui comme la CFDT ou l'économiste Thomas Piketty militent pour copier la place accordée aux salariés allemands dans les conseils d'administration. En « affaiblissant considérablement le rôle des représentants du personnel et le contrôle des licenciements », non seulement la réforme Macron ne se rapproche pas du droit allemand mais... elle « s'en éloigne encore », souligne dans *Libération* le spécialiste du droit du travail Emmanuel Dockès : l'Allemagne protège en effet contre les licenciements (l'industrie y a encouragé le chômage partiel pour traverser la crise sans licencier) et « il n'y a pas de négociation collective possible sans syndicat. La loi date de 1949 et a été très peu modifiée depuis. Alors

qu'en France, on ne cesse d'ouvrir des possibilités de négociation dérogatoire ».

Pour comprendre la réforme Macron et l'opposition qu'elle suscite, il est utile de revenir à l'observation du temps long : l'histoire et l'anthropologie. La France est un pays de passions et de fièvres², de révolutions, secousses politiques et mouvements sociaux (1789, 1830, 1848... plus près de nous 1968, 1995) plus que de réformes consensuelles. Pourquoi ? Parce que le pays est divisé dans ses valeurs profondes, ce qui n'est le cas ni de l'Angleterre ni de l'Allemagne, relativement homogènes. En résumant à grands traits, le cœur français, dans un large Bassin parisien, bat pour les valeurs de liberté, comme en Angleterre et aux États-Unis, mais aussi d'égalité ; tandis que le reste de l'Hexagone est davantage habité par des valeurs de discipline et de hiérarchie, dit autrement d'efficacité et de cohésion, comme en Allemagne. Cela explique que s'y côtoient une tradition libérale fervente (de Guizot à Macron, de Jean-Baptiste Say à Jean Tirole) et un communisme vivace (que ne partage en Europe de l'ouest que l'Italie), ainsi que le gaullisme, des socialismes divers, sans oublier l'extrême droite.

Le cœur de la France vibre donc pour la liberté et l'égalité (d'où sa devise), avec d'autant plus de passion qu'il faut les défendre face à ceux qui y croient moins. D'où une interprétation possible de la rentrée politico-sociale 2017. Macron, d'un côté, aurait pu choisir comme première grande mesure de soutenir l'activité ou de s'attaquer au déficit commercial, mais il a décidé de libéraliser encore le marché du travail, après pourtant quatre réformes en ce sens en 2013, 2015 et 2016. C'est que les cadres des grands groupes, les créateurs de start-up et les chefs de PME, soit une grande part de son électorat, veulent plus de libertés pour se défaire de ceux qui leur résistent, « ceux qui ne sont rien », sinon des « fainéants », selon les mots

du président lui-même qui ont évidemment connu un grand succès lors de la première journée de mobilisation du 12 septembre (entre 223 000 et 400 000 manifestants). Ce sont les défenseurs de l'égalité et de la cohésion qui réagissent.

Si l'on admet, sans pessimisme mais avec lucidité, que le faible niveau de la croissance en Europe et le dynamisme du pays à faire des enfants empêcheront pour longtemps (sans manipulation des chiffres) une baisse significative du chômage, alors la libéralisation macronienne n'a d'autre finalité qu'elle-même. Le chef de l'État répond à l'impatience des patrons et à la sienne propre. C'est une

« révolution libérale qui ne dit pas son nom », écrit *Le Monde*. Avec cette loi travail, « on se rapproche très nettement de la situation américaine », résume Emmanuel Dockès. Tel serait le paradoxe Macron, surgi des profondeurs de l'histoire: il discourt sur l'importance du couple franco-allemand, mais rapproche en fait son pays du monde anglo-saxon.

¹ Guillaume Duval, *Made in Germany. Le modèle allemand au-delà des mythes*, Seuil (2013) et Christian Odendahl, *The Hartz Myth : Drawing Lessons from Germany*, Centre for European Reform (juillet 2017).

² Michel Winock, *La fièvre hexagonale : les grandes crises politiques de 1871 à 1968*, Seuil (1986)

Europa

„Weil wir für Euch sind“

Martin Theobald, Berlin

Ein Riss geht durch Europa. Die Flüchtlingskrise 2015 brachte eine Bruchstelle in der Europäischen Union zu Tage, ob nun tatsächlich oder nur in der gefühlten Annahme des Moments. Ein Bruch zwischen Staaten und durch Gesellschaften. Ein scheinbarer, ein tatsächlicher Riss zwischen dem liberalen Westen des europäischen Staatenbündnisses und dem konservativen Osten, versuchten viele Menschen als Erklärung und verweisen dabei auf die Sollbruchstelle der Europäischen Union: der ehemaligen Grenze zwischen Ost und West in Zeiten des Kalten Kriegs.

Doch dies ist zu kurz gegriffen. Denn Erfolge ultranationalistischer, rechtsradikaler bis rechtsextremistischer Parteien und Gruppierungen gibt es auch in Frankreich oder in den Niederlanden, in Großbritannien oder in Italien, am kommenden Sonntag wohl auch in Deutschland. In Polen, Ungarn und in Finnland stellen sie die Regierung.

Es mag ein Erklärungsversuch – keine Entschuldigung – für diese „osteuropäische“ Gefühlslage sein, dass die Staaten in Mittel- und Osteuropa nach Jahren unter sowjetischer Vorherrschaft in die nächste multinationale Organisation wechselten, was viele mit supranationaler Bevormundung verwechseln. Für diese Länder jenseits des Eisernen Vorhangs gab es keine Zeit der Nationalstaatlichkeit, in der sie Eigenstaatlichkeit entwickeln. Es gelang ihnen nicht in ihrer Geschichte ein Verständnis von Nation und nationaler Identität zu entwickeln, Eigenständigkeit und Souveränität zu erleben. Mit allen Vor- und Nachteilen. Man suchte die eigene Zukunft und die Basis der eigenen Nation in den Heilsversprechen der Europäischen Union und war sich dessen nicht bewusst, dass Europa auch Pflichten und Kompromisse mit sich bringt. Doch Populisten in Ost wie West mögen sich an dem Begriff der Nation kaum aufhalten, das Wort „Volk“ ist ihm immanent. Und lässt sich leicht instrumentalisieren.

Die Prediger des Populismus bestimmen dabei selbst, wer zum von ihnen auserwählten Volk gehört

Jedem Populismus wohnt eine überholte, mystisch überhöhte und romantisch verklarte Definition des Volkes inne: „Das Volk ist homogen und handelt moralisch, arbeitet hart, verhält sich stets ehrlich, rational und anständig, und wird deshalb immer die richtigen Entscheidungen treffen“, erklärt der Autor Johannes Hillje in seinem Buch *Propaganda 4.0 – Wie rechte Populisten Politik machen* als die populistische Vorstellung eines Volkes. Und: Nur das eine einzige, auserwählte Volk ist gut. Alle anderen sind schlecht. Die Gemütslage des Volkes im Populismus sei keine fröhliche, so der Autor weiter. Das Volk des Populismus ist ein „Fake-Volk“, wie der Politikwissenschaftler Jan-Werner Müller schreibt. Ein *Fake* deshalb, weil es auf der falschen Annahme des Volkes als einer homogenen, rationalen Gemeinschaft beruhe, dass durch einen, einzigen Willen geeint sei.

Hillje weiter: „Das Volk ist wütend, denn es muss sich mit einem Problem herumschlagen, ohne das die populistische Ideologie nicht lebensfähig wäre: Das moralische Volk wird von einer unmoralischen Elite unterdrückt.“ Zu dieser beherrschenden Elite gehören etwa Mitarbeiter von Medien, Lobbyisten, Konzernbosse, Bürokraten, Vertreter von Gewerkschaften und Religionsgemeinschaften und Politiker – außer jenen, die den Populismus predigen. Das einende Element für die von Populisten verhassten Eliten ist, dass sie angeblich das Volk abschaffen wollen, indem sie das gemeine Volk beispielsweise durch Steuern „betrügen“, die Meinungsfreiheit beschneiden oder andere Rechte abschaffen. Oder sie „unterwandern“ das Volk durch Migranten. Die Prediger des Populismus bestimmen dabei selbst, wer zum von ihnen auserwählten Volk gehört – und vor allen Dingen: wer nicht. Besorgte Bürgerinnen und Bürger gehören per se dazu. Nicht dazu gehören alle Andersdenkenden, auch wenn sie eigentlich die populistische Voraussetzung für das „Volk“ erfüllen, nur andere Lösungsstrategien angehen. Wer aber genau das Volk ist, darüber schweigt der Populist sich aus.

Ganz sicher aber sind sich Populisten, dass auch die EU-Vertreter ein Teil eben jener Elite sind, die durch Vorschriften, Einmischungen, Gebote und Verbote sich der ökonomischen Entwicklung des jeweiligen, nationalen Volks vehement entgegenstellen. Eine Erklärung, die vor allen Dingen von den Regierungen Polen und Ungarn kolporiert wird: Dem rechtschaffenden Volk in Polen oder Ungarn stehen ausbeutende Technokraten im fernen Brüssel gegenüber. Dieses Credo des Populismus ist eine dünne, einfache Ideologie, die schnell verfängt und das Grundmuster des „Schuld sind immer Andere“ bedient. Sie schafft eine Konkurrenzsituation zwischen unten und oben, Volk und Elite, Europäern und Europäern, zwischen Staaten und Staaten. Der Populismus stellt sich damit gegen eine der wichtigsten Gründungsideen der Europäischen Union: Frieden zwischen den Völkern und Nationen.



Plus de profondeur

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

.....

3 511

ticker

.....

Viel auf dem Spiel



Spätestens nachdem die Nachrichtenagentur Reuters diese Woche meldete, spanische Richter hätten die Vorladung von Mitarbeitern aus der Europazentrale von ICBC in Luxemburg angeordnet, musste jedem im Luxemburg klar sein, wie viel dabei auf dem Spiel steht. Insgesamt über 50 Seiten lang ist der Sonderbericht über das chinesisch-spanische Geldwäschenetzwerk der Journalisten in Madrid (der 24 Seiten lange Teil über die Verwicklung der ICBC kann unter <https://www.reuters.com/investigates/special-report/icbc-spain/> nachgelesen werden) und mindestens so spannend wie eine Krimiserie. Demnach sehen die spanischen Ermittler, die der spanischen Zweigstelle von ICBC Europe vorwerfen, bei der Überweisung von 225 Millionen Euro Schwarzgeld nach China geholfen zu haben, eine direkte Verantwortung in Luxemburg, wo die Europazentrale von ICBC und das Mutterhaus der spanischen Zweigstelle angesiedelt ist. „ICBC Luxembourg was aware at the time of the way ICBC Spain was operating, and the Luxembourg headquarters provided it with internal audit services“, zitiert die Nachrichtenagentur aus Gerichtsunterlagen. „The directors Liu Gang (Zeichnungsberechtigter von ICBC Europa SA, Anmerkung der Redaktion) und Liu Wei have acted under ICBC Luxembourg’s autorisation, and in benefit of ICBC Luxembourg, seeking to capture the maximum number of cash deposits from clients, of which a great majority were involved in activities in the black economy and are suspected of tax and customs fraud.“ Weshalb sich die Frage stellt, was

die Luxemburger Behörden im Fall ICBC unternehmen. Im März hatte die CSSF eine Verwaltungsstrafe von 3,7 Millionen Euro gegen eine Luxemburger Bank verhängt, wegen Verstößen gegen die Geldwäschebestimmungen. Dass es sich dabei um die ICBC handelte, hat die Finanzaufsicht nicht bestätigt, obwohl sie wenig später nicht scheute, die Bank Edmond de Rothschild beim Namen zu nennen, der sie wegen der gleichen Vergehen eine Geldbuße verpasste. Doch die aktuelle Koalition hat mit Finanzminister Pierre Gramegna (im Bild bei der Eröffnung der China Everbright Bank vergangene Woche) die Bemühungen der Vorgänger fortgesetzt, chinesische Banken nach Luxemburg zu locken. Da passen Nachrichten von Geldbußen nicht gut ins Konzept, obwohl Luxemburg sicher nicht interessiert ist, sich einen neuen Namen als chinesisches Geldwäschezentrum zu machen, wo es doch seit Jahren versucht, den des Steuerparadieses abzuschütteln. Dabei werden die Luxemburger Behörden, besonders die CSSF, nachweisen müssen, dass sie ihre Aufsichtsaufgabe wahrgenommen haben, denn falls nicht, könnte es der Europäischen Zentralbank (EZB) seit Einführung der Bankenunion einfallen, die CSSF von ihren Aufgaben zu entbinden. Bei der Staatsanwaltschaft Luxemburg, so ein Sprecher, liege keine nationale Akte vor, eine Anfrage zur Rechtsbeihilfe, die ausgeführt worden sei, ebensowenig. Den Berichten zufolge begann die ICBC direkt nach ihrer Niederlassung in Spanien, also bereits 2011, Kunden anzuwerben, die bereits im Zentrum von Ermittlungen standen. ms

Viel Pomp

Mit viel Pomp und im Beisein von Staatsminister Xavier Bettel (DP) und Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) wurde diese Woche ein neuer Firmen-Inkubator in Kirchberg eingeweiht. Tomorrow Street Innovation Centre wird von der britischen Kommunikationsgesellschaft Vodafone und dem Technoport zusammen betrieben. Das Zentrum soll bereits herangereifte Start-Ups beherbergen, die schon Investorengelder gesammelt haben und kurz davor stehen, eigenständig zu werden. ms

Mehrheitsverfahren

EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker plädierte am Mittwoch in

seiner Rede zur Lage der Europäischen Union (Siehe auch Seite 6) dafür, dass bei Abstimmungen im Ministerat über eine Gemeinsame konsolidierte Körperschaftsbemessungsgrundlage (auch CCCTB genannt), über die Mehrwertsteuer, die Finanztransaktionssteuer und über die künftige Besteuerung digitaler Unternehmen nicht mehr nach dem Einstimmigkeitsprinzip, sondern im Mehrheitsverfahren abgestimmt wird. Was heißen würde, dass Luxemburg sein Veto-Recht in Steuerfragen aufgeben müsste, das viele Jahre auch unter Finanzminister Jean-Claude Juncker, dazu diente, das Bankgeheimnis und günstige Mehrwertsteuerregelungen zu verteidigen. ms

PIB sans frontaliers

C’est le rêve Rifkin, celui de la nébuleuse « Industrie 4.0 » : des « usines connectées » et hautement automatisées où (presque) plus personne ne travaille. Ce mercredi dans la zone industrielle « Riedchen » à Dudelange, le ministre de l’Économie Etienne Schneider (LSAP) a donné cette semaine le premier coup de pelle du projet « Mercury » de Goodyear. Le constructeur de pneus investit 80 millions d’euros dans cette nouvelle fabrique qui devrait être à l’origine de 70 nouveaux emplois. (photo : Goodyear). bt



Dollar kosten umgerechnet die jährlichen Einschreibungsgebühren für ein Masterprogramm in Wirtschaft, Betriebswirtschaft oder Jura Studenten in Luxemburg. Relativ wenig im Vergleich zu den Nachbarländern, findet die OECD, was ihr ansatzweise als Erklärung dafür dient, dass beeindruckende 39 Prozent (OECD: 24 Prozent) aller Studenten in Luxemburg eines dieser Fächer studieren und deshalb auch viele ausländische Studenten nach Luxemburg kommen. Vergangenes Jahr verfügten 43 Prozent der Bevölkerung im arbeitsfähigen Alter über einen Hochschulabschluss und davon hatten vergleichsweise viel ein Master vorzuweisen, wie die OECD in ihrem Bericht über die Hochschulbildung schreibt. Nirgendwo mache sich ein Hochschulabschluss für Frauen bezahlter als in Luxemburg, lobt die OECD, wo 33- bis 44-jährige Frauen mit Hochschuldiplom 90 Prozent von dem verdienten, was gleichaltrige Männer kassieren. Im OECD-Schnitt liegt die Zahlungslücke bei 76 Prozent. ms

« Aucun élément de blocage »

Dans le dossier de la revalorisation des friches de Schifflange (situées en fait à 91 pour cent sur le territoire de la commune d’Esch-sur-Alzette ; lire aussi pages 2-3), tout est allé très vite. Le 6 février 2016, un « Memorandum of Understanding » (MoU) est signé entre l’État, Arcelor-Mittal et Agora. Le 3 mai, après 130 ans d’activités, la fabrique déclare la cessation de ses activités. Un peu plus d’une année plus tard (et à quelques semaines des élections communales), le « Rapport de synthèse des diagnostics » a été validé ce jeudi. Une demi-heure plus tard, il a été présenté à la presse.

Les nouvelles étaient plutôt bonnes : le site, qui ne disposait pas d’une décharge, serait moins contaminé que ne l’avait été celui de Belval. « La qualité du sol est comparable à celle d’autres sites en reconversion et ne montre, à ce stade, aucun élément de blocage vers un développement futur du site en quartier urbain », note Agora. La prochaine étape consistera en une évaluation de la rentabilité économique. Elle doit permettre de vérifier « si l’internal rate of return (IRR) minimum de cinq pour cent demandé par les signataires du MoU sera atteint ».

Tant le ministre des Infrastructures, François Bausch (Déi Gréng), que le membre du CA d’Arcelor-Mittal, Michel Wurth, soulignaient que le principe pollueur-payeur (légalement ancré) sera respecté. La décontamination ne coûterait rien au contribuable. Si un IRR de plus de cinq pour cent est garanti, les propriétés seraient transférées vers Agora et l’assainissement de la friche entièrement financé par les activités de la société de développement. Il n’y aurait donc pas d’apport en capital supplémentaire de la part de l’État luxembourgeois. Dans l’option (peu probable) qu’un IRR de cinq pour cent ne pourra être atteint, le groupe Arcelor-Mittal restera propriétaire de ses terrains (88 pour cent du site) et en financera lui-même l’assainissement.

Si tout va bien, la prochaine étape sera un concours urbanistique international qui pourrait être lancé dès 2018-2019. Ce ne sera qu’après la présentation des résultats de ce concours que débutera « une phase de concertation citoyenne ».

Dans un autre dossier impliquant également Arcelor-Mittal, celui de la « lentille Terre-Rouge », peu d’informations filtrent. Pour l’instant, la question est traitée en huis-clos par le collège échevinal d’Esch-sur-Alzette. Des discussions seraient menées avec « un promoteur privé » dit Vera Spautz sans donner plus de détails. D’après nos informations, il s’agirait du PDG de la société de développement Ikogest, Eric Lux, ce que ni l’intéressé ni la maire n’ont voulu confirmer. bt



Falls Google in Luxemburg eine Serverfarm baut, müsste dafür ein Energiekonzept her. Zum Beispiel, damit das Datenzentrum möglichst viel einheimischen grünen Strom nutzt

Die Steckdose auf dem *Roost*

Peter Feist

Das Google-Datenzentrum? Darüber spricht das Wirtschaftsministerium nur noch mit sehr viel Zurückhaltung und Minister Etienne Schneider und Staatssekretärin Francine Closener (beide LSAP) reagieren auf Journalistenfragen lediglich, wenn sie ihnen nicht ausweichen können. Im Juli war das anders. Da ging Etienne Schneider mit dem Projekt sogar ins Fernsehen. Er schwärmte, ein Datenzentrum dieser Größenordnung werde dem ICT-Standort Luxemburg einen gewaltigen Schub an „Visibilität“ verleihen, und kündigte an, weil es mehr Strom verbrauchen werde als Arcelor-Mittal mit seinen Elektrostahlwerken, „werden für uns alle die Strompreise sinken“. Denn in den Strompreisen stecken auch Netzkosten, und von denen trage ein Großverbraucher anteilig viele.

Aber wie das oft so ist, liegen die Dinge nicht so einfach. Die Google-Euphorie, die der Wirtschaftsminister vor zwei Monaten zu entfachen versuchte, sieht heute aus wie ein Teil einer Inszenierung: Jener Grundbesitzer, der sein Stück Land nicht verkaufen wollte und so die von Google verlangten 25 Hektar Baufläche in Gefahr brachte, konnte sich nach Etienne Schneiders Kommunikationsoffensive wie ein unpatiotischer Geselle vorkommen. Nun, da er sich umstimmen ließ und sogar bis zu 30 zusammenhängende Hektar zur Verfügung stehen (*d'Land*, 8.9.2017), hat Etienne Schneider die Kommunikation wieder zurückfahren lassen. „Uns liegt noch kein Konzept von Google vor“, erklärt sein Pressesprecher Paul Zenners. Den Eindruck, der Bau sei schon abgemacht, will man vermeiden.

Wenn es möglich ist, dass aus dem Deal doch nichts wird, ist es vielleicht nur Ausdruck einer Hoffnung, wenn, wie das *Luxemburger Wort* am 6. September meldete, Netzbetreiber Creos schon Szenarien aufstellt, um den Strombezug auf den *Roost* verstärken zu können, wo Google in Nachbarschaft der Luxlait-Molkerei bauen könnte. Dort befindet sich eine der beiden großen Umschaltstationen aus dem grenzüberschreitenden 220-Kilovolt-Netz; Strom von ihr zu beziehen, wäre besonders einfach. Aber Szenarien für den Fall, dass der Bau zustande kommt, machen auch in anderer Hinsicht Sinn, wenn es um die Stromversorgung des Datenzentrums geht.

Dass Arcelor-Mittal demnächst nur noch zweitgrößter Verbraucher im Land sein könnte, ist aus dem Wirtschaftsministerium heute ebenfalls weniger laut zu hören als vor zwei Monaten, geschweige mit irgendwelchen Zahlen versehen. Im Juli hatte Etienne Schneider selber erklärt, die Serverfarm werde eine Anschlussleistung von 250 Megawatt haben. Rechnet man die auf einen Rund-um-die-Uhr-Betrieb während eines Jahres hoch und bedenkt, dass das nur eine mittlere Leistung sein dürfte, kommt man in die Nähe von 2,48 Terawattstunden Jahresstromverbrauch, die Etienne Schneiders Energie-Regierungskommissar im Juli vor der Presse fallenließ.

2,48 Terawattstunden klingen abstrakt, wären aber über zweieinhalb Mal mehr als die 0,9 Terawattstunden, die sämtliche Luxemburger Haushalte zusammengekommen in einem Jahr konsumieren. Der Gesamtstromverbrauch des Landes, der 2016 bei 6,5 Terawattstunden lag, wüchse mit dem Datenzentrum um über ein Drittel.

Datenzentren sind nicht nur energiehungrig, sie werden auch immer größer. Wenngleich Google von sich sagt, die Energieeffizienz seiner Zentren liege 50 Prozent über dem Durchschnitt der Branche. 2012 erregte der Bau eines 200-Megawatt-Zentrums in Chungqing in China noch Aufsehen, heute gelten 250 Megawatt, wie möglicherweise auf dem *Roost*, als „groß“. ICT-Anwendungen werden immer anspruchsvoller. Der Hardware-Hersteller Cisco schätzt, die Energieeffizienz von Datenzentren müsse sich um 300 Prozent verbessern, wenn ihr Energieverbrauch nicht weiter wachsen soll. Denn mehr noch als der Datenverkehr zu einer Serverfarm wachse der interne: Dafür sorgen immer höhere Ansprü-

che an Echtzeitverarbeitung, Stimmenerkennung oder Big-Data-Analyse. Was übrigens ein allgemeiner Trend in der ICT-Welt ist. „Wireless“ kostet wesentlich mehr Strom als LAN. Und mit jedem neuen Feature eines Smartphones werden auch Server und Netzwerke mehr gefordert.

Daran liegt es wahrscheinlich auch, dass 2,48 Terawattstunden in Luxemburg halb so viel wären, wie laut Googles *Environmental Report 2016* der gesamte Konzern im Jahr 2015 weltweit konsumierte: 5,74 Terawattstunden. Als Google 2011 zum ersten Mal über seinen Stromverbrauch öffentlich Auskunft gab, lag der 2010 mit 2,26 Terawattstunden noch um 60 Prozent unter dem fünf Jahre später. In ein paar Jahren dürfte er wiederum höher liegen als im Umweltbericht 2016 steht.

Die Serverfarm auf dem *Roost* mit Strom zu versorgen, dürfte technisch kein Problem sein. Auch dürfte Luxemburg dadurch nicht in Bedrängnis um seine Energiespar-Verpflichtungen geraten: 2020 darf der Endenergieverbrauch des Landes höchstens 49,292 Terawattstunden betragen. Das schreibt eine EU-Energieeffizienzrichtlinie vor. Im Endenergieverbrauch aber macht Strom nur einen kleinen Teil aus. 2015 waren das 13 Prozent von 47,1 Terawattstunden Gesamtverbrauch. Der größte Posten war, das überrascht nicht, der Transport mit 60 Prozent. Seit 2011 ist er jedoch rückläufig. Geht der Spritexperte weiter zurück, kompensiert das vielleicht den Google-Mehrverbrauch an Strom.

Schwieriger könnte es werden, den vielen Strom für das Datenzentrum aus erneuerbaren Quellen zu beziehen. Bis 2020 muss Luxemburg elf Pro-

zent seines Endenergieverbrauchs „grün“ decken. Das wären elf Prozent der rund 49 Terawattstunden, die 2020 höchstens verbraucht werden dürfen. Zurzeit liege Luxemburg bei nahe sechs der elf Prozent, erklärte Staatssekretärin Francine Closener am Mittwoch auf einer Pressekonferenz über erneuerbare Energien. Sie fügte aber an, die Regierung halte nicht nur die elf Prozent bis 2020 für „zu schaffen“, sondern 30 Prozent bis zum Jahr 2030. Darüber wird in der EU zurzeit zur Umsetzung der Pariser Klimabeschlüsse verhandelt. Wird dieses Ziel für Luxemburg am Ende festgeschrieben, könnten die Extra-Terawattstunden Strom für das Datenzentrum ins Gewicht fallen.

Nachzudenken wäre darüber heute schon. Google hat sich die Selbstverpflichtung gegeben, noch im Laufe dieses Jahres all seinen Strom aus erneuerbaren Quellen zu decken. Das klingt gut. 2015 brachte Google es auf 44 Prozent. Der Konzern gehört dem Konsortium RE100 an, in dem sich mehr als hundert Großunternehmen – von BMW über Lego und Ikea bis hin zum Pharmakonzern Astra Zeneca und eben Google bereiterklärt haben, ihren CO₂-Footprint zu verkleinern. Google ist mit der Verpflichtung, schon dieses Jahr hundert Prozent grünen Strombezug zu erreichen, ein Vorreiter in dem Konsortium.

Im Umweltbericht 2016 nennt Google sich „the largest corporate purchaser of renewable energy in the world“. Dafür schließt der Konzern Langfrist-Lieferverträge mit Stromversorgern ab, mitunter über zwei Jahrzehnte. Das Problem für Luxemburg ist nur, dass europäische Erneuerbare-Energien-Verpflichtungen den Schwerpunkt auf die nationale Produktion legen. Damit die

Eines ist wenig wahrscheinlich: Dass durch einen Großverbraucher Google „die Strompreise für alle sinken“, wie Etienne Schneider angekündigt hat

Serverfarm Luxemburg nicht die Bilanz verdirbt, sondern sogar hilft, die Grünstromerzeugung *heiheim* anzukurbeln, müssten zur Versorgung des Datenzentrums neue Standorte für Windräder gefunden oder Solarstrom-Großanlagen gebaut werden. Das könnte schwierig werden. Eine Studie des Fraunhofer Instituts im Auftrag des Wirtschaftsministers schätzte Anfang 2016, bis 2020 könnte zwar mehr grüner Strom aus einheimischer Produktion gewonnen werden, als 2007 angenommen worden war. Aber man käme damit nur auf an die 0,8 Terawattstunden. Rechnerisch wäre das fast genug zur Versorgung aller Haushalte, aber längst nicht für das Datenzentrum.

Strom aus dem Ausland hinzuimportieren würde Google für das Zentrum ohnehin müssen: Grüner Strom aus Wind oder Sonne steht nun mal nicht kontinuierlich bereit; das ist nicht gut für eine Serverfarm im Dauerbetrieb. Manche Grüne fürchten, Google könnte sich womöglich zu einem großen Teil aus abgezeichneten Wasserkraftwerken in Skandinavien eindecken und damit zu wenig „neue“ erneuerbare Energien erschließen helfen. Die Regierung müsse mit dem Konzern abmachen, dass der ausschließlich „neuen“ grünen Strom bezieht, sei es aus Luxemburg oder dem Ausland. Ob die Regierung dazu konkrete Vorstellungen hat, wollte Francine Closener am Mittwoch aber nicht kommentieren. „Es gibt ja noch kein Konzept von Google.“ Luxemburg habe „seine Hausaufgaben gemacht“, indem es die Grundstücksfrage klärte. Für Fragen nach Energiekonzepten sei es „noch zu früh“.

Eines ist wenig wahrscheinlich für den Fall, dass der Bau des Datenzentrums tatsächlich zustandekommt: dass dann die Strompreise „für alle sinken“, wie Etienne Schneider das im Juli versprochen hat.

Denn das Datenzentrum würde an das Hochspannungsnetz angeschlossen. Wer sich aus diesem Netz versorgt, bezahlt auch nur für diesen Netzbereich, die dort anfallenden Kosten aber machen nur rund ein Viertel der gesamten Netzkosten aus. Kleinkunden dagegen zahlen mit ihren Netzgebühren im Strompreis für das Niederspannungs- wie für das Hochspannungsnetz. So entstehen wettbewerbsfähige Strompreise für Großverbraucher. Aber so genau wollte das bisher niemand erörtern. Und vielleicht klappt der Deal mit Google ja nicht.



ICT-Anwendungen werden immer anspruchsvoller. Mit jedem neuen Smartphone-Feature nehmen auch die Anforderungen an Netzwerke und Server zu, und in Datenzentren steigt der Energieverbrauch



Tourismus

Ferien ohne Auto

Interview: Martin Ebner

Romain Molitor leitet in Wien das Büro für Verkehrsplanung „komobile“. Der Luxemburger arbeitet hauptsächlich für Regierungen und Behörden daran, Mobilität umweltverträglicher zu machen. In seinen letzten Projekten ging es um Tourismus.

d'Lëtzebuerger Land: Drei österreichische Ministerien haben gemeinsam bei Ihnen ein Handbuch zur „nachhaltigen Mobilität“ für Tourismus-Destinationen bestellt. Wieso brennt das Thema so auf den Nägeln?

Romain Molitor: Besonders in den Alpen ist der Leistungsdruck groß. In den engen Tälern gibt es einfach nicht genug Platz für all die Autos. An Spitzentagen reicht die Straßenkapazität nicht aus. Staus, Lärm und Luftverschmutzung schränken die Lebensqualität massiv ein – genau die ist aber das Asset für den Tourismus. Die Gäste nehmen das negativ auf. Da schrillen bei den Touristikern die Alarmglocken.

Hinzu kommt: In den Großstädten hat mittlerweile rund ein Drittel der Haushalte kein eigenes Auto mehr, allein schon weil Parkplätze knapp oder teuer sind. In der Innenstadt von Paris, ein Extrembeispiel, sind es zwei Drittel – immerhin rund zwei Millionen Einwohner. Wir haben rückläufige Motorisierungsraten, in Wien in einigen Bezirken sogar tatsächlich rückläufige PKW-Zahlen. Das sind auch Gästegruppen, die erreicht werden müssen.

Sie haben dazu eine übersichtliche „Checkliste für sanfte Mobilität“ verfasst: An- und Abreise, Mobilität vor Ort, Information, aber auch zum Beispiel Kooperation von Hotellerie und Verkehrsunternehmen. Lässt sich dieser Maßnahmen-Katalog auch auf Luxemburg übertragen?

Bestimmt! Die Aufgabe war eine für ganz Österreich geltende Checkliste, von den Bergen bis zu den Steppen am Neusiedlersee. Das hügelige Waldviertel zum Beispiel kann man mit dem Ösling vergleichen. Natürlich sind die Lösungen dann je nach Gebiet anzupassen. Es hängt immer davon ab, wie sich ein Tourismus-Ort positioniert, welche Zielgruppen er zu welcher Jahreszeit ansprechen will.

Zum Beispiel sind in den österreichischen Wintersport-Orten Skibusse mittlerweile Standard. Flachländer fahren ungern mit dem eigenen Auto auf Schneefahrbahnen; es gibt zu wenige Parkplätze oder der Weg zur Piste ist zu weit. Der Ski-Bus ist meist so gut, dass ein Auto gar nicht gebraucht wird. Es gibt auch ein klares Ziel: die Talstation. Im Sommer ist das schwieriger, da gibt es mehrere Ziele. Wanderbusse werden aber sehr gut angenommen, selbst von Auto-Liebhhabern: Ich kann Berge überschreiten und muss nicht wieder zum Parkplatz zurück.

In der Südsteiermark gibt es ein Weinmobil, ein Sammeltaxi, das Touristen zum Heurigen bringt. Der Kleinbus ist je nach Strecke ziemlich teuer, da zahlt



Luxemburg könnte durchaus interessant für Fahrrad-Touristen sein

man schon mal 30 Euro. Das Angebot ist trotzdem sehr erfolgreich: rund 45 000 Fahrgäste im Jahr. Weil die Heurigen und die Hotels sehr verstreut sind und die kurvigen Straßen selbst im nüchternen Zustand gefährlich. Im Herbst können jetzt ganze Gruppen ihr Auto stehen lassen und gemeinsam Wein trinken und werden dann sicher zum Bett gebracht.

Wenn ich ein attraktives Angebot habe, reagieren die Menschen darauf; es muss nur einfach zugänglich sein und logisch, „usable and convenient“. Besonders in Nationalparks werden jetzt zunehmend Seitentäler für den allgemeinen Autoverkehr gesperrt. Zum Beispiel im Lungau: Da gibt es jetzt einen Tälerbus, zum Teil mit elektrischen Golf-Caddies. In Hinterstoder wurden an den Ausgangspunkten Parkgebühren eingeführt. Gerade im ländlichen Raum außerhalb von den Zentren ist das...

...ein Grund zum Aufstand?

... ja, die Einheimischen mögen das noch kritisch sehen. Die Gäste aber akzeptieren, dass eine gute Infrastruktur Geld kostet. Wenn ich Parkplätze und Shuttle-Busse einrichte, dann ist das ein Angebot, das den meisten einleuchtet. Ohne Alternativen würde ich mich allerdings veräppelt fühlen.

Wenn das Auto im Urlaubsort stehen bleibt, bräuchte man ja gar nicht erst mit dem Auto anzureisen?

Fluggäste kommen ja auch ohne Auto. Die kann man zwingen, ein Auto zu mieten – oder sie am Flughafen abholen. Das machen sehr viele Destinationen in Österreich: Sie fahren zum Teil bis zum Flughafen München. Aber zum Bahnhof nebenan fahren sie nicht... Dabei ist das Flugzeug heute oft billiger - die kaufkräftigeren Gäste kommen per Bahn. Viele Touristiker denken allerdings hier schon um.

In Werfenweng in Salzburg wurde ein Shuttle-Bus zum nächsten Bahnhof eingerichtet. Zu dem Dorf mit 800 Einwohnern und 1 800 Gästebetten ist früher nur dreimal am Tag ein alter Schulbus den Berg hinauf gefahren. Der Plan war nun: eine Verbindung zu jedem Fernzug, der in Bischofshofen ankommt – bei Bedarf, also wenn jemand anruft. Da pendelt jetzt ein moderner Kleinbus für acht Personen. Der Fahrer ist ein knorriger Bauer, den Dialekt versteht man fast nicht – das gefällt den Gästen, wenn sie direkt Kontakt mit Einheimischen haben. Mit B-Führerschein kann aber auch eine der Damen aus dem Tourismus-Büro mal schnell einspringen. Das funktioniert in

kleinen Orten ganz gut, weil da hemdsärmeliger gearbeitet werden kann. Heute kommen nach Werfenweng 25 Prozent der Gäste mit der Bahn. Große Überraschung der örtlichen Verantwortlichen: Mit dem Shuttle fahren jetzt die Einheimischen auch mit!

Die Tirol-Werbung hat ein sehr ambitioniertes Programm gestartet: „Tirol auf Schiene“. Die haben das Marketing massiv ausgebaut und wollen die Zahl der Gäste, die mit der Bahn anreisen, bis 2020 auf zehn Prozent steigern, also im Vergleich zu heute verdoppeln. Österreich hat allerdings den Nachteil, dass die Gäste hauptsächlich aus dem Ausland kommen, besonders aus Deutschland – und das ist heute mit der Bahn mühsamer als früher.

In der Schweiz gibt es bereits Destinationen, wo die Hälfte der Gäste per Bahn oder Bus anreist. Berner Oberland, Zermatt, Saas-Fee – die zelebrieren das regelrecht. Im Innerschweizer Tourismus liegt der Bahnanteil bei gut 30 Prozent. Übersee-Gäste kommen mit dem Flugzeug und nutzen oft das Swisspass-Ticket. Die Schweizer haben sehr erfolgreiche Angebote aufgebaut. Da fahren Japaner hinten im offenen Wagen frierend die Arosa-Bahn hinauf und freuen sich über die Berge...

Im Umkreis von Luxemburg wohnen mehrere Millionen Menschen – touristisch ist das interessant

Dass Tirol jetzt mit der Bahn bereist werden soll, überrascht etwas. Wenn man da eine Fahrkarte kaufen will, muss man erst Dutzende Zonen-Waben zählen...

Nein, das wird geändert. Waben-Systeme und komplizierte Ticket-Automaten, die kein normaler Mensch versteht, sind nicht mehr zeitgemäß. Ich sitze ja auch nicht im Auto an der Ampel und überlege, fahre ich jetzt Bundes-, Land- oder Gemeindestraße und wie viele Waben darf ich zu welchem Tarif benutzen! Zum Glück hat Luxemburg in der Hinsicht keine Probleme. Ich habe da gerade eine ausländische Delegation begleitet und die haben das Tarifsystme sofort begriffen: zwei Euro für zwei Stunden, vier Euro für die Tageskarte. Das ist auch ohne Deutsch- oder Französisch-Kenntnisse leicht zu vermitteln.

Könnten Touristen nicht auch einfach mit dem Rad kommen?

An Loire und Donau sind die Ankünfte per Fahrrad bereits statistisch messbar – die Radwege sind am Wochenende schon fast überbevölkert. In Luxemburg gibt es zum Beispiel an der Mosel einen aktiven Radvleih. Die größte Überraschung ist, dass der Radweg auf der stillgelegten Vennbahn von Aachen nach Troisvierges so gut angenommen wird – eine der längsten zusammenhängenden Rad-Routen im europäischen Tourismus. Es gab dorthin sogar schon Leserreisen von österreichischen Zeitungen, die waren ausgebucht. Dabei ist das nicht unbedingt eine Destination, bei der man als erstes an Urlaub denkt. Der Weg endet aber in Troisvierges ohne Fortsetzung, obwohl Luxemburg durchaus ein Fahrrad-Land für Touristen sein könnte.

Beim „Forum Anders Reisen“ wurde Luxemburg schon als alternative Destination angepriesen: Es ist kein touristischer Hotspot, es ist nicht zubetoniert, die Hotels sind kleinunternehmerisch organisiert, man kann mit der Familie einen Ausflug im Bus machen und wandern... Im Umkreis von Luxemburg wohnen aber mehrere Millionen Menschen – touristisch ist das nicht uninteressant.

Das Wiener Büro für Verkehrsplanung bietet im Internet zum Download unter anderem eine Anleitung für Praktiker: *Wie wird meine Tourismusdestination nachhaltig mobil?* und dazu die Checkliste „Sanft mobil“: www.komobile.at

Chronique Internet

Equifax : réponse indigente à une cyberattaque « sismique »

Jean Lasar

Les escrocs qui se sont introduits dans les serveurs de la compagnie Equifax, une agence de rapports de crédits, et mis la main sur les données personnelles de quelque 143 millions d'Américains et de 44 millions de Britanniques ont commis l'un des pires vols informatiques de tous les temps. Selon les informations publiées par la compagnie le 8 septembre, l'attaque, qui aurait exploité une vulnérabilité du logiciel Apache Struts, a commencé vers la mi-mai et n'a été découverte que le 29 juillet. La moisson des hackers comprend les noms et prénoms, numéro de sécurité sociale, date de naissance, adresse et dans certains cas le numéro de permis de conduire des utilisateurs d'Equifax, excusez du peu. Accessoirement, les hackers se sont aussi em-

L'ampleur des données volées déclenchera une activité quasi-industrielle des hackers qui devrait durer plusieurs années. Il s'agit d'une catastrophe informatique de nature « sismique »

parés des numéros de cartes de crédit de quelques 209 000 consommateurs et des dossiers de litiges contenant des informations d'identité pour 182 000 autres. Avec de telles données, réputées exactes et à jour, ceux qui s'en sont emparés et tous ceux à qui ils peuvent les vendre ont de quoi s'occuper des années pour prendre le contrôle de comptes bancaires, d'assurance ou autres et en gruger les détenteurs. L'ampleur des données leur permet littéralement d'industrialiser cette besogne. Il s'agit d'une catastrophe informatique de nature « sismique ».

Equifax n'est pourtant pas le premier venu. L'agence a été créée en 1899 sous le nom Retail Credit Company, à Atlanta, où elle a toujours son siège. Après avoir renseigné pendant de longues années les assureurs sur l'historique de preneurs d'assurance, Equifax s'est spécialisée dans les rapports de crédit, devenant l'un des leaders du secteur. Cotée à la bourse de New York, elle a, avec 9 500 employés, eu l'an dernier un chiffre d'affaires de plus de trois milliards de dollars et un profit de près de 500 millions de dollars. Comment une telle entreprise peut-elle laisser filer son patrimoine le plus précieux ? L'action d'Equifax a chuté de treize pour cent le jour où l'attaque a été annoncée, une réaction mesurée puisque les dommages et intérêts auxquels la firme s'est exposée la menacent de faillite. 23 plaintes de types *class-action* ont été enregistrées à l'encontre d'Equifax à ce jour. Le service Chatbot a mis en place un dispositif qui permet de s'associer d'un seul clic à une action en justice portant sur 25 000 dollars.

Certains responsables et employés d'Equifax ont déjà passé un très mauvais quart d'heure, ou doivent s'y préparer. A commencer par les trois managers d'Equifax qui ont cru bon de vendre pour 1,8 million de dollars d'actions de la firme après avoir appris l'existence de l'attaque, mais avant d'en avertir le public. On peut aussi s'inquiéter, si on le souhaite, pour sa responsable de la sécurité des données, dont le CV sur LinkedIn précisait, avant d'être précipitamment effacé, qu'elle a fait des études de composition musicale à l'université de Géorgie et les a conclues par un magna et un summa cum laude. Le site de crise mis en ligne par Equifax pour accueillir ses clients alarmés a aussi fait grincer des dents. Techniquement défaillant au point d'être momentanément suspecté d'être un site de *phishing* et suspendu, il fournissait apparemment aux clients qui s'en servaient pour vérifier s'ils étaient affectés par l'attaque des réponses choisies au hasard. Enfin, la plus grande confusion régnait après l'annonce de l'attaque quant au statut d'une clause des conditions d'utilisation d'Equifax par laquelle ses clients s'engageaient par avance à être liés par d'éventuelles procédures d'arbitrage et à renoncer à des actions en justice collectives.

Le signe le plus sûr que cette Bérésina des données personnelles n'a rien à voir avec la fatalité vient du front du lobbying. Selon plusieurs médias américains, Equifax a ces derniers temps fait pression, avec ses pairs, auprès de l'administration américaine pour repousser une règle garantissant le droit pour les consommateurs de porter plainte contre les agences de rapports de crédit.

Rendez à Dieu ce qui est à Dieu...

Mathias Schiltz

« La critique juste donne de l’élan et de l’ardeur. La critique injuste n’est jamais à craindre. » Alfred de Musset

Sous le titre « Rendez à César ce qui est à César ... », Paul Schmit, conseiller spécial du ministre de l’Intérieur et auteur du projet de loi n° 7037, nous a gratifiés récemment d’un résumé et d’une analyse succincte de l’avis que le Conseil d’État a rendu sur ledit projet le 14 juillet 2017 (voir *d’Land* du 1^{er} septembre 2017). Dans cet avis, l’auteur voit avant tout un satisfecit pour son travail, auquel il répond en donnant quitus de mission accomplie à la Haute corporation dont il a été membre de longues années durant.

Je dois laisser à des experts plus compétents en droit public et civil le soin d’une analyse plus fouillée de cette partie de l’article précité et me limiter à « ce qui est à Dieu ». De fait, dans sa récente publication, le conseiller spécial du ministre fait également une digression en droit canonique qui a essentiellement pour but de stigmatiser l’attitude du Syfel et de ses membres, désignés comme « détracteurs » de la solution préconisée par le projet n° 7037. À preuve cette affirmation que l’éditeur a pertinemment mise en relief : « Il est du moins curieux de voir des détracteurs de la fusion projetée des fabriques d’église qui bénéficie de l’appui de l’Archevêché, faire fi de la loi de l’Église catholique, tout en se réclamant de l’enseignement de cette même Église ».

À cet effet, notre auteur fait des dispositions canoniques relatives aux problèmes qui nous préoccupent une lecture qui serait, selon lui, également la lecture de l’Archevêché. J’avoue que j’ai de la peine à admettre cette dernière prétention de l’auteur, tant sa présentation est unilatérale et fragmentaire quant aux principes essentiels et généraux du droit canon et partiellement erronée dans le détail.

Les grands principes du droit de l’Église catholique

En matière de principes canoniques, notre auteur ne connaît que le principe hiérarchique : « Les exigences de discipline hiérarchique et d’obéissance face à l’autorité des pasteurs marquent le droit canonique ». L’Église a, certes, une structure hiérarchique, mais pas uniquement ni de façon unilatérale. M. Schmit croit devoir encherir en affirmant que « l’Église catholique n’a rien de démocratique ». Sans doute pas au sens où l’entendent les États modernes, mais elle connaît de nombreuses structures collégiales et synodales¹ qui tempèrent le pouvoir absolu et empêchent, autant que faire se peut, les abus de pouvoir.

Dans un discours historique prononcé le 17 octobre 2015 en plein Synode des Evêques, le Pape François a exalté la synodalité au point de déclarer que « le chemin de la synodalité est justement celui que Dieu attend de l’Église du troisième millénaire ». Et d’ajouter : « Une Église synodale est une Église de l’écoute, avec la conscience qu’écouter ‘est plus qu’entendre’. C’est une écoute réciproque dans laquelle chacun a quelque chose à apprendre. Le peuple fidèle, le Collège épiscopal, l’Evêque de Rome, chacun à l’écoute des autres ; et tous à l’écoute de l’Esprit Saint, l’Esprit de Vérité (*Jn* 14, 17), pour savoir ce qu’il dit aux Églises (*Ap* 2, 7) ». Aussi le Pape n’hésite-t-il pas de citer l’ancien adage « Quod omnes tangit ab omnibus tractari debet » (Ce qui concerne tous, doit être traité par tous), remontant à l’époque de saint Cyprien, évêque de Carthage et martyr au III^e siècle.

C’est en vertu de ce principe de synodalité ou de collégialité que dans l’Église tout supérieur, à quelque échelon qu’il se situe, est entouré d’un conseil dont il doit entendre et, dans certains cas, suivre l’avis.

Finalement le conseiller spécial du ministre de l’Intérieur semble ignorer également que l’Église catholique et son droit tiennent en très haute estime le principe de subsidiarité. C’est pourtant sur la base de ce principe que les canons relatifs à l’organisation paroissiale, dans lesquels M. Schmit puise abondamment par ailleurs, attribuent l’administration des biens paroissiaux au curé entouré de son conseil économique – ce qui revient à une implantation locale !

Il est évident qu’une Église respectueuse de ces grands principes, remis en valeur par le Concile Vatican II, est aux antipodes de la conception induite par la lecture des dispositions canoniques que fait notre auteur. Celle-ci conduit, indépendamment de ses intentions, à accréditer l’image d’une Église surannée qui a pu avoir cours à l’époque de l’absolutisme des XVIII^e et XIX^e siècles, voire à l’orée du XX^e, mais qui a été corrigée et dépassée, aussi bien dans les textes que dans les faits, par le retour aux sources des traditions anciennes au Deuxième Concile du Vatican.² Faut-il dès lors s’étonner que les adversaires de l’Église mettent à contribution cette image monolithique en traitant, d’une part, avec la seule hiérarchie, quitte, d’autre part, à décrier demain cette même Église comme l’un des derniers bastions et relents de l’absolutisme ?

De quelques interprétations erronées des canons invoqués par l’auteur

Venons-en à présent à l’examen en détail de quelques-uns des canons invoqués par le conseiller spécial, examen qui ne peut, évidemment, pas être exhaustif en l’occurrence.



« Les fidèles ont la liberté de faire connaître aux Pasteurs de l’Église leurs besoins surtout spirituels, ainsi que leurs souhaits »

Je commence par la référence aux canons 751 et 753 qui sont brandis pour dénoncer l’insoumission du Syfel et de ses membres au « magistère » de l’évêque, voire pour leur imputer une attitude quasi-schismatique. Ces canons se trouvent dans le Livre III du CIC qui traite précisément du « magistère », c’est-à-dire de la fonction d’enseignement de l’Église. Cet emplacement dans l’économie du CIC suffirait à lui seul pour montrer qu’ils sont cités hors propos dans le contexte actuel.

C’est en effet dans le cadre de l’enseignement de la foi que les évêques jouissent d’un « magistère authentique » qui requiert de la part des fidèles une adhésion assortie d’une « révérence religieuse de l’esprit » (can. 753). D’autre part, le schisme (can. 751) a toujours pour origine un écart de doctrine, notamment la négation de l’autorité du Pontife suprême. Or, le conflit qui oppose le Syfel à l’archevêque n’est nullement d’ordre doctrinal et ne justifie pas, dès lors, le recours aux deux canons sous examen. Se vérifie une fois de plus le vieil axiome qu’à vouloir trop prouver, on ne prouve rien.

Par contre, s’agissant d’un confit dans le cadre de la fonction de gouvernement de l’Église (« ce que les Pasteurs sacrés décident [...] en tant que chefs de l’Église » – can., 212), la référence aux canons 212 et 223 est pertinente. Encore ne faut-il pas oublier les §§ 2 et 3 du can 212 :

« § 2. Les fidèles ont la liberté de faire connaître aux Pasteurs de l’Église leurs besoins surtout spirituels, ainsi que leurs souhaits.

§ 3. Selon le savoir, la compétence et le prestige dont ils jouissent, ils ont le droit et même parfois le devoir de donner aux Pasteurs sacrés leur opinion sur ce qui touche le bien de l’Église et de la faire connaître aux autres fidèles, restant sauves l’intégrité de la foi et des mœurs et la révérence due aux pasteurs, et en tenant compte de l’utilité commune et de la dignité des personnes. »

Personne ne peut nier que le Syfel a dans un premier temps emprunté cette voie. Mais a-t-il été entendu, mieux : écouté ? Ou s’est-il heurté à un mur de silence ?

En ce qui concerne le canon 223 § 1, obligeant les fidèles de tenir compte du bien commun de l’Église, il y aurait lieu, surtout dans un contexte de jugements prudentiels, de préciser le vrai bien commun. Le Syfel n’a-t-il pas, de bonne foi, cherché le bien supérieur de l’Église ?

*

Dans la suite de son article, M. Schmit cite les canons 515 et 537 – il aurait pu ajouter le canon 532 – pour montrer que le curé n’est pas seulement le pasteur propre de la paroisse, mais encore l’administrateur des biens de la paroisse, les membres du conseil économique paroissial – les fabriciens – étant réduits à la part congrue d’auxiliaires du curé.

Toutefois, l’auteur oublie de nous dire que ces canons n’ont pas vigueur dans l’archidiocèse de Luxembourg où l’administration des biens est régie par le droit particulier, lequel n’est autre, jusqu’à nouvel ordre, que le décret de 1809. Or, dans l’économie

Faut-il s’étonner que les adversaires de l’Église mettent à contribution l’image monolithique en traitant, d’une part, avec la seule hiérarchie, quitte, d’autre part, à décrier demain cette même Église comme l’un des derniers bastions de l’absolutisme ?

de ce décret, c’est le Conseil de fabrique qui administre les biens de la paroisse, le curé n’étant qu’un membre d’office.

Ces règles particulières n’ont pas été abolies par le Code de 1983, conformément au can. 20 qui stipule : « Une loi nouvelle abroge la précédente ou y déroge, si elle le déclare expressément, si elle lui est directement contraire ou si elle réorganise entièrement la matière ; mais une loi universelle ne déroge en aucune manière au droit particulier ou spécial, sauf autre disposition expresse du droit ». Le canon 1279 mentionne d’ailleurs cette exception au droit universel.

À noter également que l’institution de structures de gestion décentralisées du Fonds, sans personnalité juridique propre, agissant par délégation de la structure centrale, telles que prévues par le projet de loi n° 7037, ne satisferont pas aux exigences du droit universel qui attribue à la paroisse le statut de personne juridique (can. 515 § 3) et dispose que l’administration des biens ecclésiastiques revient à celui qui dirige de façon immédiate la personne à qui ces biens appartiennent (can. 1279-1).

L’assignation en justice

Reste le problème de l’assignation en justice, tant des organes de l’État que de la hiérarchie diocésaine, que M. Schmit juge irrégulière voire illégale au regard du droit de l’Église en vertu des canons 221 et 1288.

Le canon 221 interdit de porter les litiges internes à l’Église devant le for civil. Ils doivent être jugés par le for ecclésiastique compétent. Le canon 1288 interdit aux administrateurs d’une personne juridique publique d’engager un procès ou de répondre à une citation en justice au for civil au nom de cette personne juridique publique, sans avoir au préalable obtenu la permission écrite de leur Ordinaire.

À ce canon on pourrait ajouter une référence à l’article 77, toujours en vigueur, du Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d’église qui stipule : « Ne pourront les marguilliers entreprendre aucun procès, ni y défendre, sans une autorisation du conseil de préfecture, auquel sera adressée la délibération qui devra être prise à ce sujet par le conseil et le bureau réunis », la préfecture étant en l’occurrence le ministère de l’Intérieur.

Or, il est de notoriété que le Syfel et une partie de ses membres ont jugé nécessaire de passer outre à ces dispositions. Je n’ai pas vocation à justifier ou à défendre le choix du Syfel. Il en est lui-même, à n’en point douter, pleinement capable. Mais je peux chercher à comprendre les tenants et aboutissants de l’option du Syfel.

Tout d’abord il faut rappeler que la critique n’est pas seulement permise dans l’Église (can 212, §§ 2 et 3), mais qu’elle y a une très longue tradition depuis saint Paul qui a résisté face à Pierre, le chef des apôtres, parce qu’il s’était mis dans le tort (Gal 3,11), jusqu’à sainte Catherine de Sienne qui a écrit au Pape Grégoire XI que la puanteur de ses manigances en Avignon parvenait jusqu’à Sienne. Même saint Ignace, qui est souvent présenté comme le champion de l’obéissance *sicut cadaver*, a en 1554/1555, donc peu avant sa mort, laissé à ses disciples une instruction qui leur permet d’exprimer itérativement leurs critiques à leurs supérieurs³.

Le Pape Pie XII, figure altière de la papauté, a quant à lui déclaré dès 1950 qu’il « manquerait quelque chose à la vie de l’Église si l’opinion publique faisait défaut, par une carence imputable aux pasteurs et aux fidèles »⁴. Un an plus tard il va jusqu’à affirmer que « dans les combats décisifs les initiatives les plus heu-

(Suite en page.12)

(Suite de la page.11)

reuses viennent fréquemment du front. L'histoire de l'Église fournit suffisamment d'exemples à ce propos »⁵. Le Pape Paul VI a emboîté le pas à son ancien maître en déclarant deux mois après son élection, dans un discours adressé à toute la Curie romaine le 21 septembre 1963, que la critique constitue une invitation à la réforme, une incitation au perfectionnement. « Nous devons accepter la critique qui nous entoure avec humilité, avec réflexion et également avec reconnaissance. Rome n'a pas besoin de se défendre en faisant la sourde oreille aux suggestions qui viennent de voix sincères ... »

Il me semble que ces conseils n'ont pas été suivis avec empressement au début du litige porté actuellement devant les juridictions de l'État. Si les choses en sont arrivées à ce point, le refus de dialogue, persistant et obstiné, de la part de l'archevêque et, jusqu'à un certain point, de son administration, ainsi que l'opiniâtreté parallèle du ministre de l'Intérieur y ont contribué dans une très large mesure.

Pour obtenir l'autorisation dont question au canon 1288, les requérants auraient donc dû s'adresser à une autorité qui faisait la sourde oreille, tout en étant à la fois juge et partie. Ils auraient été dans la même situation en s'adressant au ministère de l'Intérieur, conformément à l'article 77 du Décret de 1809. Dans les deux cas, il y a un casus perplexus, quasiment inextricable.

Il en aurait été de même si, conformément au canon 221, le litige avait été porté devant le for ecclésiastique compétent, ce for étant celui de l'archevêque, une fois de plus juge et partie. Encore faut-il se demander si le litige dont s'agit est un litige interne à l'Église, dès lors que le pouvoir public y est impliqué et que par la signature de la Convention du 26 janvier 2015 comme par le dépôt de deux projets de loi afférents l'affaire était, de longue date, devenue une chose éminemment publique.

Restait la possibilité d'un pourvoi à l'autorité ecclésiastique supérieure. Ce sont, pour l'archidiocèse de Luxembourg, immédiatement soumis à Rome, les organes du Saint-Siège. Mais quelles auraient été

dans ce cas les chances d'aboutir, après que Mgr Paul Richard Gallagher, Secrétaire pour les Relations avec les États à la Secrétairerie d'État, eut, lors de sa visite au Luxembourg fin juin 2016, apparemment donné son aval à la politique conjointe de l'archevêque et du ministre de l'Intérieur.

Quoi qu'il en soit, l'assignation en justice apparaît, dans la situation extrêmement complexe et tendue qui s'est développée progressivement, comme un ultime recours. Pour en être arrivé là, les responsabilités sont toutefois partagées – inégalement, hélas !

La fiabilité du futur Fonds ?

Après toutes ces remarques critiques, nous devons finalement remercier M. Paul Schmit d'avoir confirmé nos appréhensions quant à la forme juridique d'établissement public que le futur Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique devra revêtir. Avec une franchise qui l'honore, le conseiller spécial avoue que « cet ancrage dans le droit public n'est pas anodin quant aux conséquences juridiques pour le patrimoine du fonds, notamment dans l'hypothèse où il serait supprimé. Une telle suppression que [...] seule la loi pourra décider, soulève en effet la question de la portée de la prérogative du législateur de disposer du patrimoine qui deviendra en pareilles circonstances disponible ». Un peu plus loin l'auteur cite, en s'y ralliant apparemment, une conclusion de l'avis dissident du Conseil d'État : « Si une personne morale est créée dans un but d'intérêt politique, social ou intellectuel, les biens qu'il lui est permis d'acquérir pour atteindre ce but appartiennent à la Nation au jour où elle disparaît ». Quel singulier et ironique retour des choses ! Avec les biens d'Église

Le Syfel a-t-il été entendu, mieux : écouté ? Ou s’est-il heurté à un mur de silence ?

(re)convertis en « biens nationaux » nous retombent bel et bien dans la situation de la Révolution Française à laquelle Napoléon a précisément voulu mettre fin. Cela doit être empêché à tout prix.

Aussi ne puis-je, en guise de conclusion, que rappeler l'obligation de non-ingérence de l'État dans l'or-

ganisation interne des cultes que Fernand Entringer a opportunément rappelés sur base d'arrêts successifs de la Cour Européenne des Droits de l'Homme dans une contribution parue dans la même édition du *Land* que l'article de Paul Schmit⁶.

Qu'on laisse donc l'Église catholique organiser librement l'administration de ses biens, dans le respect de son droit interne, indépendamment et à l'abri de toute emprise de l'État, aujourd'hui et demain. Tout le reste n'est qu'usurpation. Rendez à Dieu ce qui est à Dieu !

Mathias Schiltz a été Vicaire général de 1977 à 2011. Il a notamment négocié les Conventions de 1998 et publié une étude sur les relations Église-État au Luxembourg dans *Neuere Entwicklungen im Religionsrecht europäischer Staaten*, édité chez Duncker & Humblot, Berlin 2013. Le présent article n'engage que lui.

¹ Cf. ma contribution « Kirche – Communio – synodale Strukturen. Geist und Auftrag der diözesanen Beratungsgremien », dans l'ouvrage collectif : *Una – Sancta – Catholica. Einheit und Anspruch des Katholischen. (Festschrift zum 75. Geburtstag von Erzbischof Fernand Franck)* éd. par Jean Ehret et Erwin Möde. Freiburg i. Br. 2009, p. 150-165

² La référence à Mgr Jean-Joseph Koppes, parangon d'un évêque autocrate et entêté, est fort révélatrice à ce propos.

³ « Ignatius von Loyola ». *Geistliche Briefe*. Préface par Hugo Rahner. Einsiedeln / Zürich / Köln 1956, p. 295 f.

⁴ Discours aux participants du congrès international des journalistes, 17 février 1950

⁵ Allocution « De quelle consolation » au Congrès mondial de l'apostolat des laïcs, 14 octobre 1951

⁶ Fernand Entringer, « L'arrogance du pouvoir politique ». d'*Land*, 1^{er} septembre 2017

Zu Gast

L’alternance indispensable

Marc Angel, Cathy Fayot

Les socialistes de la capitale aiment leur ville. Ils veulent la rendre plus vivable pour tous ses habitants.

Le fondement d'une ville, ce sont ses habitants et surtout ses familles. Ils sont notre toute première préoccupation. Si les activités économiques ou culturelles sont importantes pour le rayonnement de la plus grande ville du pays, elles doivent être fondées par une population bien installée qui s'y implique profondément.

Voilà pourquoi nous voulons que le nombre de familles de toutes les couches sociales augmente dans la population de la ville alors qu'il ne fait que diminuer depuis des décennies. Le prix élevé des logements, la faible quantité de logements disponibles en ville forcent les familles d'aller vivre ailleurs tout en continuant à travailler en ville. Leur qualité de vie en souffre, ils sont obligés de faire chaque jour de longs trajets. Ils renforcent ainsi le nombre de navetteurs quotidiens. La circulation et la pollution ne cessent de s'aggraver en ville et dans l'agglomération.

Voilà pourquoi nous voulons que la ville prenne enfin ce problème au sérieux. Elle doit faire du logement pour tous et pour toutes les bourses la priorité essentielle de la prochaine mandature. Elle doit accueillir à bras ouverts toutes les jeunes familles et les aider à s'installer dans la capitale.

À cette fin, la ville doit d'abord entreprendre elle-même une politique immobilière active. Elle doit construire elle-même beaucoup plus de logements à prix abordables pour augmenter l'offre sur un marché qui n'arrive plus à satisfaire la demande. Elle doit renforcer son propre parc de logements locatifs pour les familles. Elle doit activement protéger l'habitat existant contre la transformation de milliers de logements en bureaux. Elle doit aider les particuliers à accéder à la propriété ou à une location. Elle doit collaborer avec toutes les instances étatiques et européennes pour résoudre son problème de logement.

À mesure que la ville s'agrandit, la vie de quartier devient plus importante pour la cohésion d'une société urbaine très hétérogène. Chaque quartier doit pouvoir garder voire développer sa vie propre. C'est là que se fait l'intégration de tous les habitants, anciens et nouveaux. Ainsi, une offre scolaire et parascolaire aussi étendue que possible doit se trouver dans les quartiers. Il faut sauvegarder et ressusciter le commerce de proximité pour éviter l'accroissement de la circulation interurbaine vers les centres commerciaux. Les activités sportives et culturelles doivent être accessibles dans chaque quartier grâce à un équipement conséquent.

Au rythme actuel de la croissance économique, la ville sera bientôt invivable. Les quartiers centraux et péricentraux se dépeuplent à vue d'œil et deviennent des zones économiques dont sont exclus les habitants. L'activité économique change toute l'agglomération autour de la capitale de sorte que la circulation devient ingérable. Ce n'est qu'une collaboration sérieuse de toutes les communes de l'agglomération qui permettra d'organiser la croissance économique et de gérer les problèmes qu'elle engendre.

Les socialistes de la ville ne sont pas convaincus que l'actuel parti dominant ait la volonté politique et la vision nécessaire pour redresser la barre. La politique du laisser-faire libéral a fait exploser les prix des terrains et des logements et a attiré des spéculateurs du monde entier. Il faut arrêter cette politique. Il faut pour cela une alternance politique indispensable avant qu'il ne soit trop tard.

Cette alternance doit se faire sur un programme qui s'engage résolument selon les trois axes que nous venons d'esquisser : le logement, la vie des quartiers, le développement urbain. Les socialistes sont prêts pour une nouvelle politique en ville.

Marc Angel et Cathy Fayot sont Conseillers communaux et têtes de liste du LSAP à Luxembourg-ville

Die kleine Zeitzeugin

Irma und Harvey

Michèle Thoma

Tante Irma hat russische Zigaretten auf dem Kopf. Sogar ihre Löckchen schauen wohlschmeckend aus. Ihre großen knöchigen Füße stecken in Pantöffelchen, sie sitzt auf der Couch, alles ist in wohliges Dämmerlicht getaucht. Aus dem taucht Irma, die keine richtige Tante ist, die falschen Tanten sind sowieso die besten, dann mit Wäffelchen auf. Und Himbeersaft. Wäffelchen und Himbeersaft, die wesentlichen Komponenten des Paradieses.

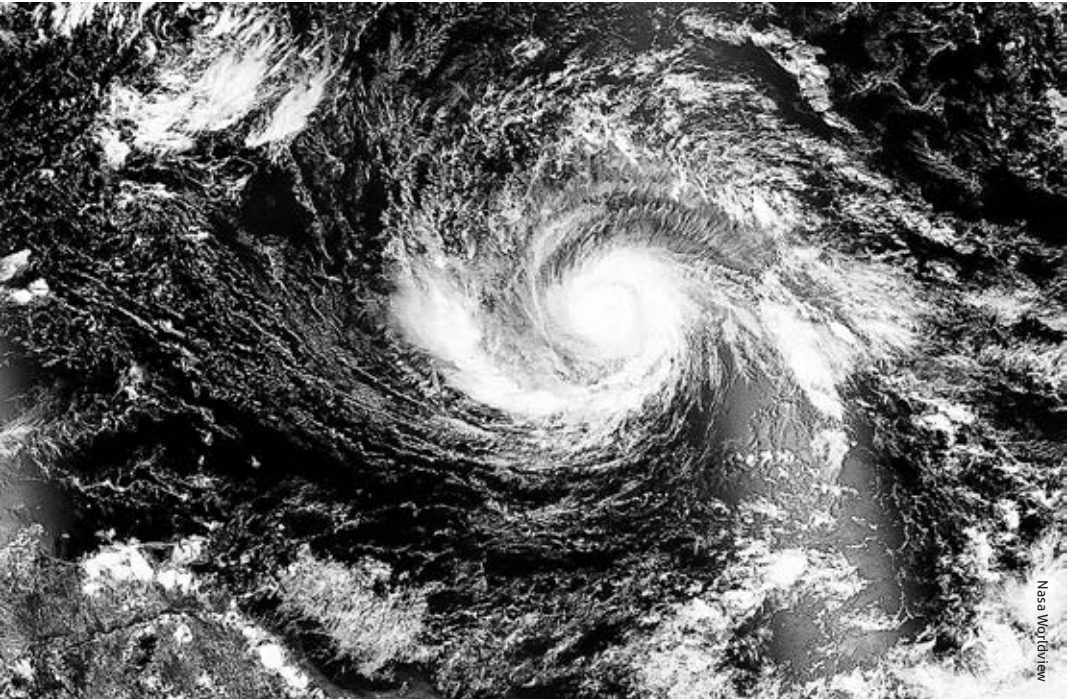
Sie schaut mir beim Waffelessen zu, vollkommen inoffensiv. Harvey kommt kurz rein, aus dem Garten, wahrscheinlich von den Kaninchen, er nickt wohlwollend. Harvey heißt vermutlich Armand oder Raymond, aber er könnte Harvey heißen. So friedfertig, wie er wirkt, er regt Tante Irma sicher nicht auf wie andere Onkel andere Tanten aufregen. Ein Harvey geht ins Büro, dann streicht er den Zaun, dann streichelt er seine Frau, beruhigend. Es heißt ja auch nicht Harvey Davidson. Wobei, Harvey Keitel ...

Der bringt mich jetzt total aus dem Konzept.

Die echte Irma und der, dem ich im Nachhinein den Namen Harvey verpasse, weil er so gut passt – wie kommt es, dass sie Pat_in stehen für Horrorhurrikane, die Inseln hinwegfegen und sogar Amerikaner das Fürchten lehren? Für Monster und Killerin? Wie kommen sie dazu?

Warum welcher Sturm wie geheißen wird, ist ein weit gefächertes und sehr komplexes Forschungsfeld. Sturmnamenexpert_innen treffen sich zu Jahrestagungen, um zur Sturmnamensgebung zu schreiben. Selbst ungeborener Himmelhöllenspuk wird mit einem Namensschild versehen. 2022 Karl, Otto und Hermine, klassisch, es riecht nach Weltkrieg, oder Goethe.

Stürme mit Weibernamen sind die wüstesten. Die Experten beschwichtigen aber, es sei keinesfalls naturgegeben, dass Hurrikanin und Zyklonin die ärgsten Killerinnen sind



Nasa-Satellitenbild von Hurrikan Irma am 3. September

Spontan geht jedenfalls nichts, nur weil ein umwerfender Robi im Leben einer Sturmnamenexpertin anbraust, wird er nicht als Rowdy Robi verewigt. Ihn posthum tote Windhose zu vernennen, manch ein Sturm floppt ja, nur heiße Luft, geht auch nicht, leider. Mein Vorurteil, dass Namen aus Hollywood und der amerikanischen Suburbia Dauerfurore machen und damit Lieselotte, Dragana, Uama und Mohammed ausgrenzen würden, ist nicht haltbar.

Die Sturmnamen werden nämlich nicht in einem einzigen Zentralbüro mit einem globalen Tornadoaufregister vergeben. Nordatlantik und Südpazifik sind zwei Paar Schuhe, pazifische Stürme heißen pazifisch, in Mikronesien heißt man und Sturm anders als in Minnesota. Nur die atlantische Taufkommission verbannt X, Y und Z wegen mangelnder Variationen. Zaff also nicht, auch Xavier ist verpönt, doppelt Pech. Nicht einmal Xanthippe hat eine Chance. Marechen und Flep floppen auch.

Selbst Wladimir mischt die East Coast nicht auf! Psychologische Komponenten müssen wohl ebenfalls berücksichtigt werden, Namen à la Zorro oder von wirklich Bösen, à la Adolf, sind aus dem Himmel vertrieben. Eine Frau fällt mir gerade nicht ein.

Seit 1972 wird gegendert, das erfordert Fingerspitzengefühl. Ist doch wissenschaftlich belegt,

dass Stürme mit Weibernamen die wüstesten sind, Mann denke an Katharina. Die Experten beschwichtigen aber, es sei keinesfalls naturgegeben, dass Hurrikanin und Zyklonin die ärgsten Killerinnen sind. Es lässt sich nicht mal belegen, dass ein Weiburname Ihn ausrasten lässt oder Ihre Frauenpower erst recht anfacht. Es ist menschengemacht, mal wieder. Frauen werden einfach nicht ernst genommen! Pinkpantöffelchennamen wie Cindy und Bella werden aus dem Grund jedenfalls nicht gebucht. An all dem müssen die Expert_innen noch arbeiten.

Die Deutschen arbeiten sowieso, vorbildlich wieder mal. Da sie trotz Pizza Hawaii nicht mit waschechten Tropenstürmen aufwarten können, behelfen sie sich mit Hochs und Tiefs, die sie liebevoll benamen, wie Kuscheltiere, aber doch seriös. Um zu vermeiden, dass Tiefs zu oft mit weiblichen Namen drankommen und damit ein falsches Signal aussenden, unterdrückte, depressive Weiber, verabreichen sie die Namen geschlechtsspezifisch nach geraden und ungeraden Jahren. Aber was ist mit den anderen Geschlechtern? Von denen hab ich noch nichts gehört. Wahrscheinlich in Arbeit.

Ruhm posthum! Für alle, die schon einen Asteroiden haben und Flüchtlingskind- oder Haikindpatenschaft schon fad finden, Mensch kann sich eine Sturmpatinnenschaft shoppen. Sie heißen Sturm, vielleicht gar Monster.

Zoom op d’Sprooch

E Beräich mat Variatioun: *op de Méindeg, e Méindeg, um Méindeg*

François Schanen

Ech sinn eréischt zënter e puer Deeg an der Vakanz an hunn de Kapp nach voll Biller vu Versammlungen op Lëtzebuergesch oder iwwert d’Lëtzebuergesch, wou Spriche sech géigesäiteg beléieren, wann net verbesseren. Do ass de Josy Braun zum Beispill 2003 zu Munneref an engem Orthographieskurs: Hie mécht dat ganz gutt an ass grad drun, zërklären, datt de Personalpronon an der éischder Persoun Méizuel am Dativ Singular *eis* oder *äis* oder *ons* ka sinn. „A wéi soen se zu Schengen?“, freet e ganz onerwaart.

Spontan hätt hien et bestëmmt gär, wann ech géif *äis* äntweren, well hien dat da lücht – orthographesch – deem allgemengen *eis* kéint géintiwwerstellen: <*äi*> ↔ <*ei*>! Mee leider ass deem net esou. Hie muss iwwerrascht déi Scheng(en)er Lokalvariant *us* hinhuelen. De Personalpronon an der éischder Persoun Plural ass nämlech, sou erkläert e genéiert, e *Beräich mat Variatioun*.

Komesch, dësen haut ganz geleefegen Ausdrock, besonnesch, wann en ouni Artikel gebraucht gëtt! Versteet een ënner *Variatioun* déi Tatsaach, datt ee selwechte lexikaleschen an/oder funktionelle Signifié durch verschidde Varianten ausgedréckt ka ginn (wéi zum Beispill déi éischt Persoun Méizuel am Dativ Singular duerch d’Varianten *eis* / *äis* / *ons* / *us* oder de Genus Maskulin, relativ Neutrum, deen de Suffix *-aire* am Franséischen oder *-ar* am Däitsche mat sech bréngt!), da bedéit *Beräich mat Variatioun* einfach e Gebitt mat Varianten.

Fënnt een dobäi awer och, datt d’Variante geschichtlech kënnen hierarchiséiert ginn, da kritt d’Wuert *Variatioun* eng aner semantesch Konnotation: *Beräich mat Variatioun* heescht dann, datt tëschen de Varianten och eng diachronesch Evolutioun besteet. Déi béid Bedeutunge vum Wuert *Variatioun*, ob an

Simultan synchron Varianten bilden net onbedéngt ënnerschiddlech Etappen an enger diachroner Evolutioun

enger synchroner oder an enger diachroner Perspektiv, mussen auserneegehal ginn.

Fir dat ze beweisen, wëll ech just enger Fro nogoen, déi ewell am *InfoDesk* vum Institut fir lëtzebuergesch Sprooch- a Literaturwëssenschaft gestallt gouf, do awer laang ouni Äntwert stoe bliwwen ass². Dogéint hunn ech schonn eng Keier dat Thema an der Rubrik 94: „Um Samschdeg: Lëtzebuergesch oder Däitsch?“³ behandelt, wou ech déi zwéin Ausdréck *e Samschdeg* an *um Samschdeg* thematiséiert hunn.

„Wat heescht deen *e(n)* wa mer soen *e Méindeg*, *en Dënschdeg*, zum Beispill bei *E Méindeg gëtt et kal*?“, freet d’Liz Wenger am *InfoDesk* an et stellt da sel-



Wann ee seet, „e Méindeg gëtt et kal an et brauch een e Prabbeli“, baut een de Wochendagsnumm syntaktesch iwwer grammatesch Kategoriën an de Saz an

wer eng Hypothees op, déi de Peter Gilles, a senger spéider kuerzer Äntwert, ouni Beweis nach Argumentatioun, als *méiglech* unhëlt. „Ass dat quasi e

verkierzten *dëse Méindeg*, bei deem mer amplaz *dëse* nëmmen nach de Schluss, also *e* soen? Oder kënnst dat vun enger Präpositioun, déi eventuell viru laanger Zäit präsent war, esou wéi am Engleschen *on Monday* (On Monday it will be cold)?“

An der Fro *Wat heescht ...?* geet et ëm d’Semantik vun *e(n)*, also ëm déi grammatesch Kategorië um Nominalgrupp *e Méindeg* / *en Dënschdeg*. Normalerweis ass *e(n)* am System vun haut de sougenannten *indefiniten* Artikel. Mee semantesch ass dat ni de Fall bei der Zäitangab *e Méindeg* / *Méinden*, *en Dënschdeg* / *Dënschden*: Dës Nominalgruppe sinn ëmmer *definit* an *identifizéiert* a referéieren deiktesch entweder *op den nächsten* / *aneren* oder *op de leschte* / *vieregte* Méindeg ... *E(n)* gëtt also als reduzéierten *de(n)* opgefaasst, deen een dann och an der Praxis (awer guer net esou heefeg) virfënnt. Zum Beispill: *An der US-Stad Charlottesville gëtt de Samschdeg eng grouss Demonstratioun vum Ku Klux Klan an anere riets-extremistesche Gruppen erwaart.* (RTL.lu: „Sonndeszeitung“, 13.08.2017).

Well den Demonstrativ *dëse* am deikteschen *dëse Méindeg* och *definit* an *identifizéiert* ass, hëlt d’Liz Wenger einfach un, datt *e(n)* *quasi* (!) e verkierzten *dëse Méindeg* ass, bei deem mer amplaz *dëse* nëmmen nach de Schluss, also *e* soen. D’Aschränkung mam Modalisateur *quasi* (= souzesoen) weist awer – fir mech – schonn, datt hei eng Hypothees ouni stéchhaltege Beweis opgestallt gëtt. *E Méindeg, den nächste* / *vieregte* / *leschte Méindeg, dëse Méindeg* si funktionell gläichwäerteg Datéierungsvarianten an engem *synchrone* System. Aus *diachroner* Perspektiv misst d’Evolutioun *dëse(n)* < *de(n)* < *e(n)* op d’mannst mat Textzitater bewise ginn.

Eng ähnlech Verwiesselung vu synchron gläichwäerteg Variante mat enger diachron hierarchiséierter Variatioun hu mer och am zweeten Deel vum Liz Wenger a Peter Gilles hirer Hypothees, datt hei *méiglecherweis* d’Verkierzung vun enger (*viru laanger Zäit* presenter!) *Prepositionalphras* géif virleien: *op den Dënschdeg* > *den Dënschdeg* > *en Dënschdeg*.

Zwar kënnst et vir, datt simultan synchron Variante mat enger diachroner Evolutioun kënnen interpretéiert ginn: E Präpositionalgrupp mat *op* + *definite NG am Akk.* kann duerch en *NG am einfachen Akk. ouni Prepositioun, mat* oder *ouni definiten Artikel* (*d(e)n*) ersat ginn: *Ech froe mech, wou hatt op de Sonndegmuere mam Kand higeet* > *wou hatt (d)e Sonndegmuere*. Mee dat ass och de Fall fir d’prepositional Struktur *op* + *indefinite NG am Dat.*: *Si ass op engem*

Sonndeg op d’Welt komm, a besonnesch och fir *op* + *Datum am Dat.* a fir d’Form *um/om* + *Dat.*, déi dacks *op* + *Dat.* ersetzt: *et ass keen Terrasewieder op dësem 16. Mee* (= *dëse* 16. Mee); *um Freideg* (= *e Freideg*) *ass hei e schrot Ongléck geschitt*.⁴

Kuerz: Déi diachronesch Hypothees vun der verkierzter Prepositionalphras kléngt onwarscheinlech, besonnesch wat de Kasus Akk. ugeet. Dem Här Gilles seng Erklärunge si vill ze flu (cf. Foussnott 2). Souwisou geschitt de syntakteschen Abau vun de Wochendeegsnimm an Daagsdeeler als Member an aner Gruppen éischter iwwer déi grammatesch Kategorie vum Nominalgrupp (Genus, Numerus, Kasus, [In]Definitheet) wéi iwwert de Prepositionalgrupp.

Den *definiten NG am Akkusativ* Singular ass fir mech hei en „accusatif de l’espace et du temps parcouru“, wéi „le dimanche / dimanche“ an der franséischer Ausso: „Je me demande où elle part le dimanche / dimanche.“ D’Hypothesen vum Wechfall vun der Prepositioun op erkläert wuel d’Niewentenee vu synchronesche Varianten. Si setzt awer och viraus – géint déi gängeg philologesch Traditioun – datt d’Verbindungen iwwer Prepositiounen wéi *op* méi al si wéi d’Konnektiounen iwwer de funktionelle „puren“ Akkusativ.

Lettre à la redaction

Les vraies causes ont été ignorée

Dans l’édition du *Lëtzeburger Land* du 1^{er} septembre dernier, vous consacrez un article intitulé « Argent contre valeurs » à la question des migrations suite au mini-sommet que le Président français Emmanuel Macron avait organisé le 28 août à Paris.

L’article montre qu’une fois de plus, les vraies causes de la migration ont été ignorées à cette réunion. J’y avais déjà attiré l’attention dans ma réponse que le *Land* a publiée le 4 août dernier suite à un article paru sur les ONG au Luxembourg.

Je rappelle que le Cercle de coopération des ONG avait publié en 2015 un texte intitulé « Migrations et développement » où il demande au gouvernement que l’UE ne se limite pas au traitement des symptômes du problème, mais examine également les causes qui conduisent ces migrants à partir pour l’Europe au risque de leur vie. Y est mise en évidence la responsabilité des Occidentaux, de la Banque mondiale et du FMI qui, depuis plusieurs décennies, ont imposé des politiques néolibérales aux pays en développement y com-

pris en les forçant à libéraliser leurs économies et à ouvrir leurs marchés. Il critique le fait que l’UE, avec l’appui du Luxembourg, ne cesse d’inonder les marchés africains avec son lait en poudre, sa viande de poulet et son concentré de tomates à des prix dumping ruinant ainsi les conditions d’existence de millions de petits paysans et de leurs familles. La conclusion des accords de partenariat économique entre l’UE et les pays africains risque d’aggraver cette situation et d’entraîner une augmentation du nombre de migrants.

Ces politiques néolibérales ont également gravement affecté l’industrie à peine naissante en Afrique. Entre 1980 et 2005, l’Afrique subsaharienne a perdu 25 pour cent de son emploi industriel, constate une étude conjointe du BIT et de la CNUCED publiée en 2012¹. À la suite de la libéralisation du commerce des produits textiles en 2005 suivant la suppression de l’accord multifibres, la plupart des pays africains ont perdu toutes leurs industries textiles y compris le Sénégal, pays partenaire privilégié de la coopération luxembourgeoise. Dans son livre *Der Fluch des Reichtums* Tom Burgis² décrit comment au Nigéria 300 000 personnes ont perdu leur emploi dans l’industrie textile suite aux importations textiles bon marché venant de Chine. Un demi-million de paysans ont été contraints de cesser leur production de coton qui avait été destinée aux 175 industries textiles qui existaient auparavant dans ce pays.

Dans son nouveau livre *La Nouvelle Question d’Orient* l’économiste et historien George Corm³ fait état des « millions de migrants économiques que la très grande misère pousse à ce périple plein de périls, misère très souvent due aux mauvaises politiques économiques d’inspiration néolibérale mises en œuvre dans tant de pays en développe-

ment à l’instigation des organismes de financement internationaux ». Il voit un des obstacles expliquant l’absence de nouvelles politiques publiques suite aux révoltes arabes de 2011 dans « l’hégémonie des théories néolibérales dans la culture économique dominante et la ratification de nombreux accords de libre-échange par les États arabes avec l’Union européenne comme avec les États-Unis ».

Le *Spiegel* de janvier cite le passage suivant d’un document interne de Günter Nooke, conseiller pour les questions africaines d’Angela Merkel : « Tout ce qui peut être produit sur le continent africain, devrait y être produit. » Face aux centaines de milliers de migrants africains, l’intérêt de l’Europe ne saurait consister « dans la fourniture de produits vers l’Afrique, mais dans la production en Afrique pour qu’un grand nombre de personnes puissent y trouver leur travail et une perspective ».

Cette problématique avait été brièvement présentée par le groupe compétent du Cercle à Monsieur Jean Asselborn lors d’une réunion il y a un an consacrée à la politique de migration de l’UE. Le groupe espère pouvoir l’approfondir à une prochaine occasion comme cela avait été convenu. La question des migrations sera à nouveau examinée lors du sommet entre l’UE et l’Union africaine prévue à Abidjan les 29 et 30 novembre prochain. Jean Feyder, Ancien Ambassadeur

¹ Étude intitulée : *Trade and Employment : From Myths to Facts*

² Tom Burgis, *Der Fluch des Reichtums*, Westend, 2016

³ Georges Corm, *La nouvelle question d’Orient*, Éd. La Découverte, 2017

¹ Cf. Infolux, Fuerschersportal iwwert d’Lëtzebuergesch, InfoDesk: *op franséisch „le glossaire“, op däitsch „das Glossar“*. Äntwert vum Peter Gilles: *Wéi esou dacks, ass et e Beräich mat Variatioun: den Inventaire – den Inventar*. Awer: *den Exempleire – d’Exemplar*.

² Cf. Infolux, Fuerschersportal iwwert d’Lëtzebuergesch, InfoDesk: *Vu wou kënnst deen „en“ bei „en Dënschdeg“?* Hei dem Peter Gilles seng Äntwert: *De syntakteschen Abau vum Wochendagsnumm ass speziell. Wéi aner Nimm och kréie se den Artikel bäigesat. Méiglecherweis läit hei eng Verkierzung vun enger Prepositionalphras vir: op den Dënschdeg > den Dënschdeg > en Dënschdeg. Den Akkusativ weist hei op d’Richtung hin (?!), wat ongeféier bei eng Zäitangab passt (?!). D’Prepositioun ass ausgefoll an den Artikel bleift just nach iwwereg. (!)*

³ Cf. F. Schanen: *Lëtzebuergesch Sproocherubriken* (Schortgen, 2013): n° 94: „Um Samschdeg: Lëtzebuergesch oder Däitsch?“, (d’Land, 23.11.2012) S. 223-225.

⁴ Cf. F. Schanen: *Lëtzebuergesch Sproocherubriken* (Schortgen, 2013): n° 93: „Wéini a wéi laang?“, Dauer an Datéierungen: den einfachen Akkusativ ouni Prepositioun („accusatif absolu de l’espace ou du temps parcouru“) a seng prepositional Konkurrenten (S. 221-223). Cf. och Zoom op d’Sprooch: „Op als Prepositioun“ (d’Land, 28.10.2016).



Macka B, britischer Reggae-Sänger, Performer und Aktivist, ist der *Headliner* des Roots Town Festival am morgigen Samstag in der Kulturfabrik in Esch/Alzette. Nachdem die Kufa immer wieder gut besuchte Openair-Festivals um Hip-hop und Straßenkunst organisiert hatte, die das ehemalige Schlachthofgelände wie ein kleines Stück New York wirken ließen, findet Roots Town überwiegend im Großen Saal statt und bietet große Konzerte, versteht sich aber ebenfalls als „urbanes“ Event und hat auch Tanz, Kunstausstellungen oder einen Graffiti-Wettbewerb auf dem Programm. Reggae und Hip-hop dominieren stilistisch, „weil beide Genres die Populärkultur besonders beeinflusst haben“, so die Organisatoren. Roots Town beginnt um 15 Uhr, und wegen der vielen Konzerte kostet der Eintritt 30 Euro im Vorverkauf und 35 Euro vor Ort. www.kulturfabrik.lu pf

Sören Becker

Kulturpolitik

390 BIP-Millionen

Die „Kreativindustrie“ umfasst 2 200 Betriebe, beschäftigt 6 300 Angestellte und trägt 390 Millionen Euro zum Bruttoinlandsprodukt bei. Die Bilanz zog Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) auf eine parlamentarische Anfrage des DP-Abgeordneten André Bauler hin. Die Zahlen können überraschen, sind aber darauf zurückzuführen, dass das Ministerium unter Kreativindustrie 13 Branchen zusammenfasst, die von der Architektur, den Medien über die Filmbranche bis hin zur Bühnenkunst und Computerspiele-Entwicklern reichen. Mit 60 Prozent besteht die Mehrzahl der Kreativbetriebe aus Ein-Personen-Unternehmen, so dass man zu den 6 300 Angestellten noch gut 1 200 weitere Personen hinzuzählen kann, die als Freiberufler von ihrer Kreativität leben. pf

Hausbesitzerkulturbeitrag

„Häiser a Leit“ sind die diesjährigen Journées du patrimoine überschrieben, die vom 22. September bis 8. Oktober stattfinden. Ausstellungen und geführte Besichtigungen sollen zeigen, „welche engen Verbindungen es zwischen Gebäuden und den Personen, die sie bauen ließen und/oder dort lebten, geben kann“, erläuterte Kulturstatssekretär Guy Arendt (DP) am Mittwoch. Der Beitrag zum Kulturerbe wird aber in erster Linie als einer von Gebäudebesitzern gezeigt, „die das Land und die Hauptstadt geprägt haben“, wie die Familien Tudor und Servais, Wenzel II oder Vauban. So dass sich in den Tagen des Kulturerbes das Land der Besitzer wiedererkennt. pf

Kunst

Ein Vierteljahrhundert

Prix Pierre Werner – Histoires d'art 1992-2017 ist eine Retrospektive seit der ersten Vergabe des Kunstpreises. Die von Christian Mosar kuratierte Ausstellung im Ratskeller des Luxemburger Cercle Cité aber zeigt bis zum 5. November nicht nur die Werke der 14 Künstlerinnen und Künstler, die den Preis erhielten; sie stellt sie auch in den Kontext der dynamischen Entwicklung, die die zeitgenössische Kunst hierzulande seit 1992 nahm. Vernissage am Donnerstag um 17.30 Uhr. pf

Was für Landschaften

Man-made landscapes zeigen drei Ausstellungen in der Stater Galerie Clairefontaine im Rahmen der Photo-meetings 2017. Der Japaner Hiroyuki Masuyama stellt in *Reflection* Sehgewohnheiten infrage, imaginiert etwa die Place Clairefontaine als Blumenwiese (Foto: H. Masuyama). Eine Gruppenausstellung von Edward Burtinsky, Yvon Lambert und Mishka Henner erzählt „Gespenstisches“ von der Ausbeutung der Natur durch den Menschen, und *Fake Nature* ist ein „Dialog“ von Fotos von Hiroyuki Masuyama und Jens Liebchen, in denen alle Jahreszeiten miteinander vermischt werden. pf



Kunst



Experiment & Abstraktion

Werke 20 US-amerikanischer Künstler vereint die Galerie Ceysson & Bénétière auf über 1 200 Quadratmetern Ausstellungsfläche ab 23.9. in Wandhaff. Die in *Feed the Meter vol. 2* präsentierten Gemälde sind bald abstrakt und voller Codes, bald experimentell und intuitiv (Foto: Stuart Lorimer, *Home ist not a homepage*, 2017, Öl auf Leinwand). Vernissage kommenden Samstag um 12 Uhr in Anwesenheit der Künstler. www.ceyssonbenetiere.com pf

Poetische Aufklärungen

Der Gesellschaft in ihrer ganzen Komplexität nähern sich Karolina Markiewicz und Yves Piron in Kurzfilmen, Fotos und Zeichnungen: Ausgehend von Erzählungen von Personen in der Gegenwart und an einem gegebenen Ort, schreiben sie diese Geschichten modifiziert weiter. Der Titel der Ausstellung im Centre d'art Dominique Lang in Düdelingen heißt *There was never hope*, aber das ist poetisch gemeint. Vernissage kommenden Samstag um 11.30 Uhr. pf

Theater

In die Zurückgezogenheit

Ein Mann schaltet ein Tonbandgerät ein und die Stimme eines anderen Mannes ist zu hören, der Briefe an seine Frau schickt, die nie beantwortet werden. Ein dritter Mann schlägt dazu auf eine Trommel und ein Becken. Der briefeschreibende Mann wird nie zu sehen sein, die Frage ist, wie er sich angesichts des Schweigens seiner Frau entwickelt. In dem Stück *Délivrance* der französischen Autorin Marie NDiaye (Prix Goncourt 2009 für *Trois femmes puissantes*) unter der Regie von Denis Cointe hat keine Figur eine Identität. Das Stück ist eine hybride Form aus Theater und Installation und „eine Reise in die Zurückgezogenheit“, kündigt das Institut Pierre Werner an, das *Délivrance* kommenden Dienstag (19.9.) um 20 Uhr in der Abtei Neumünster aufführen lässt. Nach der Vorstellung folgt ein Gespräch mit Marie NDaye (Foto: F. Montovani, Gallimard) und Jean-Yves Cendrey, dem Mann vom Tonband. www.ipw.lu pf



Festival



Lampions in Wiltz

Die Wiltzer *Nuit des Lampions* wird immer größer. Vergangenes Jahr (Foto: Mona Dienhart) zählte das von der Stadt Wiltz und der ASBL Coopérations organisierte Festival, bei dem das Stadtzentrum nach Einbruch der Dämmerung von Laternen und Lichtinstallationen illuminiert wird, mehr als 10 000 Besucher. Weil es am Samstag kommender Woche zum zehnten Mal stattfindet, erstrecken die Lichtinstallationen sich dann bis zum Amphitheater und dort wird die Hauptbühne stehen. Das Programm ist umfangreich und vielfältig, reicht von Straßenspektakeln und *Walking performances* über *Napoleon Gold* des Luxemburger Elektro-Produzenten Antoine Honorez und des Jazzers Jérôme Klein bis hin zu dem absonderlichen *Stichting Sensor*, einer von „gehackten“ Hirnströmen gesteuerten Licht- und Klang-Installation, die für den feierlichen Start eines Hirnforschungsprojekts zweier Amsterdamer Universitäten komponiert wurde. www.ndl.lu pf

Hype

Belux-Connection

Auf dem Reeperbahn Festival in Hamburg ist die Music.LX, die Promotions-Agentur für Luxemburger Musiker, am 22. September zum sechsten Mal mit einem Programm *Luxembourg Sounds Like ...* vertreten, hat diesmal aber ihre belgische Schwesteragentur Belgium Booms eingeladen, damit das Event so groß wird wie nie. pf

Beitrag um den Oscar

Laura Schroeders Spielfilm *Barrage* wurde von der nationalen Auswahlkommission für einen Auslands-Oscar 2018 ins Rennen geschickt. Das Drama um drei Frauengenerationen wurde größtenteils in der Stauseeregion gedreht, hatte im Februar Weltpremiere auf der Berlinale, lief danach unter anderem auf Festivals in Luxemburg, Budapest, Buenos Aires und Valencia und kam im Juli ins Kino. pf

Der Premier am Set

Dass Regierungschefs Filmdrehes besichtigen, kommt vermutlich nicht oft vor, aber weil Xavier Bettel auch Kulturminister ist, schaut er am heutigen Freitag um 13 Uhr bei den Dreharbeiten zu Max Jacobys *Péitrus* vorbei. Die Koproduktion von Samsa Film mit der Amsterdamer New Ams Company ist ein Psychothriller und wird komplett in Luxemburg aufgenommen. *Péitrus* ist Jacobys zweiter Spielfilm nach *Dust*. pf

Arts plastiques

L'espoir, demain ?

Marianne Brausch

Quand on est jeune, tout est possible. C'est du moins ce que la génération des baby boomers et d'entrepreneurs de l'époque des Trente Glorieuses, soit en gros durant les cinquante années après la Seconde Guerre mondiale ont connu. À partir des années 1990, les choses ont commencé à changer. D'abord lentement, imperceptiblement, puis le temps s'est accéléré de manière exponentielle et aujourd'hui, on est pris de vertige.

Le monde – entendez l'état de la planète et les conditions de vie et de travail de la société post-industrielle – est arrivé à un stade où on doit envisager soit le pire, soit espérer que la génération des enfants actuels réinventeront leur existence.

C'est le portrait de ceux-ci que dresse Mikhaïl Karikis dans une installation composée pour l'essentiel de deux oeuvres (*Ain't Got No Fear* et *Children of Unquiet*) au premier étage du Casino. L'espace d'exposition réaménagé, soit libéré de – presque – tout cloisonnement, s'y prête parfaitement bien, puisque *Love is the Institution of Revolution* est portée par le son, omniprésent : il émane de deux vidéos grand format qu'il faut prendre le temps de regarder, même si elles durent environ un quart d'heure, car elles sont le centre de de la « vision » de Karikis.

Il est temps d'inventer une nouvelle société et elle est entre les mains des enfants d'aujourd'hui : *Love is the Institution of Revolution* montre le chemin comme le voit Mikhaïl Karikis

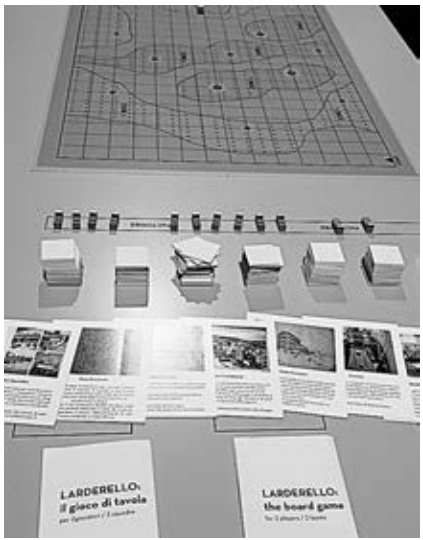
Les enfants, regroupés pour l'occasion d'une part en bande (*Ain't Got no Fear* que l'on pourrait traduire par « même pas peur »), quand *Children of Unquiet* se passe d'interprétation, les voit regroupés à la manière d'un chœur antique.

Les uns investissent un site industriel anglais en démolition – le vrombissement des travaux fait trembler le sol du Casino –, les autres, son équivalent en Italie. Héritiers des ravers d'une part et de la tradition de l'opéra de l'autre, les enfants scandent ou donc chantent, jouent et lisent des textes sur ce qui pourrait être leur exemple à eux : l'organisation du monde des insectes, surtout pas la vie de leurs aînés, esclaves d'un productivisme qui a mené à leur aliénation et à la destruction de l'environnement construit et naturel.

Le talent de vidéaste de cet artiste grec de 42 ans, qui vit et travaille à Londres, est pétri de connaissances historiques, littéraires, musicales et s'il est bien de son temps (c'est à dire le nôtre), son art total, entendez l'ensemble formé ici par les vidéos, des installations (un Monopoly revisité, une bibliothèque d'ouvrages de référence du XX^e siècle politiques, sociologiques, sociétaux), la photographie (les enfants masqués à la manière des ravers), l'écriture et le son bien sûr – magnifique « scratch » d'un vinyle qui tourne sur une platine et illustre la projection du récit du premier film muet italien, un opéra selon L'Enfer de Dante – donne à vivre lors de la visite au Casino, un moment de poésie qui donne le frisson.

Mikhaïl Karikis s'est emparé là d'un sujet crucial et il sait se servir de l'art comme un lanceur d'alerte.

L'exposition *Love is the Institution of Revolution* est à voir jusqu'au 15 octobre prochain au Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain, 41, rue Notre-Dame à Luxembourg-ville. Ouvert du lundi au dimanche de 11h – 19h, fermé le mardi. Film documentaire sur Mikhaïl Karikis à la ChannelBox du Casino ou sur www.casino-luxembourg.lu



Ain't Got no Fear, *102 Years Out of Synch* et *The Board Game*

Tanz

Ausbruch & Aufbruch

Anina Valle Thiele

Was, wenn das ganze Leben nur ein Traum ist, aus dem wir irgendwann erwachen? Die neue Tanzsaison im Grand Théâtre verspricht spannende spartenübergreifende Kooperationen und kündigt davon, dass der zeitgenössische Tanz vielfältig ist und sich weltweit neu erfindet.

Den Auftakt bildet *Dystopian Dream*, eine Arbeit zwischen dem Asian-Underground-Komponisten Nitin Sawhney und den Choreografen Honji Wang und Sébastien Ramirez. Die Choreographie des Duos kreist um Verlust, Isolation, Aufgeben und Weitermachen. Basierend auf Hip Hop und der tänzerischen Interpretation des Musik-Albums *Dystopian Dream* verspricht die Choreografie von Wang und Ramirez eine Reise durch Traumwelten, untermauert durch surreale Animationen von Nick Hillel und den Gesang von Eva Stone.



Ebenfalls surreal, doch vor allem bizarr wirkt das neue Projekt der luxemburgischen Tänzerin und Choreografin Sylvia Camarda *Ex(s)ilium or down the rabbit hole*. Die Beschreibung des Stücks wirft die Frage auf, ob man „böse Diktatoren“ wie Stalin, Gaddafi, Hitler, Idi Amin und Saddam Hussein über einen Kamm scheren sollte. „Die Figur ‚des Diktators‘ in Sylvia Camardas neuem Solo-Stück ist wie eine Synthese verschiedener Diktatoren der Geschichte“, heißt es in der Ankündigung. In ihrem Tanzstück befinden sich die Gewaltherrscher im Exil. Wie bei *Alice im Wunderland* lässt die luxemburgische Choreografin ihre Diktatoren durchs Kaninchenloch auf die andere Seite des Spiegels wechseln, um das Exil zu durchbrechen. In ihrer Choreografie träumen die Diktatoren davon zurückzukehren. Man darf gespannt sein, was sich hinter diesem kühnen tänzerischen Ansatz der Geschichtsdeutung verbirgt.



Mit *Vamos Cuba!* dürfte jedenfalls keine Überraschung, sondern ein buntes karibisches Tanzstück garantiert sein. Die Bilder erinnern an die Varietés Havannas. Die Rhythmen Salsa, Rumba, Cha-Cha-Cha sind spätestens nach dem Erfolg von *Buena Vista Social Club* weltweit bekannt und beliebt geworden. Die Choreografin Nilda Guerra hat die 500-jährige musikalische Geschichte ihrer Heimat in *Havanna Rakatan* erzählt. *Vamos Cuba!* lädt zu einer Reise in die Karibik ein und feiert das Lebensgefühl der Kubaner, die ‚Cubanidad‘ mit Live-Band, DJ, traditionellen und modernen Klängen und einem großen Tanzensemble.

„Con Pasi6n“ geht es auch ins neue (christliche) Jahr. Israel Galván's *La Fiesta* feiert den Flamenco. Denn der ist für Galván nicht nur eine Lebenseinstellung, eine Art, Rhythmus und Takt zu setzen, sondern seine Daseinsform, der sich der Choreograf ganz und gar verschrieben hat. In *La Fiesta* experimentiert Galván mit den Ausdrucksformen des Flamenco zwischen avantgardistisch und orthodox.

Im Escher Theater begibt sich Anne-Mareike Hess mit ihrer Choreografie *Give me a reason to feel* dagegen auf die Suche nach in uns schlummernden Begierden. In ihrem Tanzstück brechen drei Tänzerinnen unter vollem Einsatz ihrer Kräfte aus der Starre aus und begeben sich auf die Suche nach ihrer Sehnsucht. Traumhaft geht es auch in *Icon* zu. Sidi Larbi Cherkaoui und die „Göteburgsoperans Danskompani“ (18 Tänzer) entführen einen im Grand Théâtre in eine Traumlandschaft. 3,5 Tonnen Ton bilden die Szenerie für das Stück. Der belgische Choreograf vergleicht den Werkstoff mit den Körpern des Tänzers. Beide hätten das Potenzial zur Transformation.

Die neue Tanzsaison im Grand Théâtre verspricht spannende spartenübergreifende Kooperationen

kundet schließlich Annick Pütz in *À part être*. Ob Tanz gleichermaßen für Menschen mit und ohne Einschränkungen erfahrbar ist, haben die Luxemburgische Choreografin und der Psychomotoriker Thierry Raymond erforscht. Seit zehn Jahren arbeiten sie gemeinsam am Projekt „Blanccontact“. Man darf gespannt sein, ob in dem Tanzstück Barrieren gesprengt werden.

In *Driven* geht Jean-Guillaume Weis, der selbst einst im Ensemble von Pina Bausch getanzt hat, schließlich der Frage nach, was Menschen antreibt, Tänzer zu werden. Sein Stück versucht Antworten darauf zu geben, indem es den Darstellern Raum gibt, sich über Tanz und ihre künstlerischen Aussagen auszudrücken. Frauen und Männer aller Altersgruppen legen via Videoprojektion ein Zeugnis ihres Werdegangs und ihrer künstlerischen Identität ab. So dürfte ein buntes Kaleidoskop entstehen.

Die Saison endet leidenschaftlich mit *Carmen(s)* von José Montalvo. „Ich glaube, dass in jeder Frau eine Carmencita schlummert oder zum Ausdruck kommt“, meint Montalvo. Zeugt sein Zitat von Machismo oder der uneingeschränkten Liebe zu den Frauen? Vermutlich Beides. Mehrere Tänzerinnen teilen sich in seinem Tanzstück die begehrte Hauptrolle der Heldin aus der Novelle von Prosper Mérimée und der darauf basierenden Oper von Georges Bizet.

23.09.2017 - 27.10.2017

www.centredart-dudelange.lu



Karolina Markiewicz + Pascal Piron

SIDE EFFECTS OF REALITY



Giulia Andreani

FACE AU TEMPS



Luxemburgensia

Abgewürgt

Elise Schmit

„Ech wëll keen Opfer sinn“ – so lautet die Devise des Protagonisten in Roland Meyers neuem Roman. Telmo ist zwölf Jahre alt, ein sehr schlechter Schüler und Regelbrecher erster Güte. Sein Vater hat die Familie verlassen, um nach Portugal zurückzukehren, seine Mutter wirkt meistens überfordert und kümmert sich eher nebenher um ihn. Ihren neuen Partner verabscheut Telmo von Herzen. So richtig kümmert sich niemand um den Jungen. Zusammen mit seinen Freunden Diogo und Rafael macht er den Schulhof unsicher und terrorisiert wahlweise das Lehrpersonal, den Busfahrer und seine Mitschüler. Zwar bemüht sich die Schulpsychologin, Telmos Verhalten in geregelte Bahnen zu lenken, aber ihre Smiley-Methoden entpuppen sich angesichts der Orientierungslosigkeit des Jungen als vollkommen lächerlich.

Telmo ist ein Opfer, wie es im Buche steht – ein Opfer von Umständen, die er nicht kontrollieren kann, ein Opfer fehlender familiärer Zuwendung, ein Opfer auch des luxemburgischen Bildungswesens. Alles, was Telmo unternimmt, um seiner Opferrolle zu entkommen und sich „Ehre“ zu verschaffen, bestätigt diese Rolle nur: seine Unfähigkeit, Schwächen zu zeigen, seine aggressive Art der Konfliktlösung, sein Vertrauen in die Bilderwelten der Hip-Hop-Kultur und der Pornographie. Die Mischung aus Stumpfsinn

Roland Meyer nutzt für *Tel Mo* seine Erfahrung als Pädagoge, um das – nicht nur für Luxemburg wichtige – Thema von Migration und Integration anzusprechen

Livre d’art

L’aluminium porteur d’immédiateté

Lucien Kayser

Cela fait remonter une vingtaine d’années en arrière. C’est en 1996 que Michel Majerus, à Berlin, prit des panneaux d’aluminium comme support. Au long de l’année en cours, ses galeristes s’en sont souvenus, d’un côté et de l’autre de l’Atlantique : à la Matthew Marks Gallery, New York, et bien sûr Galerie neugerriemschneider, Berlin. Et pour tous ceux qui n’y ont pas été, il reste aujourd’hui le regard dans le catalogue qui vient de paraître, livre d’art à la couverture rouge vif, avec de légères traces ou traînées de couleur, et à droite, tout en bas, il s’ouvre comme une fenêtre,

et le personnage si cher à notre peintre, Mario, qui est saisi dans un saut, comme s’il sortait, avec légèreté, avec entrain, de la peinture. Ce mouvement double, opposé, inverse, la vie dans toutes ses expressions reprise par la peinture, celle-ci s’ouvrant à son tour, occupant l’espace.

Le catalogue est introduit par un texte de Jan Tumlir, situant d’abord Michel Majerus dans son temps, « epochaler Wendepunkt », après les bouleversements de la fin des années 80. Et Michel Majerus, n’hésitant devant aucune appropria-

tion, des maîtres contemporains aux témoignages de la culture populaire, d’ouvrir alors, voire d’enfoncer des portes vers quelque chose de nouveau. Avec une conscience aigüe du temps toutefois, ce n’est pas pour rien qu’on cite toujours cette phrase de l’artiste : « What looks good today, may not look good tomorrow ». Il faut alors aller droit au paradoxe, à savoir pourquoi les peintures de Michel Majerus continuent « to look good », à nous parler, à nous saisir. Dans un monde qui a énormément changé, en tout cas perdu un élan qui existait naguère.

Das Buch hat zwei größere Schwächen, gesetzt, man stört sich weder an der provozierenden Naivität des Protagonisten, noch am appellativ-pädagogischen Charakter des Textes. Die erste besteht in der Sprache, in der Meyer Telmo seine Geschichte erzählen lässt. Das Problem, dass imitierte Jugendsprache schal und abgeschmakt wirken kann, umging Wolfgang Herrndorf in seinem Erfolgsroman *Tschick* mit einer fingierten Jugendsprache (die nicht deren Ausdrucksweisen benutzte, sondern nach ähnlichen Prinzipien ein eigenes Idiom entwickelte). Meyer entscheidet sich demgegenüber für eine wenig glaubhafte Mischung von mit portugiesischen Kraftausdrücken durchsetzter Jugendsprache („krass“, „Opfer“, „fodes“) und einer gehobenen Literatursprache, die etliche Ausdrücke enthält, die ein Telmo gar nicht kennen würde („bläeren wéi d’Waldieselen“, „déi domm Louder“, „sech esou séier wéi de Blëtz iwwert d’Huttschnouer maachen“).

Die zweite Schwäche besteht in einer Erzählweise, die den Text an entscheidenden Stellen unfertig wirken lässt. Dazu gehört, dass sich Überlegungen in Telmos Gedanken einschleichen, die seiner Gedankenwelt kaum entspringen können: Ihm fällt etwa auf, dass die Lehrerin vom „Funktionieren“ der Schüler spricht, als wären sie Maschinen; auch versteht er auf Anhieb die Metaphorik eines Traums, bei dem er auf einen Zug wartet, der nicht kommt und so weiter. Vielleicht ist es dem pädagogischen Drall des Textes geschuldet, dass er an genau der Stelle abbricht, an der der Konflikt interessant wird, als sich nämlich Telmo zum ersten Mal den Konsequenzen seines Handelns stellen muss. Dass die Erzählung hier abgewürgt wird, belästigt Telmo in genau der Rolle des Opfers, aus der er auszubrechen versucht. Ob ein Telmo überhaupt etwas anderes sein kann, lässt das Buch damit unbeantwortet.

Roland Meyer: *Tel Mo. E Kannerbuch fir erwuesse Leit*. 161 S. Op der Lay, Sanem 2017. ISBN 978-2-87967-221-2



Vue de l’exposition à la galerie neugerriemschneider à Berlin

Cinéma

La fête des pères



Cécile de France interprète Anna

Près des côtes du sud de la Bretagne, c’est toujours le même rituel lorsqu’on trouve une relique de la Première Guerre mondiale : on appelle Erwan (François Damiens) et ses collègues pour désamorcer goupilles et obus. Mais celle que le quadragénaire s’apprête à recevoir de l’obstétricienne qui s’occupe de sa fille enceinte (Alice de Lencquesaing) a tout de la bombe à fragmentation : son père (Guy Marchand) n’est pas son père (et son père ne le sait pas, comme le chantait Sacha Distel en 65). Une détective (Brigitte Rouan) le lance sur les pas de Joseph (André Wilms), qui vit à quelques kilomètres de lui, couvé par une fille (Cécile de France) qu’Erwan rencontre par hasard.

Et l’intrigue d’*Ôtez moi d’un doute*, troisième long-métrage de Carine Tardieu, est ainsi lancée : demi-sœur ou maîtresse ? La question tient du vaudeville et bien que le film fasse des détours dramaturgiques, plutôt bien troussés, du côté des thèmes de la filiation et de la psychologie masculine, il y revient toujours.

En effet, le scénario ne lésine pas sur les quiproquos et effets miroirs, expliquant souvent deux fois la même situation pour multiplier les points de vues. Les événements s’enchaînent donc avec un train de retard, lorsque le spectateur a déjà compris les enjeux de la scène suivante. Déjà affaibli par un rythme cahotant, le récit tente à plusieurs reprises de se justifier à l’aide de dialogues beaucoup trop longs. Carine Tardieu, qui auscultait les mères, et surtout leurs drôles de filles dans ses deux précédents films (*La tête de maman*, 2007, *Du vent dans mes mollets*, 2012) n’arrive pas ici à construire des personnages réels. Tous, des pères aux enfants, portent leurs outils fonctionnels en étendard, les répétant oralement à nouveau si besoin pour justifier un comportement. Bien sûr, il y a de jolies scènes où l’on comprend que la vie sentimentale d’Erwan est un terrain miné, bien sûr, la mer, bien sûr, le militantisme, mais tout cela est vite relégué à l’anecdotique, à l’illustration, sans que l’on sente un investissement, une idée à défendre. Ce maillage de personnages, liés à une intrigue convenue et une mise en scène cohérente mais peu inventive, est loin des constellations créées par Claude Sautet, à qui la réalisatrice souhaitait rendre hommage ici. Car Carine Tardieu semble avoir eu peur de se prendre à son propre pari : faire infuser une comédie romantique sur fond de film de famille. Si la légèreté n’est pas un gros mot, on regrette toutefois qu’elle n’approfondisse ni l’un ni l’autre, préférant les bons sentiments à une réflexion qu’elle esquissait pourtant dans la première demi-heure.

Sélectionné à la Quinzaine des réalisateurs lors du dernier festival de Cannes et vendu comme le « feel good movie » à la française de cette rentrée, *Ôtez moi d’un doute* relève davantage du divertissement télé que du long-métrage de cinéma et pêche par modestie formelle. Marylène Andrin-Grotz

Après une exposition, c’est dans le catalogue que se déploie l’œuvre « on aluminium » de Michel Majerus

peinture sur aluminium qui se trouve posée par terre, trois bandes colorées, du rouge, du jaune, du bleu, et à l’arrière-fond des toiles du MoM Block en collaboration avec Basquiat. Les formats sont devenus de plus en plus grands, des éléments se sont détachés, aboutissant à des compositions plus complexes, des fois très enjouées, comme sur des dimensions allant jusqu’à quatorze mètres de largeur dans une installation à la gare de Munich en 1998. Si là on reste sur un mur, ailleurs, c’est carrément dans l’espace que l’art se livre, et livre au visiteur un véritable environnement.

Pour reprendre l’interrogation de tout à l’heure, retour au texte de Jan Tumlir et l’intéressant passage qui met en parallèle/oppose Michel Majerus et Martin Kippenberger. Leur est commun, « wie Kippenberger trübt Majerus absichtlich die Gewässer malerischer Seriosität » ; cependant, « Majerus [...] öffnet den Weg zu einer narbenlosen Vorstellung von der Zukunft [...] Die Narben sind geheilt, weil alles jetzt kindlicher ist [...] »

D’autres textes, de compagnons de route, d’amis de Michel Majerus comme Thomas Demand, Laura Owens, Jorge Pardo, Jordan Wolfson, Christopher Wool, ajoutent une note très personnelle, plus intime. À chacun, un point de vue, dont l’ensemble retrace un portrait qui retient par tant de facettes. Dont on retiendra, toujours pour répondre à la question qui importe, le jugement de Thomas Demand, ajoutant après avoir souligné la maîtrise de Michel Majerus, « diese Naivität und Offenheit lässt seine Arbeit vielleicht so unverbraucht wirken ». Rien à ajouter de plus.

Visites d’atelier (6)

The space in between

josée hansen

En mode nerd Entrer par le grand portail dont un des battants est ouvert. Monter l’escalier en colimaçon qui flotte dans l’espace. Se retrouver au premier étage de la grange paternelle, dans un grand espace rudimentairement aménagé, mal isolé, que domine une très longue table de travail sur laquelle s’étagèrent des livres classés par thème : *The internet is dead* ; *Cognitive architecture* ; *La maison des feuilles*... Des livres d’essais théoriques, des fictions, des bandes dessinées futuristes. Au bout de la table, un laptop joue de la musique, accompagnée par des animations numériques sur un écran. À gauche, sur un rebord sont alignés des casques de réalité virtuelle : l’Oculus Rift, le classique, pour lequel il faut dépenser jusqu’à 4 000 euros, ordinateur compris ; le Samsung Gear ou une version abordable de Polaroid à trente euros, « c’est important, ça, de démocratiser l’accès aux œuvres ». Le studio de Laura Mannelli est spartiate, on ne s’attendrait pas à trouver un atelier de création numérique à la pointe du progrès dans le petit bourg tranquille de Hagen, près de Steinfurt, qui compte moins d’un millier d’habitants et où les anciennes fermes restaurées avec beaucoup de moyens sont fleuries de géraniums.

C’est le hasard qui a amené Laura Mannelli ici : la maison est à son père, elle a hérité de la grange, c’est donc ici qu’elle travaille à concevoir ses mondes virtuels, souvent avec des collaborateurs venus des quatre coins de l’Europe. À 37 ans, la Franco-Luxembourgeoise a eu un parcours assez classique d’élève de l’École européenne, puis d’études d’architecture à Paris-Malaquais, où elle fait son diplôme sur la réalité virtuelle avec *Second Life* et décide de « ne jamais

À partir de son atelier dans une grange à Hagen, près de Steinfurt, Laura Mannelli veut lier les espaces virtuels au réel. Et vice-versa

construire » plus tard. Avec un *background* de jeux vidéo et de modélisation, son premier job l’amène dans une boîte de production multi-média. Avec un père issu de l’immigration italienne, mais dont toute la famille parle luxembourgeois, et une mère française, elle ressentait dès son enfance qu’elle avait une « identité morcelée », que se posaient pour elle des questions d’attache au sol qu’elle retrouvait dans les mondes virtuels dans lesquels elle s’engouffrait très vite et passionnément, notamment dans *Second Life*. « J’y avais des amis que je n’ai jamais vus de ma vie », sourit Laura Mannelli. Elle y gagnait également de l’argent comme architecte, en créant des espaces. « J’ai toujours voulu lier les espaces virtuels au réel ». Parce que le pays relie tellement de nationalités et d’identités différentes, le Luxembourg est pour elle un terrain de jeu énorme pour l’innovation en VR, un terrain d’expérimentation qui a misé très tôt sur les nouvelles technologies.

Collaborations C’est dès la fin de sa formation que Laura Mannelli crée le collectif Human Atopic Space, qui travaille surtout à Paris et est constitué de développeurs, d’artistes, bref de « bidouilleurs » en tous genres. À partir de 2008, ils proposent *l’Atopic Festival*, qui aura lieu à la Cité des sciences, au Palais de Tokyo ou encore à la Gaîté lyrique, un festival *top notch* dédié aux cultures numériques. « Je suis constamment entre arts numériques et art contemporain », le résume Laura Mannelli, tout comme elle est entre espace réel et virtuel. Elle-même commence à créer des projets artistiques : une Mélusine en hologramme par exemple, proche de l’esthétique de l’*anime* japonais *Ghost in a shell*. Dès le début, elle travaille avec d’autres artistes, notamment des musiciens, comme Dye, musicien électronique qui signe sur Tigersushi. « Je fais beaucoup de collaborations, toujours », insiste Laura Mannelli, qui cherche en permanence des croisements avec des experts d’autres disciplines. « Ce n’est qu’en croisant les disciplines qu’on arrive à quelque chose de nouveau. On est chacun dans son système de pensée. Pour faire se rencontrer plusieurs domaines, il faut créer des liens et des ponts, il faut faire des concessions et faire confiance. Mais c’est dans cet échange que naît la magie de quelque chose de nouveau. »

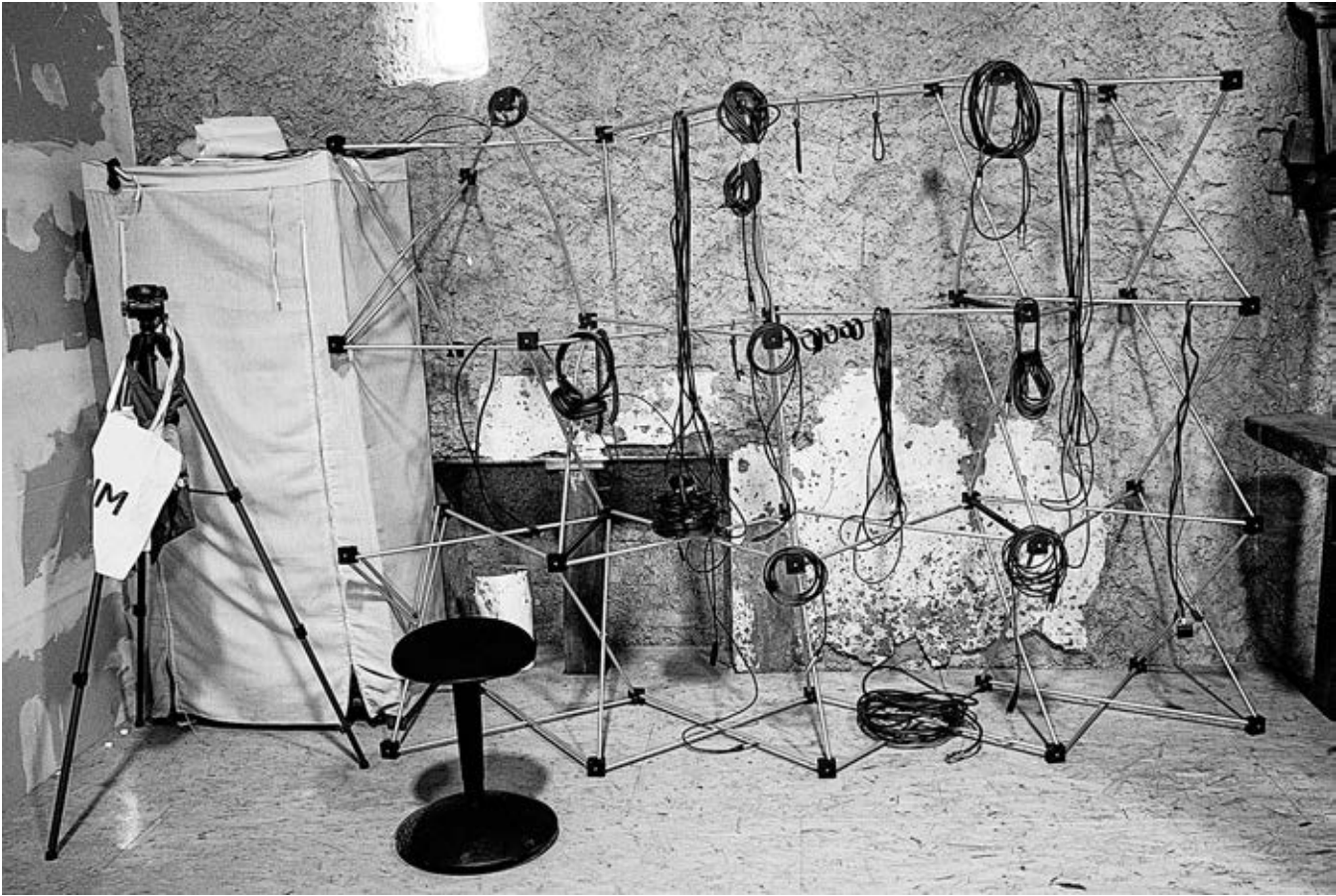
Le public luxembourgeois aura peut-être découvert l’architecte-artiste lors de l’exposition *AFK (Away from keyboard)*, en 2011 au Casino Luxembourg, où, à l’invitation de Kevin Muhlen, elle fut la commissaire d’un projet d’art numérique qui réunissait une dizaine de propositions. Ou lors du Luxembourg City Film Festival, au printemps, où

elle avait conçu l’architecture du Pavillon VR au Casino encore, une structure légère qui montrait les équipements techniques au lieu de les cacher. Ou encore cet été aux Rotondes, dans le cadre de la *Triennale Jeune Création* sur le thème du *Jet Lag/Out of sync*, pour laquelle elle avait conçu un pavillon intitulé *Near Dante Experience* : un couloir hyper-lumineux dans lequel le visiteur était invité à chauffer un casque de VR et s’engouffrer dans un long voyage vers la lumière, une *near death experience* flippante, inspirée par *l’Enfer* de Dante. Il s’agissait, précise le catalogue, d’une « œuvre collaborative » conçue avec le musicien Gérard Hourbette de Art Zoyd, le fidèle Frederick Thompson, qui est designer d’espaces immersifs, des architectes sonores, des développeurs et des programmeurs. Plus ou même la même équipe est actuellement en train de travailler sur le projet *The promises of monsters*, avec lequel elle a remporté la première *Bourse indépendance*, attribuée par la banque Bil et le Focuna, dédiée aux cultures numériques et qui consiste notamment en une exposition personnelle à l’espace Indépendance, route d’Esch. Sur Instagram, on peut suivre les sessions de *brainstorming* de l’équipe, autour de Dante toujours, mais aussi autour des nouvelles narrations, des architectures radicales, des espaces immersifs pour la musique (Laura Mannelli est d’ailleurs elle-même chanteuse d’un groupe d’électro-garage qui s’appelle Fessée.)

Entre deux Ici aussi, l’univers de Laura Mannelli et de son équipe est fortement inspiré de la science-fiction – d’ailleurs elle a fait expressément référence à Hugo Gernsback lors de la remise

du prix en juin et a cité Donna Haraway et son *Manifeste Cyborg*, dont est issu le titre de l’œuvre. « Ce sera un cabinet de curiosités d’un monde qui n’existe pas », résume-t-elle. La narration tournera autour de la découverte des premiers « meta-wanderer » sur un astéroïde. Et Laura Mannelli de citer son ami et collaborateur Frederick Thompson : « On a des réminiscences affectives d’un monde virtuel ». L’affect, le ressenti sont importants dans les projets de Laura Mannelli. Le fait que celui qui porte un casque de VR et s’engouffre dans un autre monde, oublie son corps, ou le ressent autrement, que plusieurs réalités coexistent. Et on peut effectivement, tout en sachant pertinemment qu’il ne s’agit que de fiction, ressentir de fortes émotions comme la claustrophobie en se promenant dans un de ces espaces virtuels. Pour Laura Mannelli, ce sont des « architectures pour l’âme », une manière de penser l’espace et de penser l’homme, une expérience qui est à la fois « flippante et géniale ». D’ailleurs, avec Thompson, elle développe aussi des « serious games », des applications virtuelles qui peuvent être utilisées dans l’enseignement afin de créer des systèmes de pensée tout en jouant – elle imagine tout à fait que la réalité virtuelle ou la réalité augmentée permettront de changer radicalement certains enseignements, par exemple en chimie (finies les explosions imprévisibles...). Et puis après, sourit-elle, « on doit aussi penser l’architecture de la déconnexion ».

Pour plus d’informations sur le travail de Laura Mannelli : lauramannelli.com. L’exposition *The promises of monsters* à la Galerie l’Indépendance de la Bil commencera le 19 octobre.



Laura Mannelli dans son atelier à Hagen

Theater / Buch

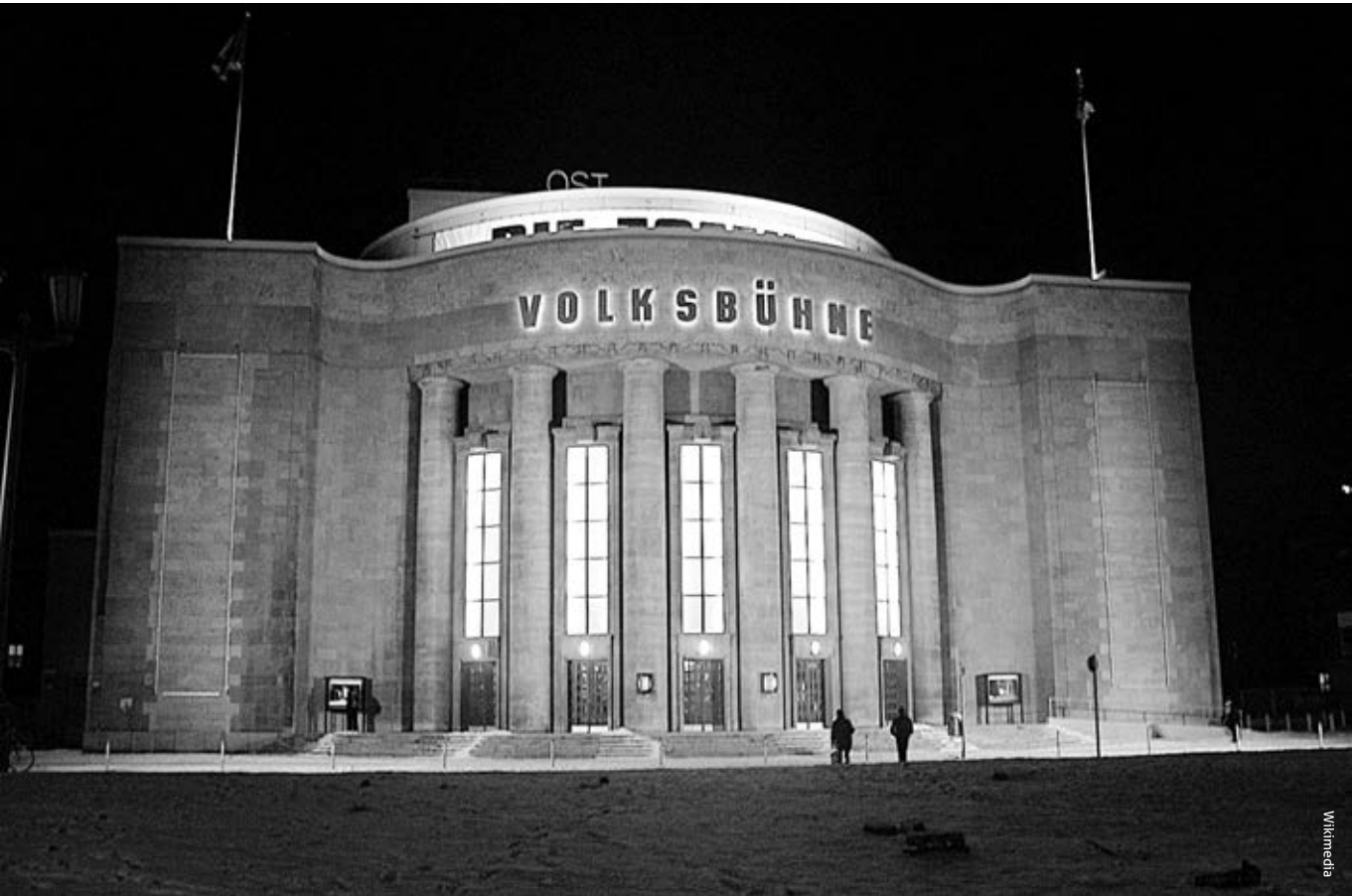
„Heimat und konkreter Ort zugleich“

Tom Dockal

Der deutsche Theaterapparat dürfte dieser Tage nach der Sommerpause wieder ins Rollen geraten. Mehrere Intendantenwechsel vollzogen sich während den Sommermonaten. Auch in der Bundeshauptstadt. Reichte ein Klaus Peymann widerwillig sein Zeppter des Berliner Ensembles an Oliver Reese weiter, so war der Wechsel an der Volksbühne am Rosa-Luxemburg-Platz um Längen dramatischer. Die Entscheidung des ehemaligen Kultursenators, Frank Castorfs Leitung des Stadttheaters nach 25 Jahren nicht zu verlängern, stieß auf Wut und Unverständnis einer großen Mehrheit der Theaterszene. Diese Woche nun eröffnete der neue Intendant Chris Dercon, ehemaliger Direktor der Tate Modern in London, die Saison 17/18 der Volksbühne und lässt prompt erstmal Tänzer aus aller Welt auf dem kilometerweit entfernten Tempelhof aufkreuzen. Nach nur knapp drei Monaten scheint das Projekt OST in weiter Ferne definitiv verblasst zu sein.

Für seinen Roman *Letzter Vorhang* nimmt sich Autor Michael Schindhelm dieses Projektes OST an und macht sich keine große Mühe, die porträtierten Subjekte zu verfremden. Zwar geht es in seinem Buch um den letzten Vorstellungstag des Berliner Liebkecht-Theaters und den Abgang von Intendant Hartung, der in seinem Büro ein Portrait Maos an der Wand hängen hat. Klar ist aber: Es geht um die Volksbühne und es geht um Frank Castorf – na gut, um das tatsächliche Stalin-Porträt rechts neben Castorfs Arbeitstisch geht es nicht.

Ganz konkret geht es um den 59-jährigen Chef-dramaturgen Matthias Pollack, der mittags verkaternd und mit merkwürdigen Schwindelanflügen in seiner Moabit-Wohnung erwacht. Blick aufs Handy. Keine Nachricht. Die halb so alte Freundin Candice ist weg und mag kein Lebenszeichen von sich geben. Bei aller Sorge um das Verweilen der Frau, hat der Herr Chef-dramaturg und stellvertretender Intendant andere Probleme. In wenigen Stunden beginnt die letzte Vorstellung unter der Leitung Hartungs. Auf dem Spielplan: die in 28 Jahren 463. Vorstellung der Bühnenfassung von



Die Volksbühne am Rosa-Luxemburg-Platz in Berlin

Einer flog über das Kuckucksnest. Die Inszenierung, die im Herbst 1989 noch als bitterböse Abrechnung auf den DDR-Staatsapparat verstanden werden durfte und nach der Wende den Kapitalismus mit seinen leeren Versprechungen im Fadenkreuz hatte, die Inszenierung also, auf der sich das Renommee des Theaters und dessen Art und Weise basierte, soll ein letztes Mal vor dem Regierenden aufgeführt werden. Vor dem Mann, der den 25 Jahre lang anhaltenden kulturrevolutionären Versuch im Keim erstickt und Hartung gegen einen „kosmopolitischen Kulturmanager“, einen „Kleinschreiber“ austauscht. Aber Pollack führt etwas im Schilde – eine Art Dernierengang.

Mit dem „Kleinschreiber“ ist natürlich Chris Dercon gemeint, der aus „Volksbühne am Rosa-Luxemburg-Platz“ „volksbühne berlin“ – sind Kleinbuchstaben hier Programm? – macht. Michael Schindhelm, selbst früherer Theaterleiter und Kulturmanager, bedient sich Versatzstücken eines deutschen Popliteraten à la Tino Hanekamp und versucht, Stimmung, Gerüche, Menschen und allgemeines Theater auf und hinter der Bühne zu Papier zu bringen. Das Buch erschien schon vor dem Abgang Castorfs am vergangenen 1. Juli, an dem übrigens an der Volksbühne Ibsens *Solness* auf dem Spielplan stand. In seinen Beschreibungen des Innenlebens des Ostberliner Betonklotzes bedient

er sich zwar Klischees noch und nöcher – so sind zum Beispiel alle Assistentinnen scharf auf den Regisseur –, Schindhelm vermag mit einer direkten und unpräzisen Sprache das Gewusel auf der Seitenbühne und in den kalten Büros jedoch präzise einzufangen.

Seine Beschreibung des Theaters und öffentlichen Kantine – diese verrauchte foucaultsche Heterotopie, die die Welt darstellt, ohne sie zu sein – mit ihren Theaterleuten, Pennern, Hipstern und *Weirdos*, stellt ganz sinnbildlich dar, wie ein Theater für eine ganze Generation von Künstlern aus der ehemaligen DDR „Heimat und konkreter Ort zugleich“

Michael Schindhelm, selbst früherer Theaterleiter und Kulturmanager, versucht, Stimmung, Gerüche, Menschen und allgemeines Theater auf und hinter der Bühne zu Papier zu bringen

sein konnte. Eine Heimat/Ort für Menschen, denen die Heimat mit dem Mauerbau weggenommen und mit dem Fall nicht wiedergegeben wurde. Ein existenzielles Niemandsland der Selbstreflexivität: der Versuch einer Heimat durch Arbeit und Kunst. Schade nur, dass sich Schindhelm mit Rückblenden mehr ums Älter-Werden seines Protagonisten und dessen Liebesabenteuer, als um den unüberwindbaren Generationskonflikt in dieser ganz konkreten Theaterlogik schert. Von der verfrüht larmoyanten Nostalgie nicht zu reden, die ganz natürlich mit dem Erscheinen des Buches vor dem letzten Spielzeitende einhergeht. Genau jenes haben sich nämlich Castorf und seine Leute bis zuletzt nicht erlaubt. Denn die Leere, die dem Konstrukt der Nostalgie unterliegt, verhält das Scheitern des Heimatversuchs mit süßlicher Affektivität.

Michael Schindhelm: *Letzter Vorhang*; Theater der Zeit, Mai 2017; 256 Seiten; 19,50 Euro; ISBN-10: 3957491118

Poste vacant

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

recrute pour les besoins de l'Administration des services médicaux du secteur public

Un médecin (M/F) à tâche complète ou à tâche partielle sous le statut de fonctionnaire.

Missions :

- Réaliser les examens médicaux des agents du secteur public ;
- Développer et mettre en œuvre des projets visant à protéger la santé des agents publics sur leur lieu de travail ;
- Assurer une mission de conseil liée à la santé au travail ;
- Accompagner et conseiller les administrations publiques dans l'établissement de relevés de postes à risque ;

- Travailler au sein d'une équipe pluridisciplinaire chargée de la promotion de la sécurité, de la santé et de la qualité de vie au travail dans la fonction publique.

Qualifications et compétences requises :

- Être titulaire d'un diplôme autorisant l'exercice de la profession de médecin ; une qualification supplémentaire en médecine du travail et des connaissances en lecture d'électrocardiogrammes au repos constituent des avantages ;
- Sens de la confidentialité, intégrité et responsabilité ;
- Capacité à travailler en équipe ;
- Connaissance des outils informatiques courants ;
- Être ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ;
- Connaissance des langues luxembourgeoise, française et allemande. Des dispenses au niveau des connais-

sances linguistiques peuvent être accordées sous certaines conditions.

Les candidats ne disposant pas d'une qualification en médecine du travail doivent suivre et accomplir avec succès une formation spécifique dans ce domaine après leur engagement.

Tout renseignement supplémentaire peut être demandé à Madame Mireille Colbach-Cruchten par téléphone au 247-83281 ou par courriel à mireille.colbach@mfp.etat.lu

Les candidatures avec lettre de motivation, curriculum vitae et copie des diplômes sont à adresser pour le 29 septembre 2017 au plus tard au Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative Madame Chantal Kerschenmeyer B.P. 1807 L-1018 Luxembourg

Avis officiel

Création d'une norme nationale relative à l'acoustique dans les bâtiments d'habitation

Suite au recensement annuel des besoins en normes nationales, l'ILNAS a été sollicité pour établir une norme nationale qui permet d'encadrer l'acoustique dans les bâtiments d'habitation.

Ce besoin de normalisation est basé sur le fait que de multiples acteurs nationaux du domaine de la construction ont identifié un manque de visibilité concernant l'acoustique dans les bâtiments d'habitation lorsqu'aucune exigence n'est mentionnée par le client.

Cette initiative vise notamment à identifier des critères de performance et à renseigner une valeur de performance

acoustique suivant les pièces concernées (pièces à vivre, cuisine, chambres à coucher, local technique...) et pour chaque type de bruit.

Il est porté à la connaissance des parties prenantes intéressées et concernées que l'Organisme luxembourgeois de normalisation (OLN) organisera une réunion pour discuter de la création d'une norme relative à l'acoustique dans les bâtiments d'habitation. La procédure pour la création de normes nationales est décrite sur le site web de l'ILNAS : <https://ga.lu/HMBDI>

Toute partie intéressée est invitée à participer à cette réunion, qui aura lieu le mardi 10 octobre 2017 à 14.00 heures dans les locaux de l'ILNAS sur le site d'Esch-Belval :

1, avenue du Swing – Southlane Tower I L-4367 Belvaux

Pour vous inscrire à cette réunion ou tout renseignement complémentaire, merci de bien vouloir vous adresser à l'OLN en envoyant un courriel à normalisation@ilnas.etat.lu

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 23.10.2017
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'isolation thermique et coupe feu dans l'intérêt du « Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff » à Sanem.

Description succincte du marché :

- 49 410 m d'isolation pour tuyaux sanitaires, de chauffage et d'eau froide ;
- 8 200 m² d'isolation pour installations de ventilation ;
- 600 m² habillage coupe-feu ;
- 1 rideau coupe-feu pour porte ascenseur ;
- 7 538 cloisons pare-feu.

La durée prévisible du marché est de 420 jours ouvrables à débiter au courant du 1^{er} semestre 2018..

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu). Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau. La remise électronique est autorisée.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour les travaux d'isolation thermique et coupe feu dans l'intérêt du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
11.09.2017

La version intégrale de l'avis n° 1701330 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Fonds du Logement

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 25.10.2017 à 10.00 heures

Description :
2007 – Soumission pour les travaux de menuiserie – transformation de la ferme Nelson Haff, 20 rue de la Poste à Colmar-Berg

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le cahier spécial des charges peut être retiré via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant la date et heure fixées pour l'ouverture.

La version intégrale de l'avis n°1701351 peut être consulté sur www.marches-publics.lu

Exposition

Hockney, bien au-delà du pop art

Emmanuel Defouloy

Une piscine, un plongeur, et une gerbe d'eau sous un soleil que l'on imagine brûlant. Parmi les amateurs de peinture qui n'en sont pas pour autant des spécialistes, nombreux sans doute sont ceux à associer spontanément David Hockney à cette icône (au double sens d'image et d'archétype) de l'art moderne. Un style immédiatement reconnaissable, avec de grands aplats de couleur, qui l'identifie au pop art.

Pourtant, la toile qui a figé dans le temps l'idée que beaucoup se font d'Hockney n'est qu'une partie de son œuvre. Un moment, le début des années 1970 ; deux palmiers californiens qui en cachent la forêt bigarrée. Au-delà du pop art, bien au-delà, c'est le grand mérite de la « Rétrospective » consacrée au peintre anglais, jusqu'au 23 octobre au Centre Pompidou, de le mettre en évidence : en présentant une sélection de toutes les périodes, depuis les dessins d'adolescence jusqu'aux peintures les plus récentes (l'une de 2017, année de ses 80 ans), elle rend compte de l'extrême créativité de l'artiste. Curieux, désireux de multiplier les styles, les formes et les supports, à l'instar d'un Picasso dont une exposition de 1960 l'a fortement marqué en ce sens, il va jusqu'à théoriser cet éclectisme sous le concept de « versatilité » dont il fait, si l'on peut dire, une marque de fabriques.

Evidemment, les visiteurs venus contempler le célebrissime *A Bigger Splash* (1967), *Le Nid du duc* (1971) ou *Portrait of an artist (Pool with two figures)* (1972) ne seront pas déçus : ces grandes toiles peintes au rouleau et à l'acrylique sont là, qui l'ont rapproché du pop art. Mais il n'en est pas l'une des figures les plus centrales, comme Andy Warhol ou Roy Lichtenstein. Et pour cause : de ses gravures à ses installations vidéo, en passant par ses mosaïques de photos, il nous propose d'autres recherches, d'autres visions.

L'artiste anglais David Hockney réalise très jeune des peintures de réalisme social

Né le 9 juillet 1937 à Bradford, dans le nord de l'Angleterre, Hockney réalise très jeune des peintures de réalisme social, avant de passer à Londres à la série des *Love Paintings*, aux références homosexuelles explicites. Les fellations de *Cleaning Teeth ; Early Evening* (1962) sont pratiquées sur des sexes représentés par des tubes de dentifrices. C'est l'époque où l'artiste se peroxyde les cheveux. Après son premier séjour en 1960 à New York, aux mœurs libres, il réalisera les gravures du cycle *A Rake's Progress*, qui font écho à celles de William Hogarth dans le Londres libertin des années 1730.

C'est ensuite en Californie que s'ouvrira la page la plus connue de son œuvre, entre attrait pour les piscines, l'élément liquide, et mode de vie hédoniste. Mais au bout de quelques années, il se retrouve de son propre aveu dans une impasse : désireux de dépasser le naturalisme, il choisit d'utiliser la pratique photographique - qu'il accuse d'avoir systématisé la perspective classique - en quelque sorte contre elle-même. Dans la série de « Joiners », il reconstitue un portrait, une scène ou un paysage à partir d'une multitude d'instantanés

juxtaposés. Cette mosaïque de clichés, sorte de cubisme photographique, multiplie angles et points de vue. Une approche qui n'est pas mineure dans l'œuvre d'Hockney : c'est un de ces tableaux, représentant la mère de l'artiste, qu'Ernst Gombrich a choisi pour l'illustrer, dans son incontournable et classique *Histoire de l'art*.

Dès lors l'artiste anglais cherchera sans relâche à remettre en question la perspective classique de l'art occidental, en expérimentant différents types de « perspectives inversées », comme dans les toiles telles que *Nichols Canyon* (1980), où il s'efforce de retranscrire les différentes visions d'un œil en mouvement lors d'un trajet en voiture.

En 1997, quittant le soleil quasi permanent de Californie pour rendre visite à un ami malade dans son Yorkshire natal, il y redécouvre le passage des saisons et la beauté des paysages anglais d'un John Constable. À Beaubourg, *Bigger Trees Near Warter* (2007), sa plus grande peinture, composée de 50 panneaux, et l'installation vidéo *The Four Seasons, Woldgate Woods* (2010-2011) sont des expériences à couper le souffle. C'est aussi l'époque où ses recherches picturales et historiques aboutissent à la publication de *Savours secrets : les techniques perdues des maîtres anciens* (Le Seuil), où il formule l'idée que les avancées techniques ont influencé la production des images bien avant l'invention de la photographie. Dommage que les visiteurs eux-mêmes ne puissent pas prendre de clichés. « C'est l'artiste qui l'a réclamé », nous assure-t-on dans l'exposition.

Ces dernières années, Hockney peint tel un fauve, avec des bleus et des jaunes vifs, comme dans *Interior with a Blue Terrace*, ou *Annoncia-*



A Bigger Splash (1967); *Pearblossom Highway* (1986) by David Hockney

tion 2 d'après Fra Angelico. L'exposition se termine, on mesure combien son éclectisme et ses recherches théoriques ont fait de lui un grand

artiste, à la hauteur d'un Jean Dubuffet, d'un Francis Bacon ou d'un Henri Matisse qui l'ont influencé. En embrassant l'histoire de la peinture.

Theatre

Whistling in the dark

Janine Goedert

"I set out to write a ghost story in the classic 19th-century tradition," Susan Hill explained in an interview. It was the early 1980s, and the book she referred to was *The Woman in Black*, which soon became a set text at English schools as well as a worldwide bestseller. A ghost story à la Dickens or Henry James. Neither a thriller, nor a gothic novel.

Then, in 1987 Stephen Mallatratt adapted the text for the stage. It opened to great acclaim as a low-budget Christmas show in Scarborough before later turning into the second longest-running play in the history of the West End, after *The Mousetrap*. Each cast of actors is on stage for about nine months. And that very production, which has been running at the Fortune Theatre in Covent Garden for over twenty-five years, will come to our Grand Théâtre in October. Robin Herford directs.

What makes it unique is the staging itself. Hill's novella reads like a tale of oppression, jealousy and revenge. There are various key ingredients: a family scandal, a tight-lipped local community, foul weather and a decaying mansion at the end of a causeway out on the East Anglian marshes, but then Mallatratt introduces a strong frame story, thus turning *The Woman in Black* into a play within a play. Though there are about a dozen characters, there are only two speaking actors on stage.

In the frame narrative Arthur Kipps, an elderly solicitor, asks a young actor to help him tell the story of something that happened to him thirty years earlier and changed his life forever. There is great urgency since he sets out to tell the tale in order to exorcise a ghost and be purged of it for good: "I have to tell those terrible things for my health and reason. ... It must be told. I cannot carry the burden any longer." But as presentation matters and as it swiftly appears that all he can do is hum and mumble through his lines, they end up reversing roles: the actor becomes young Kipps, while Kipps himself plays the people that his younger self met all those years ago... We watch both men rehearse, preparing to perform the story to family and friends. Again and again, their staging is marred by ghostly visitations. Sound effects help build up tension. They are central to the whole experience - think bloodcurdling screams rather than reassuring clatter coming from the kitchen.

Soon the mood is set. In fact, it may be best not to be familiar with the plot before you see the show. It will, no doubt, be creepier and more terrifying not to know what happens next, not to know who haunts Eel Marsh House and why. That way, the locked door at the heart of the tale will intrigue you until the very end and the ghost will make you feel unnerved throughout.

Even young Kipps, who prides himself on being rational and in control, gradually slides into the spooky unknown. The villagers he looked down upon at first may not be stuck in the dark ages, after all! They might not actually be chasing shadows, but face a reality that is beyond human understanding. A doorknob starts turning though there is no one there. A figure appears in the garden; footsteps can be heard along a corridor. This is not merely young Mr Kipps's mind playing tricks in the dark.

A deep sense of dread is created. You don't need to believe in the supernatural to be taken in and feel a shiver down your back... Anything might pop out of the sudden fogs and the moaning winds.

Herford keeps it simple. His is a low-tech production, and the very few props on stage are used in extremely versatile ways. No disruptive scene changes needed. No special effects in sight. Yes, *The Woman in Black* is a play about an unnerving journey into the unknown, but it is also about family, about loss and grief, about the nature of acting and about the strange English habit of telling ghost stories at Christmas time, as if the celebratory mood could exorcise malevolent forces and triumph over suffering and isolation for good.

Though it is beautifully textured, there is the odd moment at which the production is creaking a bit at the edges and its age shows. I wonder how it would be staged today, when traumatised Kipps would long have been sent to see a bereavement counsellor. As it is, lost spirits still need to be put to rest.

The Woman in Black will be at the Grand Théâtre on October 12, 13 and 14

TV-Serie

25 years on...

Tom Dockal

Laura Palmer hat es FBI Special Agent Dale Bartholomew Cooper im Black Lodge prophezeit - „I'll see you in 25 years“ - und David Lynch hat die Gebete der Fans, die ihm gefährlich nahe an den Lippen hingen, erhört. Wenn es schlussendlich dann doch fast 27 Jahre wurden, so tat dies der Vorfreude der devoten Gemeinde auf eine neue Staffel *Twin Peaks* jedoch keinen Abbruch. Einzige Voraussetzung: Man musste, je nachdem wann man die ersten zwei Staffeln inklusive Film gesehen hat, die verstrichenen Jahre überleben. Diesen Gefallen haben Lynch nicht alle Beteiligten getan. Die Überlebenden standen bis auf wenige Ausnahmen aber allesamt vor Lynchs Kamera. Allen voran natürlich Kyle MacLachlan.

Seine Figur, FBI-Agent Cooper, steckt in der neuen, dritten Staffel fest. Im wahrsten Sinne des Wortes. Erstmals und scheinbar 25 Jahre lang in der Black Lodge - diesem überirdischen rot ausgestaffierten Wohnzimmer -, später dann in Las Vegas im Körper des Versicherungsangestellten Dougie Jones. Nebenher treibt Bad Coop/Mister C, der von Bob parasitär besetzte Doppelpgänger Dales, sein Unwesen. Leichen pflastern seinen Weg. In Buckhorn, Süd-Dakota wird ein schwer verstümelter Körper entdeckt. Eventuell ein Werk Bad Coops. Der Kriminalfall ruft zwei bekannte Gesetzhüter auf

den Plan, Dale Coopers ehemaligen Vorgesetzten Gordon Cole und den Kollegen Albert Rosenfield, gespielt von Lynch und dem kürzlich verstorbenen Fernseh-Veteranen Miguel Ferrer. Derweil übernimmt Margaret Lanterman, die Log Lady, in *Twin Peaks* eine Stammes-Nachricht an Hawk, dass dieser etwas vergessen hat und dass Dale Cooper in direkter Verbindung dazu stünde.

Die 18-Stunden-lange Rückkehr zu der Serie, die den Verlauf der Fernsehgeschichte vor über einem Vierteljahrhundert nachträglich veränderte, noch weiter plot-technisch auszubreiten, sprengt den redaktionellen Rahmen und stellt zudem mehr Fragen, als dieser Artikel beantworten kann; wir überlassen jenes übereifrigen Media-DoktorandInnen. Dale Cooper - die Blaupause des perfekten Mannes, der an Kirschkuchen und koffeinhaltigen Heißgetränken stellvertretend seine bedingungslose Liebe zu Mensch und Welt offenbart -, ist böse und mit ihm die ganze Welt. Und dieses Böse transzendiert den räumlichen Rahmen der Kleinstadt *Twin Peaks*. Die geografischen Parameter dehnen sich aus von der Ostküste New Yorks in den mittleren Westen Süd-Dakotas bis fast nach Kalifornien, zudem in die Casinostadt Las Vegas und dank einem erheblichen Zeitsprung zurück sogar ins Neu-Mexiko der 40-er und 50-er des vergangenen Jahrhunderts.

Diese dritte Staffel speist weniger aus den ersten beiden oder *Twin Peaks: Fire Walk with Me* als aus dem gesamten Lynch-Werk dazwischen. Seine Filme, von *Lost Highway* bis *Inland Empire*, sind von imminenter Wichtigkeit. David Lynch als *Auteur* ist der Schlüssel zur Serie geworden. So haben die *Cahiers du cinéma* in ihrer Sommerausgabe Lynchs Serie fast 30 Seiten gewidmet. Außerdem werden im Vorspann keine Spielernamen aufgelistet, um so das Lynchsche Universum hermeneutisch abzugrenzen. Die Gefahr besteht, dass die Figuren bei so viel Autorenschaft auf der Strecke bleiben. Lynch tritt nach all den Jahren in eine Fernsehlandschaft, in der mittlerweile auch andere ihre Fußstapfen hinterlassen und das Medium weitergedacht haben. Lynchs Narrative Anno 2017 wird mit neuen Figuren aufgemotzt, von den früheren bleiben zum



Er ist wieder mit dabei: Kyle MacLachlan als Dale Cooper in den neuen Folgen von *Twin Peaks*

Teil nur Kurzauftritte übrig, zeitgenössische Videokunst trifft auf Seifenoper. Mit filmischen Stilmitteln aller Art - Montage, Spiel und Drehbuch - werden Szenen systematisch überspielt, in die Länge gezogen und jegliche Genre-Konventionen entweder ignoriert oder aufgebrochen. Nichts Neues im Lynch-Land also. Das ist alles post-„füge-Adjektiv-deiner-Wahl-ein“, dass es je nach Auge und Auffassung des Betrachters entweder funktioniert oder nicht. Im Namen der Verfremdung scheint alles erlaubt zu sein. Didaktisch, ja, manchmal regelrecht studentisch, muten Lynchs Versuche an, mit dem Serienformat zu brechen und es auf neue Wege zu führen. Ganz emblematisch ist das System, mit Konzertmitschnitten im Roadhouse am Ende einer fast jeden Folge, den für eine Serie überlebenswichtigen Cliffhanger zu vermeiden. Jedoch wird auch der treue Zuschauer - Episode und Stunde 18 - doch noch die Klippe runtergeschmissen. Frust und Freude geben sich die Hand.

Fühlen tut man auf alle Fälle nichts. Nicht wenn Dougie/Dale sich am Kaffee verbrennt, nicht wenn sich nach *Blue Velvet* vor 30 Jahren Laura Dern und MacLachlan endlich wieder gegenüberstehen, nicht wenn die Log Lady verabschiedet wird und schon gar nicht bei den neuen Figuren, vor denen es in der Serie nur so wimmelt. Wenn jedoch Räumlichkeit, Figuren und Handlungsstränge nur noch als leerer und emotionsloser Abklatsch existieren, spendet auch der beste *damm good coffee* keine Wärme mehr.

David Lynchs Narrative Anno 2017 wird mit neuen Figuren aufgemotzt, zeitgenössische Videokunst trifft auf Soap Opera

STIL

Wo Hafermilch und Agavensaft fließen

Michèle Sinner

Wer hätte gedacht, dass die Milch Stoff für eine derartige Debatte sein könnte? Als die Regierung vergangene Woche das neue Schulmilchprogramm ankündigte, zeigte sich, dass die Luxemburger Gesellschaft, die Gesetze zur Einführung der Euthanasie, zur gleichgeschlechtlichen Ehe oder zur Lockerung der Abtreibungsbestimmungen, ziemlich gelassen hingenommen hat, nicht komplett abgestumpft ist. Denn beim Thema Schulmilch kochen die Gemüter über. Das beschränkt sich nicht nur auf die Kommentarrubrik bei *RTL.lu*, das kann man im richtigen Leben testen, indem man das Thema in einer Runde von minimum drei bis vier Personen zur Sprache bringt.¹ Dann stellt sich flugs heraus, dass das Thema (Schul-)milch zwischen verschiedenen Gesellschaftsgruppen ungefähr die gleiche Wirkung hat, wie die Grüne Linie auf Zypern oder der 38. Breitengrad zwischen den beiden Koreas: stark vermintes Terrain, das eine unüberwindbare Grenze bildet.

Zumal die Regierung mit ihrer Anti-Zucker-Politik die Neuauflage des Schulmilchprogramms nutzen will, um gezuckerte Getränke aus den Grundschulen zu verbannen. Damit riskiert sie, sich alle jene definitiv zum Feind zu machen, die Schocki, also mit Kakao und Zucker angereicherte Milch, für ein unverzichtbares Grundnahrungsmittel halten. Die Schocki-Fraktion wittert die „endgültige Entmündigung der Bürger durch die da oben, die jetzt auch noch kontrollieren wollen, was wir essen, ohnehin darf man nicht mehr rauchen und man darf nicht mehr Auto fahren, wenn man ein Bier getrunken hat, und jetzt wollen sie auch noch den Kühlschrankinhalt überwachen, nichts darf man mehr und es wird nicht lange dauern, dann schicken sie auch noch Kontrolleure ins Schlafzimmer, um zu überwachen, dass der Sex ordnungsgemäß abläuft, ein Polizeistaat ist das...“

Dann gibt es diejenigen – meist haben sie schon ein paar Jahrzehnte in den, dank Milchkonsum noch gar



Früher war alles besser, finden die Nostalgiker. Auch die Milch!



L'événement

C'est ce qu'on pourrait appeler « faire feu de tout bois ». Après avoir acquis la nationalité luxembourgeoise et acheté une maison sur terrain ducal, il ne se limite plus à éditer des bouquins sur notre pays, si précieux, si joli, ou à publier des chroniques dans un quotidien.

Stéphane Bern, l'homme de toutes les situations médiatiques, se met désormais aussi au service d'un tour operator parisien qui organisera, sur deux jours, un tour de Lux' pour parigots aisés. Tout cela n'a rien de méchant, car Bern est sans conteste notre ambassadeur *nation branding* numéro un. Ceci dit, emmener pour plus de 1 600 euros ces explorateurs nantis voir le Mudam, la Phil, Vianden et Schengen, loger au Royal et déjeuner à la Brasserie Guillaume, n'a rien d'exclusif que l'office de tourisme ne recommanderait aussi au visiteur lambda. Évidemment, au vu des relations du journaliste mondain, il ne serait pas étonnant que l'on croise « par hasard » un (Premier?) ministre ou d'autres grandeurs locales (photo : Twitter/Stéphane Bern). Après tout, le Luxembourg est si petit qu'on peut même rencontrer la famille grand-ducale au coin de la rue, n'est-ce pas ? On devrait suggérer une version identique à la région du lac de Côme, avec George « Nespresso » Clooney comme guide. Le prix à payer pourrait dans ce cas être majoré de un ou deux zéros qu'il trouverait encore des zozos amateurs. GD



L'objet

Le périodique *Kachen*, unique magazine dédié à la gastronomie du pays, vient de sortir son douzième numéro avec une flopée de recettes, de tuyaux et de rencontres autour de la cuisine. Entourée de ses quinze chroniqueurs, Bibi Wintersdorf apporte depuis quelques années un plus à tous les becs fins du pays, ne négligeant pas des visites à l'étranger pour y rencontrer des personnages hors du commun. Tel pour ce dernier numéro les proprios du fameux restaurant Bruno à Lorgues, spécialisé dans la truffe, qui est servie dans toutes les variantes possibles et à tous les services du menu unique, dessert inclus. Si le support était jusque-là publié exclusivement en langue allemande, une version anglaise du magazine paraîtra cette semaine en complément. Celle-ci reprendra le tronc commun du magazine en version traduite, mais des articles indépendants seront aussi intégrés en exclusivité pour les amateurs du mag anglophone. (Détails et tarifs sur www.kachen.lu)



L'endroit

Les amis de l'ex Villa d'Este à Pulvermühle seront aussi ravis que surpris. Car cette trattoria à l'intérieur plutôt quelconque servait de succulentes pizzas et bonnes pâtes sur une terrasse qui se réjouissait d'une grande popularité. D'importants travaux y ont été entrepris et la *Villa* (tel le nouveau nom abrégé) se voit embellie d'un chaleureux intérieur très clair et lumineux, avec une touche campagnarde de luxe qui n'est pas sans rappeler les décorations de la maison Flamant à la côte belge (photo : GD). La terrasse n'a pas été négligée et pourra être transformée en vrai jardin d'hiver d'ici peu. Un confortable fumoir a été installé au premier étage. Là où ça balbutie encore, c'est au niveau de la carte. Les prix affichés des boissons alcoolisées sont trop uniformisés comme dans les boîtes de nuit et une gamme de vins à prix plus modestes pourrait être rajoutée par la direction du Zanzen, qui gère maintenant le lieu. Aussi n'y a-t-il que de la viande de bœuf sur cette première carte, sur laquelle on regrette l'absence de volailles, de veau et de porc. En ce qui concerne l'assiette, rien à dire, ni en ce qui concerne l'originalité, ni au niveau rapport qualité-prix. Le jeune Chef qui a transité par Oggi&Domani et House 17, propose des grignotages dont la mortadelle grillée à la truffe et sa straciatella nous ont séduits. Autant que les coquillettes aux truffes noires et les chitarucci aux moules et haricots blancs. Un vrai régal ! GD

nicht porösen Knochen –, die sich mit einer guten Dosis Nostalgie an die eigene Schulmilch und damit an die eigene Kindheit erinnern. „Damals hatten wir noch nicht so viel, da waren wir dankbar, wenn wir uns die *Joffer* ein Glas Milch gegeben hat.“ Früher war eben alles besser, auch die Milch.

Das zumindest finden die Gegner der Schulmilch, die alle Schulmilchbefürworter, wenn nicht für asozial und gemeingefährlich, so doch zumindest für naiv, sowie schlecht informiert bis wenig gebildet halten. Denn da gibt es Verschwörungstheoretiker, die die Regierung verdächtigen, mit der „Milchlobby“ im Bunde zu sein und, dass sie ihr „das Geld die *Strass* hinunterschüttet wie den Kindern die Milch. Und wer zahlt dafür? Natürlich die Steuerzahler“.

Solche Aussagen bringen das Bildungsbürgertum ganz schön in Wallung. Schließlich weiß es, dass der Marktpreis den Produzenten kein Auskommen bietet und kauft deshalb seit dem großen Milchstreik abwechselnd Milch von der Luxlait, von der Biog und „faire Milch“, um allen Landwirten seine Unterstützung zuteil werden zu lassen, immer bedauernd, dass die Luxlait keine faire Bio-milch produziert.

Daneben gibt es diejenigen, die Schulmilch aus gesundheitlichen Gründen kategorisch ablehnen. Entweder, „weil die Milch heute total verpestet ist“. Die Kinder sollen „Wasser vom Hahn trinken. Das ist viel gesünder“, finden diejenigen, die offensichtlich die Nachricht von der großen Pestizid-Verschmutzung des Stausees vor ein paar Jahren verpasst hatten und auch sonst recht wenig Ahnung über den Zustand des Quellennetzes zu haben scheinen.

Schließlich gibt es noch diejenigen, die Milch an sich für Teufelszeug halten, im Bioladen für ein Vermögensersatzprodukte wie Mandel-, Haselnuss-, Reis-, oder Hafermilch kaufen und prinzipiell beim Backen (mit Vollkornmehl) Rohrzucker durch Agavendicksaft ersetzen². Für diese Aufgeklärten ist ein öffentlich finanziertes Schulmilchprogramm in etwa so, als ob das Lehrpersonal auf Geheiß des Bildungsministers Crystal Meth als Pausen-Snack verteilen würde. Und kontrollieren würde, dass alle Kinder brav ihre Drogen genommen haben. „Es gibt doch so viele Studien, die heute belegen, dass Kuhmilch gar nicht gesund ist. Die Asiaten und

die Afrikaner, die trinken doch keine Milch – das ist doch der Beleg, dass man keine braucht. Gibt es dann auch Produkte für Kinder mit Laktoseintoleranz? Na hoffentlich MÜSSEN die Kinder die Milch nicht trinken, das wäre ganz schlimm.“ Allergien, Haut- und Verdauungsprobleme, Übergewicht und Diabetes; bis hin zu Krebs kreiden sie der Milch, diesem Übel der westlichen Zivilisation, alle möglichen Krankheiten an.

Noch einen Schritt weiter als die besorgten Mütter, die in der Nebenausbildung Lebensmittelwissenschaftler sind, gehen die (gerne auch männlichen) Tierschützer, die finden: „Kuhmilch ist für Kälber gedacht und den Kühen werden die Kälber genommen. Die Kuhmilch ist von Natur aus kein Nahrungsmittel für den Menschen. Die einzige Milch, die der Mensch braucht, ist die Muttermilch.“ Von da schwenkt die Diskussion dann schnell zur Frage, in welchem Alter Kinder abgestillt werden sollten. Vielleicht wäre es ein guter Moment, wenn sie in der Lage sind, „pasteurisiert“ richtig zu buchstabieren – dann hat sich die Debatte um die Verteilung von Schulmilch auf jeden Fall erledigt.

¹ Dieses Experiment führen Leser auf eigene Gefahr durch. Die Redaktion übernimmt keine Verantwortung für Folgeschäden. Hier aber ein paar Fakten, die man versuchsweise in die Debatte einwerfen kann, wobei nicht gewiss ist, ob sie zur Beruhigung oder zum Anheizen dienen: Ja, die Schulmilchprogramme werden von der EU gefördert und die Programme wurden in den Siebzigern eingeführt, um erstens die Milchnachfrage zu stützen und zweitens zur gesunden Ernährung beizutragen. Bisherige, von der EU in Auftrag gegebene Auswertungen kommen zu keinem eindeutigen Schluss, ob diese Ziele erreicht werden, da die Mengen im Vergleich zum Milchabsatz insgesamt bescheiden sind. Förderfähig sind weiterhin milchbasierte Getränke und Produkte, denen bis zu sieben Prozent Zucker beigemischt wurde, sowie laktosefreie Produkte und im Reglement gesondert erwähnt: Pecorino und Parmesan. Die Schulmilch ist keinesfalls überall kostenlos, die Entscheidung treffen jeweils die nationalen und lokalen Behörden. Diesmal wird die Regierung, die die Kosten übernimmt, eine Ausschreibung vornehmen. Ob es Luxlait, Biog oder vielleicht eine andere Molkerei sein wird, die die Schulmilch liefert, steht noch nicht fest.

² Auf EU-Ebene überlegen Landwirtschaftsverbände, für ein Verbot der Aufschrift „Milch“ auf solchen Flüssigkeiten zu kämpfen